



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.



PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE
RECHERCHE EN CRIMINOLOGIE COMPARÉE

FIRST INTERNATIONAL SYMPOSIUM FOR
RESEARCH IN COMPARATIVE CRIMINOLOGY

Du 30 avril au 3 mai 1969

Mont Gabriel, Québec.

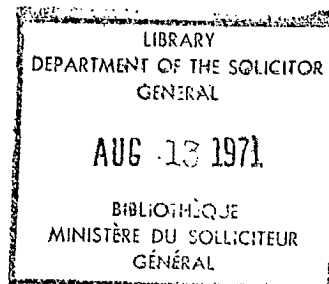
April 30 - May 3, 1969

Proceedings.

Publication subventionnée par
le Solliciteur Général du Canada

Published with the aid of a Grant
from the Solicitor General of Canada

Copyright of this document does not belong to the Crown.
Proper authorization must be obtained from the author for
any intended use.
Les droits d'auteur du présent document n'appartiennent
pas à l'État. Toute utilisation du contenu du présent
document doit être approuvée préalablement par l'auteur.



A C T E S
D U

PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN CRIMINOLOGIE COMPAREE
TENU DU 30 AVRIL AU 3 MAI 1969, A MONT GABRIEL, QUEBEC, CANADA

U N I V E R S I T E D E M O N T R E A L
D E P A R T E M E N T D E C R I M I N O L O G I E

P R O C E E D I N G S
O F T H E

FIRST INTERNATIONAL SYMPOSIUM FOR RESEARCH IN COMPARATIVE CRIMINOLOGY
HELD FROM APRIL 30th TO MAY 3rd, 1969 AT MONT GABRIEL, QUEBEC, CANADA

La publication de ce compte-rendu du symposium a été rendue possible grâce
à une subvention du Solliciteur Général du Canada.

The Department of Criminology acknowledges with thanks the grant from the
Solicitor General of Canada which made possible the publication of this report.

HV
6010
152
1969

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION P. i

PARTICIPANTS P. vii

OBSERVATEURS P. x

ORDRE DU JOUR P. xii

SESSIONS PLENIERES P. 1

GROUPE DE TRAVAIL P. 127

SYNTHESE DES TRAVAUX P. 209

BIBLIOGRAPHIE P. 239

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION P. iv

PARTICIPANTS P. vii

OBSERVERS P. x

AGENDA P. xii

PLENARY SESSIONS P. 1

WORKSHOP P. 127

SUMMARY OF
WORKSHOP CONCLUSIONS P. 235

BIBLIOGRAPHY P. 241

I N T R O D U C T I O N

Les recherches comparées ont connu une vogue considérable au début du développement des sciences sociales, probablement due au lien étroit entre les sciences nouvelles et l'histoire. Pour Durkheim et Max Weber, la méthode comparative est la démarche par excellence du chercheur, et des biologistes, à la suite de Darwin, recouraient à la psychologie ou à l'anatomie comparée comme à un outil privilégié de recherche.

La psychologie, la science politique et la sociologie (pour ne rien dire de l'anthropologie dont l'essence même est le point de vue comparatif), ont repris après une longue période de travaux empiriques et de préoccupations quasi exclusives en égard des problèmes méthodologiques, depuis une quinzaine d'années, le fil de cette tradition. La revue "Informations sur les sciences sociales" se spécialise dans la publication des travaux de ce type et la bibliographie devient de plus en plus abondante. * L'étude de la déviance, des diverses manifestations de la criminalité et de la réaction sociale contre le crime, manquait cependant dans ce tableau. Pourtant, rien dans la nature de la criminologie n'interdisait le développement des recherches comparées. Toutefois, une attention souvent trop exclusive apportée à l'étude des problèmes préoccupants de l'administration de la justice, semble avoir mobilisé les énergies dans ce domaine.

SYMPOSIUM **

Le moment semblait opportun, à bien des chercheurs, de renouer avec la tradition comparative en criminologie, qui répond également à deux impéra-

* Une documentation de base a été préparée pour le symposium, mais en raison du manque d'espace, nous ne pouvons reproduire dans ce volume que les relevés bibliographiques.

** Nous tenons à remercier ici l'Université de Montréal, le Conseil des Arts du Canada, le Ministère du Solliciteur Général du Canada et la Fondation Aquinas de New York, dont la généreuse participation financière a rendu possible l'organisation du premier Symposium International de Criminologie Comparée.

tifs: d'abord, la généralisation des formes de la déviance, liée à la généralisation du genre de vie que propage la civilisation industrielle, globalise, en quelque sorte, le problème de la criminalité. Ensuite, les méthodes pour étudier ces phénomènes devraient être développées et standardisées en tenant compte de l'expérience des disciplines voisines.

La réponse de ceux qui ont participé à ce colloque et les résultats des discussions correspondent pleinement à l'attente des organisateurs: un large consensus s'est fait jour quant aux problèmes qu'il faudrait étudier, ainsi qu'aux stratégies de recherche à mettre en oeuvre. On n'a pas établi de priorités: trop de choses dépendant, dans cet ordre, de contingences telles que la disponibilité des équipes de recherche ou de fonds. Mais le tour d'horizon auquel les participants ont procédé, permet sans doute d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la recherche criminologique et dans notre quête de la connaissance de l'homme et de la société.

SESSIONS PLENIERES ET GROUPES DE TRAVAIL

Afin de faciliter les discussions et de simplifier les débats, les participants se sont réunis, tout d'abord, en session plénière. Le président a présenté alors le résumé des suggestions, envoyées au préalable par les participants, ayant trait aux problèmes de criminologie comparative considérés comme prioritaires et devant être débattus, en tant que tels, au cours des séances.

Quatre ateliers ou groupes de travail ont été organisés par la suite, afin de faciliter les échanges d'information et de réflexions sur des sujets donnés. Les résultats des débats des groupes de travail ont été présentés par les présidents de chaque atelier, et résumés, lors de la session plénière finale, sous forme de synthèse des projets de recherches à venir.

LES ACTES

Les débats ont été enregistrés, et les pages qui suivent contiennent le compte-rendu de la session plénière, lors de laquelle les participants se sont surtout exprimés en langue anglaise, et celui de l'atelier No. 2, qui a travaillé en français.

Il convient de souligner, par ailleurs, que les débats de la session plénière sont rapportés verbatim sous leur forme de discussions informelles, soit avec un minimum de corrections indispensables pour l'édition, tandis qu'en raison des difficultés techniques d'enregistrement, les discussions des ateliers ont dû être résumées.

Les conclusions contiennent la synthèse de tous les travaux d'atelier, faite en langue française, ainsi qu'un bref condensé en langue anglaise, ce qui a permis de rapporter aussi fidèlement que possible, l'ensemble des travaux effectués lors du Symposium.

DENIS SZABO.

I N T R O D U C T I O N

At the beginning of the development of the social sciences there was a considerable vogue for comparative research. A long period of empirical studies and almost total preoccupation with methodological problems followed. Once again, however, psychology, political science, sociology, and above all anthropology have taken up the thread of this tradition, and the bibliography in these fields is becoming ever more abundant. The study of deviance, of various manifestations of criminality, and of social reaction against crime are, however, noticeably missing in the picture, even though there is nothing in the nature of criminology which precludes the development of comparative research.*

To many research workers in criminology, the time seemed ripe to take up the comparative tradition once again. Two imperatives were considered: the generalization of norms of deviance which are tied to the standard of living set by industrial civilization, thus putting the problems of criminality in a global light; and, second, the development and standardization of methods of studying these phenomena, drawing on the experience of allied disciplines. *

SYMPOSIUM**

The response of the participants in this Symposium and the results of their discussions were not unexpected. A consensus

* Background material was prepared for the symposium, but because of lack of space, we are not including it here. We deem it of interest, however, to reproduce the Bibliography.

** The organization of this symposium was made possible with the aid of Grants from the University of Montreal, the Aquinas Fund of New York, The Canada Council, and the Solicitor General of Canada.

was arrived at of the problems it was thought important to study, and agreement was reached about the strategies of research to be undertaken. Priorities, however, were not established since too much depends on the availability of research teams, of funds, etc. But the broad, overall look at the main problems in comparative criminology will, hopefully, open a new chapter in the history of criminological research and in our continuing search for knowledge of man and society.

PLENARY SESSIONS AND WORKSHOPS

In order to make the discussions as clear and productive as possible, and to facilitate debate, the participants first met in plenary session. The Chairman presented an organized summary of the suggestions which had been sent in by the participants, outlining the problems in comparative criminology which they considered to be of prime importance for discussion at the symposium.

Four workshops were then organized so that small, multi-disciplinary teams could engage in very free, informal consideration of the various subjects. The results of the first day's workshops were then presented by the Chairmen of each group to the whole body of participants, after which, work was resumed in the workshops. Final results were summed up at a plenary session, together with a synthesis of research projects suggested for future implementation.

PROCEEDINGS

The proceedings were tape-recorded, and the following pages present an account of the plenary sessions, which took place for the most part in English, with short interventions in French; and of the workshop of Group II, whose language was French.

The plenary session is presented almost verbatim -- that is, the very informal manner of the discussions has been retained, with a minimum of editing where this was necessary for technical reasons. The technical difficulties in the recording of the workshops, however, presented greater problems, and since it was not possible to present verbatim reports, a summary has been made of much of the exchange of talk and discussion.

In conclusion, a synthesis of all the workshops is presented in French, with a very brief, general summary appended in English -- the workshop results having been included in the record of the Plenary sessions -- so that all the work of the Symposium is here recorded.

DENIS SZABO

PARTICIPANTS AU PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN CRIMINOLOGIE COMPAREE

PARTICIPANTS IN THE FIRST INTERNATIONAL SYMPOSIUM FOR RESEARCH IN COMPARATIVE CRIMINOLOGY.

- Asuni, T. Professor at Neuro-Psychiatric Centre, Aro Hospital, Abeokuta, Western State of Nigeria.
- Canepa, Giacomo. Professeur d'anthropologie criminelle, Faculté de médecine, directeur, Institut de l'anthropologie criminelle, Université de Gênes, Gênes, Italie.
- Canestri, Francisco. Professeur de criminologie, sous-directeur, Instituto de ciencias penales y criminológicas, Caracas, Venezuela.
- Cornil, Paul. Secrétaire général honoraire, ministère de la justice, professeur à la faculté de droit, Université de Bruxelles, Bruxelles, Belgique.
- Christie, Nils. Professor of Criminology, Institute of Criminology and Criminal Law, University of Oslo, Oslo, Norway.
- Edwards, John. Professor of Law, Director, Centre of Criminology, University of Toronto, Toronto, Ontario, Canada.
- Ellenberger, Henri.F. Professeur de criminologie, Département de criminologie, Université de Montréal, Québec, Canada.
- Ferracuti, Franco. Professor of Criminology, Faculty of Law, University of Rome, Rome, Italy.
- Gibbens, T.C.N. Professor of Forensic Psychiatry, Institute of Psychiatry, University of London, London, England.
- Grygier, Tadeusz. Director, Centre of Criminology, University of Ottawa, Ottawa, Canada.
- Hall Williams, J.E. Reader in Criminology, London School of Economics and Political Science, London, England.

- Humphrey, John. Professor of Law and Political Science, Faculty of Law, McGill University, Montreal, Canada.
- Klineberg, Otto. Directeur, Centre international d'études des relations entre groupes ethniques, Paris, France.
- Lajins, Peter. Professor of Sociology, Director, Criminology Program, Sociology Department, University of Maryland, College Park, Maryland, U.S.A.
- Mailoux, R.P. Noel. Professeur de psychologie, directeur, Centre de recherches en relations humaines, Montréal, Canada.
- Milutinovic, Milan. Professeur de droit pénal et de criminologie, Faculté de droit, directeur, Institut de recherches criminologiques et criminalistiques, Belgrade, Yougoslavie.
- Morris, Norval. Julius Krieger Professor of Law and Criminology, Director, Center for Studies in Criminal Justice, University of Chicago, Chicago, Illinois, U.S.A.
- Mueller, G.O.W. Professor of Law, Director, Criminal Law Education and Research Center, New York University School of Law, New York, U.S.A.
- Ohlin, Lloyd G. Professor of Criminology, Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts, U.S.A.
- Pinatel, Jean. Inspecteur général de l'administration, Président, Commission scientifique, Société internationale de criminologie, Paris, France.
- Reiss, Albert. Professor of Sociology, Department of Sociology, University of Michigan, Ann Arbor, Michigan, U.S.A.
- Shoham, Shlomo. Director, Institute of Criminology, Bar-Ilan University, Ramat Gan, Israel. Visiting Associate Professor, Department of Sociology, Center for Studies in Criminology & Criminal Law, University of Pennsylvania, Philadelphia, Pennsylvania, U.S.A.
- Sturup, George K. Superintendent, the Herstedvester Detention Centre, Albertslund, Denmark.
- Szabo, Denis. Professeur de criminologie, directeur, Département de criminologie, Université de Montréal, Montréal, Canada.

- Szalai, Alexander. Professor of Sociology, Deputy Director of Research, United Nations Institute for Training and Research, New York, U.S.A.
- Wenk, Ernest. Associate Director, National Crime and Delinquency Research Center, Davis, California, U.S.A.
- Wilkins, Leslie. Professor of Criminology, Acting Dean, School of Criminology, University of California, Berkeley, California, U.S.A.
- Wolfgang, Marvin. Professor of Sociology, Chairman, Department of Sociology, Co-director, Centre for Studies in Criminology and Criminal Law, University of Pennsylvania, Philadelphia, U.S.A.; Visiting Professor and Fellow, Institute of Criminology, University of Cambridge, Cambridge, England.
- Zeid, Mohamed. Expert at the National Centre for Social and Criminological Research, Cairo, U.A.R.

OBSERVATEURS AU PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN CRIMINOLOGIE COMPAREE
 OBSERVERS AT THE FIRST INTERNATIONAL SYMPOSIUM FOR RESEARCH IN COMPARATIVE CRIMINOLOGY

ORGANISATIONS:

International:

Conseil de l'Europe, Comité Consultatif Scientifique, Division des problèmes criminels,
 Direction des Affaires Juridiques, Strasbourg, France: F. Ferracuti.

Conseil International des Sciences Sociales, Paris, France: O. Klineberg.

Panarab Organization for Social Defence, Cairo, U.A.R.: M. Zeid.

Scandinavian Research Council for Criminology, Copenhagen, Denmark: N. Christie.

United Nations, Human Rights Division, New York, U.S.A.: Mrs. T. Oppenheimer.

United Nations, Institute for Training and Research, New York, U.S.A.: A. Szalai.

United Nations, Social Defence Research Institute, Rome, Italy: E. Galway.

United Nations, Social Defence Section, New York, U.S.A.: G. Kahale.

World Federation for Mental Health, Geneva, Switzerland: O. Klineberg.

U.S.A.

Council on Legal Education for Professional Responsibility, New York, U.S.A.: W. Pincus.

Ford Foundation, New York, U.S.A.: C. Edley.

National Council on Crime and Delinquency, New York, U.S.A.: A. Hess.

U.S. Department of Justice, Law Enforcement Assistance Administration, Washington, D.C.
 U.S.A.: H. Ruth.

U.S. Department of Health Education and Welfare, Office of Juvenile Delinquency and
 Youth, Washington, D.C., U.S.A.: R. Susman.

CANADA:

Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle, Ottawa, Canada: Juge R.Quimet.

Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale, Québec, Canada: Juge Y.Prévost, H.Gould, L.Laplante et J.Sirois.

Ministère de la justice, gouvernement du Canada, Ottawa, Canada: J.A. Bélisle.

Ministère du solliciteur général, gouvernement du Canada, Ottawa, Canada: J.Ciale, S.Shuster,

Bureau fédéral de la statistique, gouvernement du Canada, Ottawa, Canada: Mile. F.Bertrand

Ministère de la santé, de la famille et du bien-être social, Québec, Canada: L.Béliveau.

Secrétariat d'Etat, gouvernement du Canada, Ottawa, Canada: Mme R.Cadieux.

Ville de Montréal, Montréal Canada: J.P. Gilbert.

Personnalités de la région de Montréal.

B.Grosman, Faculty of Law, McGill University, J.Brillant, financier, Dr.N.Carneau, psychiatre, G-C.Baldassini, M.A. Bertrand, C.Bulai, M.Cusson, M.Diriwachter, E.Douyon, Mme. F.Ducottet, Mme. T.Enciu, A.E. Fattah, M.Fréchette, U.Gatti, Mile. N.Hernandez, P.Landreville, M.LeBlanc, Mile. T.Limoges, Mile. T.Miralles, A.Normandeau, Mme. A.Parizeau, A.Payette, F.Ribordy, Mme. G.Rosenberg, J. Schuh-Kuhlman, Mme. R.Staniou, G.Tardif, H.Tham, A.Thiffault, Mme. C.Toutant, R.Tremblay, J.Trépanier. (Tous du département de criminologie, Université de Montréal.)

FIRST INTERNATIONAL SYMPOSIUM IN COMPARATIVE CRIMINOLOGY.PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPAREE.T I M E T A B L EP R O G R A M M EWEDNESDAY, APRIL 30th, 1969.

8.00 P.M. - Arrival of participants.

THURSDAY, MAY 1, 1969

9.00 A.M. to 10.00 A.M.

Plenary Session:

- Opening Session: Welcome by the Vice-Rector of the University of Montreal, M. Maurice l'Abbé.
- Short address by Dr. Denis Szabo, Director, Department of Criminology, University of Montreal.
- Election of Symposium Chairman.
- Presentation by Chairman of synthesis of subjects suggested by participants.
- Adjournement of general meeting.

10.00 to 12.00A.M.

- Meetings of teams in 3 workshops.

12.30 to 1.30P.M.

- Lunch.

2.00 to 3.45P.M.

- Conclusion of team meetings in 3 workshops.

3.45 to 4.00P.M.

- Coffee Break.

4.00 to 5.00P.M.

Plenary Session:

- Presentation by Chairman, Group 1) of synthesis of inventory and classification of priorities.

6.00 to 7.00P.M.

- Cocktails offered by Dr. Denis Szabo.

FRIDAY, MAY 2, 1969.Plenary Sessions:

9.00 to 10.30A.M.

- Presentation by Chairman, Group 2, of synthesis of inventory and classification of priorities.

10.30 to 12.00A.M.

- Presentation by Chairman, Group 3, of synthesis of inventory and classification of priorities.

12.30 to 1.30P.M.

- Lunch.

2.00 to 5.00P.M.

- Meetings of teams in 3 workshops plus methodology group.

SATURDAY, MAY 3, 1969.Plenary Sessions:

9.00 to 11.00A.M.

- Presentation by Chairmen of conclusions and practical feasibility of carrying out suggested projects.
- Synthesis of Research Projects suggested for future implementation.

11.00 to 12.00A.M.

- Final Summing up.
- Brief word of farewell - Dr. Denis Szabo.

PLENARY SESSION I

Thursday, 9 A.M., May 1st, 1969

L'ABBE : Mr. Chairman, dear colleagues, ladies and gentlemen, I take great pleasure and I consider it as a personal privilege to welcome you at this colloquium held under the auspices of the University of Montreal. I must also associate to this welcome the three other groups which have contributed generously to the organization, especially to the financial arrangements of this colloquium : the Canada Council, the Federal Government of Canada and the New York Aquinas Fund. This is the first International gathering on the subject of comparative criminology. I think it is a great honour for the University of Montreal to be the host of such a gathering. We all realize the importance of the subject. The reason, I presume, for establishing this colloquium, under the auspices of the University of Montreal, might be twofold : one of course may be the attraction of the city of Montreal as an interesting centre of communications between Europe and North America; the other reason, I believe is the activity of the Department of Criminology of this University. Doctor Szabo was the initiator of the Department.

I take this occasion to mention that the University of Montreal and the International Society for Criminology have been negotiating an agreement to create, at the University of Montreal, an international centre on comparative criminology. I wish you the best success with your meeting.
(APPLAUSE)

SZABO : Mes chers collègues, the colloquium should be a "brain storming" session. We will try to confront ideas and we will try to defend our ideas. Nothing was pre-cooked, nothing was foreseen, everything is implicit. I suggest the following : to break down our group in three sub-groups of about ten people with various disciplinary training and

interest. I propose that we elect a chairman for this morning and I'm proposing Otto Klineberg, who will speak in a moment, to be that chairman.

KLINEBERG (Chairman) : Thank you very much, Mr. Szabo. The task that has been given to me is to collate, organize and summarize the various suggestions that have come in from many of you, and I must say to Denis Szabo that the collaboration that he asked for has already been very excellently expressed and demonstrated by the large number of you who sent in these suggestions for activities. These proposals vary in length from a few words to what would be a short journal article.

Here are the topics suggested:

Note: In all that follows, it should be understood that all of these topics should be studied in a cross cultural or international context.

1. DEFINITIONS, CONCEPTS:

- a) Social vs legal concept of deviance.
- b) Distinction between political and criminal crimes.
- c) The law: a moral imperative or a simple norm.
- d) The concepts used in the penal law: how adequate?
e.g. personality of criminal.
- e) Who are the sinners in different cultures and at different times?

2. PROCEDURES:

- a) Working concepts of criminal law and procedure.
- b) Differentiating between factors relating to the liability-finding process and the sentencing process.
- c) Behavioral manifestations of the administration of criminal justice.
- d) Judicial decisions as related to the personality of the judges and of the accused.

- e) Sentencing in the cross-national context. (2 proposals).
- f) In developing countries, the gap between development of the legal apparatus and social behavior.
- g) Determination of liability.
- h) The problem of definition and handling of dangerous offenders.
- i) Decision-making by the sentencing judges, etc... (2 proposals).
- j) Medical vs penal committals.
- k) Law-enforcement, policing.

3. PERSONNEL:

- a) Professionalization in career patterns
- b) Criteria for personnel selection.
- c) Greater use of female personnel.

4. CAUSATION: Situations related to criminality.

- a) How international relations and other external factors affect crime.
- b) Hierarchy of causes of crime.
- c) Migrants. - Minorities in general.
- d) Relation to socio-economic development in different countries.
- e) A biological approach to criminal sub-cultures, constitutional types, twin studies, etc....
- f) Cultural and social approach: norms of moral judgment, ideals presented to the young, etc....
- g) Effect of social change; crime in developing countries, etc... (6 proposals)
- h) Effects of mass media, rapid dissemination of patterns of deviant behavior (2 proposals).

5. VARIETIES OF CRIME AND OF CRIMINALS:

- a) Traffic in drugs.
- b) Prison riots.
- c) Violence particularly in youth (7 proposals).
- d) Dangerousness
- e) Relation to the rights of man (including rights of deviants).
- f) Female crime (2 proposals).
- g) Prostitution.
- h) Traffic violations
- i) The mentally ill offender.
- j) Cultural variations in types of crime.
- k) Organized crime.
- l) Use of firearms.
- m) Gambling.
- n) Victims and victimology.

6. TREATMENT: Evaluation.

- a) Social re-adaptation of offenders.
- b) Statistical research on corrections, with possible computerization of data.
- c) Comparisons between prisons and other closed environments.
- d) Extra legal consequences of deprivation of liberty.
- e) Rehabilitation in developing countries.
- f) Criteria for evaluation of programs of correction.
- g) Bio-chemical treatment.
- h) Psychiatric treatment (2 proposals).
- i) Differential treatment of different types of offense. Evaluation.
- j) Prisons as agencies of treatment.
- k) Effects of different degrees of restriction of liberty.
- l) Environments of correctional institutions.
- m) Study of prison societies.
- n) Crime as related to the total social system.

7. RESEARCH METHODOLOGY:

- a) Publication of what is known regarding methodology.
- b) Methods of research.
- c) Culturally-comparable vs culturally-contrasting situations.
- d) Development of a new clearer terminology to facilitate communication.
- e) Actual social validity of the penal law.

8. STATISTICS - EPIDEMIOLOGY:

- a) Need for comparable international statistics; standardized criteria (3 proposals).
- b) Difficulties. Criminologists must collect the data themselves.

9. TRAINING OF RESEARCH WORKERS:

- a) Recruiting and training of "comparatists".

10. MACHINERY:

- a) Committee of co-ordination.

Ladies and Gentlemen, this was what I have to say to you. I think it is time now to break up into smaller groups and decide what you would really like to have done. Thank you very much.

MEETING ADJOURNED

PLENARY SESSION II

Thursday, 5 P.M., May 1st, 1969

MAILLOUX : We will proceed, as you know, by asking Dr. Gibbens, who is the chairman of group number one, to present to you the major issues that have been raised in his group, major research problems that have been defined. Of course, you will understand that this will be just a very general presentation of problems and this should not prevent the members of his own group to being involved again in the discussion, asking further questions and also participating very actively in this general discussion.

GIBBENS : Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen, I won't summarize this in very great detail. My colleagues will be able to add the bits that I leave out and also of course we want to listen to the views of those who weren't with the discussion. We started by wondering whether we would discuss specific projects mentioned this morning, but this was regarded as too limited. Inevitably, people would talk about their own projects, and we thought we should start with a more general survey field, without descending to specific projects. Various things came up, such as whether one should give priority to schemes being desirable or whether they were possible, whether when considered in cross-cultural terms, one should go for very big differences in the culture of countries or whether, rather similar countries which have very considerable differences even in the way in which crime took place. We decided not to concentrate on the legal framework and the more limited aspects of the crime and the law, but one ought to study social deviance in a wider context, the variations in the tolerance of it - in other words get back to sort of basic behaviour whether this was defined as illegal or not. In this

general discussion, there were five topics we discussed in general terms. The first was violence and this really led to a discussion of what was referred to as dangerousness, which could of course mean violent behaviour or non-violent behaviour but of course dangerous behaviour and the great importance of trying in an inter-disciplinary way to arrive at some definitions of dangerousness, which is so important in legislation in relation to persistent offenders, preventive detention and these other sorts of special legal programs with dangerous offenders and we tried, as an experiment, asking members of the various disciplines to say very quickly what aspects of dangerousness they would study. The law would study various definitions, the question of repetitiveness and so on, psychologists or psychiatrists would study biological and pathological variations in individuals as well as differences in social concepts and their self-image, self-concept. The sociologists would be interested in the individual violence as opposed to group violence and the aspects of the social system which might stimulate both.

In relation to methodology, we had some discussion of the predictability of violence and how difficult it might be to predict rare events. At that stage, we were rather rebuked by some of the audience, for not having discussed punishment or treatment in any way. The discussion had gone on for some time by now and we deferred this to the afternoon, but the next topic that was taken up was human rights - The Declaration of Human Rights - and whether there was any research that could be carried out in this field. Whether this was a statement of the ideal or whether it was meant to be a practical program that could be implemented and whether one could look at the different items of it and see to what extent in different nations it was implemented; this led to legal argument of course of how definitively these various items were defined

and the emphasis was largely on youth, whether the attitude of youth to human rights was changing, whether in fact there was a denial of human rights or differences in the generations in the concept of, and the values associated with human rights. There were also discussions about personality elements : the authoritarian personality and what might be the individual psychological reasons for accepting or rejecting or self-justifying interference with human rights.

The third topic which we took up as a result of this intervention was the question of punishment - research into various aspects of punishment and here I think discussion was really along fairly classical lines for quite a long time, general deterrence, individual deterrence, reformation in these aspects, and this I think didn't lead to any research proposals particularly, but it did emerge from this that the operant conditioning procedures for treatment now used in prisons might well repay a much more detailed study and this led to the idea that of course the trouble about the penal system was that it was a negative, entirely negative influence, that is to say it was a dis-incentive all the time and didn't combine in itself any positive incentives; whereas social control involves incentives and disincentives and the operant conditioning procedure of course did use at the same time or alternately incentives and disincentives. This really led to the idea that one would have to study reward and punishment in social control in a much wider context.

It was suggested, for example that the theory of operant conditioning could be applied. What happens to offenders now could be re-examined from the point of view of whether it followed the theory of operant conditioning and it was also suggested that again one would move out of the penal field and look at all aspects of society where incentives

and disincentives were in operation in the industrial field, in the taxation field or in schools and so on - all areas where there were incentives and disincentives. We could possibly study the effectiveness or otherwise of these different methods of social control. It wasn't enough to study penal institutions and the way in which they were used and it was pointed out that some of these methods of treatment in prisons were rather handicapped by the fact they were carried out in a special environment.

The fourth special topic, which we discussed was the problem of female crime.

It was pointed out that one of the major aspects here is that women didn't get convicted very much and that men did get convicted and whether this wasn't a basic fact that could be looked at in more detail. There was great difference between cultures in the attitude to women and the rights of women were in very different proportion in different cultures and this might be a profitable field for cross-cultural study, particularly in relation to women who became socially deviant and were dealt with by the laws such as the law about prostitution, and other aspects of this kind. On the one hand, it was a small problem of not great importance but it was attractive because one can get one's hands around it. It was a relatively localized problem that might be cleared up so easily. On the other hand, it might not give rise to any concepts which were of great importance in the treatment of male offenders.

The question did arise whether with the increasing equality of the sexes in western countries, there had been an expected increase in the designated criminal behaviour of women and here there was a good deal of discrepancy. Some said there had been in the United States and in Canada an increase in the criminality of women but in Europe, there

didn't appear to be an increase, in spite of the increasing freedom of women. They hadn't begun to behave like men, in other words.

The fifth topic rather reverted to the question of violence which had been discussed a good deal in the morning, again rather from the point of view of individual violence and group violence and what differences there might be between them and from some point of view it was suggested that group violence was a very difficult subject to study since it had many wide social and political ramifications. On the other hand it would be very interesting to see what the difference was between the violence provoked by social situations, political situations and violent crime of a more classical type, and also the history of these matters : whether the threshold of violence had altered, whether there had been great fluctuations in time, whether the reporting of violent crime had altered over a period and so on. This led to a discussion of whether the mass media, mentioned in some of the basic projects first discussed, had played a part in inciting people to violence, whether it would be possible to study the extent to which riots moved around according to publicity given to them. And in general we moved off on to a study of possible means of studying the mass media, in relation to such things as student riots, ritual self-burnings, and so on where there appeared to be patterns of behaviour which were picked up from one country to another. It was suggested the influence of mass media might be studied cross-culturally by taking some cultures where in fact there weren't very many forms of mass media and seeing whether propagation of ideas occurred through the community just as freely where there weren't newspapers available which might do it or there wasn't television available and so on. And so, our discussion of individual group violence, rather

tended to move this field of the mass media and possible means of studying it. These were the main topics, if I could just reiterate those we first discussed: the question of dangerousness and the desirability of trying to define it and its consequences: Human rights, the possibility of studying the different attitudes and values involved in the Human Rights Declaration. Punishment, particularly, particular types of treatment and social incentives and disincentives over a very wide field, including outside the penal system: Female crimes and violence both of a classical criminal type and individual and group type. That's rather a brief summary, but my various colleagues can say I've left out something, I hope.

MAILLOUX : Thank you Dr. Gibbens. I would like to remind you that our basic interest is in the field of comparative research, trying to open some new perspectives on how comparative research should be conducted or how it could be undertaken and so on. The first problem that has been raised is the problem of dangerousness. Anyone who has some comments to make on the first issue, dangerousness of criminals.

WOLFGANG : Perhaps I missed something in the presentation because of my absence. I'd like again to know, how did the group define dangerousness, other than in the different disciplinary perspectives that might be employed? Who is a dangerous offender? Not in terms of explanation but in terms of description.

GIBBENS : I could turn you over to some members of the panel on this. We started by discussing violence, violent crime and this really led on. The discussion wasn't at that stage very detailed, and it led on to a subsidiary aspect of it which is that the dangerousness was the element in it which we particularly would like to see extracted and defined.

I wouldn't say we got as far as this. Prof. Ohlin was one of the people who raised this topic. I don't know whether he'd like to enlarge on this topic.

OHLIN : We did not specifically try to define the dangerous offender and in fact I was quite conscious of avoiding a definition at that point. We thought one of the useful things about this category was that different cultures, different societies would probably define the dangerous offender differently so that was precisely what we hoped that a cross-cultural study would elicit and so we made no attempt to provide some type of objective standards other than those that might be provided in a particular society.

MAILLOUX : Any other question ?

KLINEBERG : There is one aspect of the problem of dangerousness that has always interested me and I wondered whether the group discussed it. That is related to the popular conception that former mental patients of a particular kind are particularly prone to the commission of dangerous crimes or violent crimes and I think you, Trevor Gibbens, once told me that the figures don't bear that out as far as your own experience is concerned.

I think here the interesting cross-cultural problem is to discover whether the belief that discharged mental patients are particularly dangerous is universal or is as wide-spread as it seems to be in some of our own national groups and secondly , what the facts show in different parts of the world. Is it legitimate for example to say that here, maybe an educational task is needed to inform the public that only a

tiny proportion of dangerous crimes is committed by formal mental patients or is it a large proportion or does the proportion vary considerably from one culture to another? I wonder whether that aspect was discussed in your group?

GIBBENS : This really didn't come up. I think it is a very important aspect and one that would have interesting cross-cultural possibilities. I suppose that it's certainly true that the police look for discharged mental patients when they find some particularly violent and horrible sadistic murder. A rare event may be caused by a rare type of person and so there is a certain element of truth in this; but I think it's generally true that on the whole the mental patient is not violent, although the public image is that this is true. But this was an aspect we didn't discuss, nor indeed the difference between committals, you know: the extent to which people were dubbed a mental case as opposed to a criminal case. I think it was largely in relation to the action which the court would take. If one could arrive at a better concept of what was dangerous, this would have legal repercussions in relation to preventive detention, long term detention and so on, and we discussed to what extent you could predict that people who had behaved once in a dangerous way were going to stay like that and how one would set about finding out whether this is an isolated act or something which is a persistent aspect of their policy. Perhaps Dr. Sturup's got some views on this.

LEJINS : I don't know to what extent it is a question or a comment, but I would like to support the practical importance of this type of study in an international context, or with international experiences.

I come from the State that has the rather well-known Patuxent Institution. I have been sitting now for 15 years on its Advisory Board and our statute of establishment mentions the mental abnormality of the offenders rather awkwardly, speaking about defective delinquents in spite of the fact that the truly defective delinquent is exactly the category of the delinquent that the Statute attempts to avoid. The second thing it mentions is a dangerous offender; now, the dangerous offender really is not defined in the Statute and the inmates and their attorneys have repeatedly raised the question of constitutionality of the institution or the constitutionality of the commitment to the institution when it is a property offender. I'm sure that, for instance, Dr. Sturup who has visited the institution is probably aware of this problem. And right now, the case is before the Federal Courts in some stage of development. We all testified before the Lower Courts on this particular issue, whether dangerousness can be applied to the property crimes at all or whether dangerousness means always a crime of violence. Now, for instance, a survey of this type or a study of this type even just to get some guidance in the sense of experience of other countries or definitions, from the point of view of this institution that is handling constantly some 400 to 500 offenders would be extremely important.

STURUP : I hadn't thought to comment upon this but I will just support Lejins in this, that to my opinion and all experience in Denmark, psychiatric patients generally are not specially dangerous after that. That's very few cases and it seems to be that when they are in a dangerous situation they can usually be taken into custody for about a few weeks and then be put out of jail. To my opinion, it's extremely

difficult to say beforehand if a man is dangerous, usually it's the same as with psychotic cases. We don't dare to seek assistance in these troublesome periods. So, it's the situation which developed, which could have been predicted in many cases. I usually try to talk about dangerous situations, well knowing that we know too little about the people we call dangerous if that's really true, because that's some sort of self-fulfilling prophecy when we as specialists say to the administration that this man is dangerous it's seldom to get the man to be paroled. In a few cases we have done so, because it is very important, but I'd say that a cross-cultural study especially the way Ohlin suggested to find out what really is supposed to be dangerous in different situations would be of value.

MUELLER : I think group one deserves some real commendation for picking some important topics and I think we would like to ask the chairman of the group a question : was there any agreement among your group as to the priority of these topics or was there any discussion on who is to take the initiative in determining the topics that should be researched. Did you perhaps consider the interplay of government or private initiative in stimulating comparative research on these topics. Lastly, have you discussed the question of the research methodology which could be employed in the study of these various topics ?

GIBBENS : We didn't, we rather kept away from the definition of how a project could be carved out since this seemed to lead rather quickly into individual members discussing their pet projects and we were rather keen to keep this discussion on a fairly general level. I think if there are any priorities stated throughout the discussion,

it was that violence, both individual and group violence was a continuing problem that obviously group violence is a very topical problem - there are indications in many nations that violent crime was becoming more general or that it was taking on a different character and we reverted to this theme several times, while discussing some of the other projects. So, I suppose if there is any priority it was that this preoccupied the discussion a fair amount. It wasn't discussed really how one would set about it. It was, I think said that group violence would be a rather difficult thing to study from many points of view because of the extraordinary motivation and the inability to find out from the individual what had really been going on. But certainly we didn't discuss method. We had one expert on method who was Leslie Wilkins. I wonder if he would like to give us his comments on methodology in this respect.

WILKINS : Perhaps not at this stage. I think some of the topics were researchable and were stated to a level where one could begin to think about methodological issues; but a large number weren't taken to a level at which methodology could really begin to come in. I could ask questions but not suggest answers at that stage. I felt I needed to know a lot more before I could decide what tools could or couldn't be used and one of the difficulties seemed to me, scaling the statement of the problems down to a level of methodology. There doesn't seem to be very much point in stating problems which it is beyond our intelligence to solve and we were beginning to spend a certain amount of time trying to tailor these down towards manageable proportions, but we didn't actually get quite that far. So, in terms of precise methodology, we did not, in fact, at this stage, develop any; rather we looked at the nature of

the questions which would have to be solved before methodology could really move in.

REISS : I found that over the years at times like this I tend to ask rhetorical questions which I answer, so, I'll risk a statement instead. It seems to me that if one is going to do violence research cross-culturally, that one ought to look simultaneously or comparatively at the forms of legitimated violence in the society as contrasted with the conditions under which it is not legitimated. One case that's personally interested me is in the case of the police. We know there's enormous variation across societies in terms of which violence on the part of the police is legitimated and I've been interested in the question as to whether this doesn't spill over into violence generally that is not legitimated in society. I think that states the problem but I would hope we wouldn't simply focus on the one at the expense of the other.

GIBBENS : I can just briefly answer that : We discussed the historical changes in the threshold of acceptable violence - the degree to which the violence was regarded as socially deviant or not. Also, we felt rather short of a policeman, because the police are really very experienced in riot control and have intuitive understanding of what they consider at any rate might be called illegal violence as opposed to violence which represents something which has to have its head. Here sometimes a very natural psychology is displayed by the police. We were rather lacking in a policeman who could say how he differentiated the different forms of tolerable violence.

REISS : At this point I would be interested in physical coercion

and punishment systems, whether parental violence for children, for example, would be probably equally if not more important than say the violence of police and I would want to make a distinction between acceptability and legitimation in terms of the authority that the punisher has in that system.

WENK : We sometimes had in our group situations when we had the last word - then we added footnotes. I have a small footnote because I heard something which I think is very important and this is when we look for the dangerous person or the dangerous group, I think we should not forget, as Dr. Sturup mentioned, to look into the environment which creates a situation of the dangerousness and I say this again because it was mentioned afterwards that the problem of group dangerousness was felt by this particular group who discussed it to be more difficult to investigate . I think if you focus your investigation in the environment, then you may have an easier way of assessing these dangerous situations and I don't think because of the difficulty of doing research in this, we have to shy away from it because group violence is really the big issue today. I don't think it's necessarily the individual criminal who commits a violent act which is the danger today, but I think it's the violence of the group and I suggest we pay attention to the situation in which these groups operate and come to a dangerous point.

MAILLOUX : We'll have to pass on to the second topic and this is the one on civil rights, human rights. You have heard the presentation of this question.

SZABO : If I may just comment a little bit about that because I suggested this topic. It is one of the main problems in comparative research.

It is about parameters : we' ve to find some parameters of biological, socio-economical, cultural, moral nature which are comparable. It seems to me that maybe the Universal Declaration of Human Rights is something in the moral order that is quite close to some sense of aspiration that was accepted, in principle at least, by the majority of nations even if not implemented. So, it may be of some interest to try to find out if there is a possibility to work with attitude scales. For example, you may translate with scales, the value system represented by this declaration of principles and try to find out if there is a variation in different social groups and in different cultures.

For example in the youth culture - to compare youth culture from one country to another. There were, of course, a lot of questions raised about the feasibility of this study. We may consider this problem tomorrow afternoon when we screen all the methodological aspects.

HALL WILLIAMS : I'm interested in human rights in one connection, but first let me tell you that after all the discussion of human rights in the last year, some of my lawyer friends in London are saying it's time we stop talking about human rights and begin to talk about human responsibilities. They are sick and tired of hearing about human rights and I do think there's one connection here where we, as criminologists, have a responsibility even in relation to prisoners. What rights do prisoners have ? I think not only of their rights to their identity, to be referred to as human beings and not as numbers or surnames, to have decent humane treatment of various kinds. This is something which is covered by most of the national systems by having rules about the treatment of offenders and sometimes there are codes of minimum

rules and the United Nations has the code. Therefore the United Nations has done the job, in a sense by setting out the minimum rules. But it would be very interesting to find out how far they are observed and what decencies are denied to prisoners; common decencies such as privacy: of correspondence, of living conditions, and of having visitors; of course this has to be supervised, the visit business, but there are other questions about conjugal visits and so on. And I wonder whether it is a researchable topic except in the sense that one collects information and shares it.

HUMPHREY : May I say a word in relation to the first point raised by Mr. Hall Williams, and that is the question of rights. I think of course that Professor Szabo was using a kind of shorthand when he refers to human rights because there are no human rights without human duties and of course this is recognized by the Universal Declaration of Human Rights itself in 1929 and I would have thought that if such an empirical study were undertaken, particularly if it were directed toward the attitudes of youth, that the emphasis might well be on those duties which related to particular rights and I agree entirely with Mr. Hall Williams that particularly in the present historical context to discuss rights without duties is a rather artificial operation.

MUELLER : Professor Hall Williams has just given us a practical demonstration of how comparative studies in the field of criminology are of direct and immediate relevance to the concern of the government or in this case super government, the United Nations. Many of you may know that the standard rules for the treatment of prisoners, are one of the 4 topics for discussion at the Tokyo Congress of the United

Nations and that the United Nations secretariat is at this moment indeed concerned with the study of the extent of implementation of the rules. Several reports have been submitted to the secretariat, each one trying to find a methodology for checking on the extent to which the rules have been implemented. So here is a direct example which points to the need for developing a technique and a relationship to the requesting agency. The example also may point to another need in comparative criminology, namely for continuing and replication studies because surely the standard minimum rules for the treatment of prisoners, of the United Nations, will remain unimportant and insignificant if we studied their implementation now, and then forgot about it. It's the kind of thing which has to be constantly studied and re-studied in order to ensure their implementation. I think Dr. Szabo is to be congratulated and Dr. Hall Williams for bringing this matter up as one of the priorities. Thank you.

LEJINS : If you apply the concept of human rights to the rights of people who have been taken into custody by the respective governmental authorities I think one particular item should be aired which I don't remember being discussed. For instance the 1955 Congress of the United Nations, where this topic was one of the subjects on the agenda. And there is the protection of the rights of the prisoners, vis-à-vis other prisoners. It seems to me that in the last few years in the United States, this question has hit the press quite violently and repeatedly, namely that the main abrogation of human rights in the prisons, occurs not only by the fact that their rights are limited not only by the authorities that keep them there, but rather by the

other prisoners at whose mercy the individuals are virtually being placed and it is the responsibility of the prison authorities to see to it to the human rights of prisoners, as long as the authorities have taken them over in that sense and have taken away from them any possibility of protecting themselves. But their rights vis-à-vis other prisoners should be protected. I think it is becoming more and more an extremely important issue.

EDWARDS : I hope that if this particular approach to comparative criminology in the field of human rights is begun the distinction will be drawn between rights and duties and rights and responsibilities. One of the questions we discussed in the first group was particularly in terms of infractions of the criminal law and whether or not we should give equal emphasis to examine the approach of giving positive incentives as well as the dis-incentives of the negative sanction of the criminal law presently required. I think in the field of human rights, by the same token, one of the interesting features would be whether in the concept of responsibilities to society it is enough that members of society should subscribe to certain standards and whether there has to be built into duties and responsibilities more positive incentives particularly, for example, in terms of the responsibility of informing if there have been events or situations that occur and in the mind of the private citizen require the law enforcers to intervene: Is it enough to state that there is a duty or must there be attached to that duty a certain form of positive incentive. If we're talking about the rights, on the other hand, of those who come into contact with the criminal law, whether we're concerned with probationees or parolees or inmates of institutions, again I would hope that we think not

simply in terms of theories of rights; but what are the remedies? Rights without remedies, to a lawyer, are a somewhat empty formula. I think it would be interesting to discover to what extent there are judicial remedies.

In the United States one is beginning to perceive the machinery of the courts balked in order to sustain these rights.

In Canada, I think we've just about seen the first case in Ontario that suggests likewise that there is an avenue through the courts that is available to an inmate, not only when he is incarcerated, but also of course, when he is a free citizen. And I would hope that both these approaches will be coupled with the rights and responsibilities that are involved in the declaration.

GRYGIER : One aspect of human rights has already been mentioned - that there are always some duties corresponding to rights. What I wanted to mention is another aspect, that immediately we insist on some rights we somehow infringe some other rights and possibly of the very same people. I'll give you a very peculiar example that arose a few days ago in my discussion with my own students at the Department of Criminology in Ottawa. They asked me, in order to maintain their rights to privacy, to be judged very objectively, to be identified for the purpose of all exams by numbers only. I asked them to think again. We have spent quite a few years before we recognized the rights of our prisoners to be identified as people and not as numbers.

KLINEBERG : One aspect of this problem, which has attracted a lot

of attention in the past, particularly in the United States, should I think be put on the record, and that is the attitude of the police and of all the judicial authorities toward members of minority groups : the whole question of the relation of the police, for example, toward Negroes in this country touches quite directly I think some of the fundamental aspects of the Universal Declaration of Human Rights.

Here we have in many countries certain stereotypes about the criminality of certain sub-groups that may make a very big difference in the handling of crimes attributed to members of such groups.

In France, at the moment, I hope if I'm wrong my French colleagues will correct me, there seems to be a pretty strong feeling on the part of the police that if there's a crime of violence, you're to look either for an Algerian or for an African. Almost the first question is : Was it a dark man who attacked you or who assaulted you, and of course the situation in other parts of the World, like South Africa, are to be mentioned in this connection. This should not be too difficult to study in a number of different countries, not only in terms of widespread attitudes but in terms, for example, of comparison of the frequency of conviction as compared with arrest in various groups; the amount of punishment meted out for similar crimes when they are committed by members of different ethnic groups; the frequency with which parole is granted when the same crimes have been committed by members of different ethnic groups and so on.

MAILLOUX : We will have to go on to the next topic, which is the problem of punishment. Here again perhaps Dr. Gibbens could state the major issues that have been raised.

GIBBENS : The subject of punishment immediately led to prolonged discussion of what was the difference between punishment and treatment. Everything done to a person against his will is punishment, however much the motive was treatment, and discussions of this kind and the purposes of punishment of a classical kind were gone into : general detemence, individual deterrence, reformation and so on. The only thing generally agreed to, really, was Mr. Wilkins point that although you couldn't differentiate punishment from treatment over most of the range, you could at least say that you couldn't treat a person in absentia, in other words - to treat a person in a certain way on the off chance that it might make another person behave in another way or behave in a legal way couldn't conceivably be called the treatment of this 3rd person. It would have to be the offender himself who is being punished or treated. We not only had the discussion about operant conditioning and the extension of the whole idea of social control in non penal fields, incentives and disincentives and the possibility of studying these over a much wider range, but also we dealt with the question of the great difficulty of any criteria of the effectiveness of penal punishment. How on earth is one to decide what penal measures are effective or if so, how effective ? What are the criteria of recovery from crime, the recovery from other sorts of social deviance ? If they cease to be criminal but become socially deviant in other directions - these are things that couldn't be ignored. This is a massive problem and I fear we didn't localize it terribly effectively in many ways.

CORNIL : I think it's a very strange situation we were in this

afternoon when we discovered that we couldn't define properly what we were doing; that none of us was able to give a satisfactory definition of punishment which was rapidly extended to other measures ; we didn't like to say treatment and now, for the methods, we remained with a very vague attitude. The limits of the problem were also difficult to define because it was thought that we should apply that to any kind of intervention and also to the treatment of non-criminal, other forms of deviance and my intervention here is just to underline the very strange situation of people being connected with problems of criminology from different angles, but all of us very deeply connected with this, and unable to give a proper description if not definition of what we are doing.

CHRISTIE : We were, also faced with this dilemma in our group; therefore, we concentrated more on the distinction between doing something and doing absolutely nothing and we were very much occupied with this question. We have a long tradition now of trying to find out the effects of different types of measures, but absolutely no knowledge on the effect of doing absolutely nothing and I would just like to hear if your group dug into this and what were the reflections.

HALL WILLIAMS : With regard to the question : what we're trying to do here, I'm very tempted to draw attention to the beautiful symbols on the wall which as far as I can make out are symbols of sitting ducks and the sitting duck, to my knowledge is there in order for someone to shoot at him or her or maybe to lay an egg - I don't know. But the audience here will be shooting or expecting some eggs to be

laid. What I want to raise, Mr. Chairman is this : There are some human rights questions in this matter of operant conditioning with regard to the treatment of offenders. The question is how far you are entitled to change the personality of an offender in order to make him less criminal, if in fact this does involve altering his personality to some degree, without his permission. Even with his permission, how far you should go. Now this is a non-researchable problem and I doubt that it is a matter for comparative research, but I would hope that it is a matter for comparative discussion. If people are going to indulge in these techniques we do face the problem which has been described rather better by novelists like Anthony Burgess in his novel "The Clockwork Orange" which is a wonderful description of the technique of Brainwashing in relation to delinquency and the disastrous effects it had on the young man who was subjected to it. I think the story ended by his asking to be reconditioned into crime because it was the only way which he could enjoy remaining alive. He tried to commit suicide because it was so boring to be a reformed criminal.

SHOHAM : It occurs to me that the difference between punishment and treatment might be a semantic one and isn't really an intrinsic difference and it might be related to the fact that we look at crime as a sui generis behaviour that is different from other modes of deviant behaviour. Well if we could regard crime as just another mode of deviant behaviour, then punishment, treatment, brain-washing, socialization, education, would be just one generic form of social control.

EDWARDS : We were asked whether the group had addressed their minds to

the alternative choices of doing nothing with the offender or of doing something. Clearly, in relation to law enforcement the exercise of that discretion is being done every day in nearly every jurisdiction. If not, we are asking : Once a person has been disposed of by the courts, then within the realm of corrections, a choice between taking one form of inaction or another form of positive action - clearly there is a realm there for the exercise of discretion but I would want Nils Christie to answer this question: If the choice is a random selection of individuals who come before the courts where the choice is giving one individual in relation to a similar kind of charge or circumstances, an absolute discharge and that the next person who comes is to be treated in a form of being deprived of his liberty - again I think we are back here into something very much more fundamental.

CHRISTIE : In line with Prof. Shoham's point of view, I did not have in mind what happens at the court stage, but at a very much earlier stage and of the research problem in the situation. I was interested to bring up to the audience here this feeling that if we first have caught the man and stigmatized him, this starts a process with a lot of consequences for that person. And it isn't so much that in overall measurement we are handicapped but that we have influenced that man with very strong stimuli, and what we additionally do to differentiate - treatment or non-treatment, prison, long prison or short prison or even probation or therapy, it doesn't matter compared to that very basic fact that something has happened, that you have been taken into the official system of control. I'm thinking in a

way we have no differential results because we enter at a too late stage.

SZABO : It is about the same line I would like to comment (Shoham and Christie) by saying that in our group it came out exactly the same way. We try to define the problem of treatment and punishment as one form of social control and one form of sanctions and maybe, we are of the opinion, the difficulty in studying the deterrent effect was that it was defined in very narrow, legal terms because it was used in the field of law. But we may imagine devices like Mr. Christie suggested. He was talking about simulation techniques, and how far the sanctions are internalized, are feared, and effective. But I think this should come out in methodological discussion when we see how this study could be done on a comparative level.

MAILLOUX : We shall go on to the next topic - I hope you will have much to say about it - female crime.

GIBBENS : The issue of female criminality really is : is it too small a problem ? Is it too far away from the main problem of crime to be worth looking into ? Is it a matter which is capable of being researched into cross-culturally ? I think that research on this topic is important and it does give rise to hypotheses which would be very useful in relation to men. That is to say, one can turn hypotheses upside down, so to speak, in many cases in relation to female crime and ask oneself what this might mean in relation to male crime and vice-versa. This is a very profitable area, it seems to me, at any rate - I know this is one of my own hobby horses - in producing at least theories and ideas in relation to male crime by looking to see

what happens to females.

HUMPHRY : I'd like to make just one comment. I can tell you, as a member of the Royal Commission on the Status of Women in Canada, that we would be very happy if some research had already been done. It hasn't been done, and I think this is the answer to the question that Mr. Gibbens has put forward : is it important enough to do it ? By all means it is, irrespective of the relationship to the broader problem of crime.

GRYGIER : I wanted to mention some data on female criminality. I did a study of female offenders in Toronto. And it confirms the obvious, that female offenders exhibited more psychopathology than male offenders. We did a comparative study where they defined themselves as being in need of psychiatric treatment, of understanding and not of punishment, that they wanted more medical care, that they wanted psychologists and social workers. Finally, a reform was undertaken. They did get psychologists and social workers; the ordinary staff remained. Soon, in fact, there was a riot, in which the very same women who wanted to be defined as sick, were crying out "I prefer to be punished. I don't want all these things ". Also the women complained of the rigidity and disciplinarian attitude of the so called matrons, who were taking charge of them and we did some personality testing of these matrons, and they indeed came out as rigid, disciplinarian, authoritarian, and so on. But we also tried to find out the most acceptable of these matrons. We asked the women to name their favourites. They did. We looked at the personality profiles. They were the matrons who were exactly the most rigid, the most disciplinarian, the most authoritarian. Which just shows some of the complexities we have in treating female offenders. They define their needs in certain ways

they present certain pathology, and they do present more psychopathology than male offenders. But when we try to treat them instead of punishing them, it does create various complications in that it is rejected by them and sometimes they feel that if we treat them, we infringe their civil rights; if we punish them, that's alright, because they have committed a crime, they deserve to be punished. But treated, no.

CHRISTIE : I think that is an interesting area, where maybe we can see some pay-off from criminology back to general sociology with development of the ratio of female crime. I was impressed when Professor Gibbens presented that. It was a strange thing that while the equality between the sexes had increased, still the rate, at least in some countries, of female delinquency had decreased. We could, of course, have the self confidence to say maybe our rates are right, and maybe we should use them as an indication, or at least create some suspicion of the other part of the statement, maybe that the equality has increased. At least in the statistical theories I know about, they are all going in the direction of less and less female crime. Fewer and fewer of them are brought to the police, fewer and fewer are brought into the courts, and the prisons. I think it is a good guess to indicate that this tells us that, while we are paying lip service to the existence of a situation where there are equal rights, maybe the real tough fact is that during the last 60 years there is some movement toward greater differentiation between the sexes. Might be that the new hippie culture will change this, but it hasn't yet been indicated.

STURUP : I have for many years tried to get people interested in

comparative studies of how the female system works, and one of the difficulties for that would be that to get comparative samples in different countries. I was hoping that if we concentrated our interest on the female group, it would be possible to overcome the problems which arise through using different types of institutions, because when we have a few - we have twenty-five in prison in Denmark at a time, and they have a few in Norway - the only difficult thing, comparing what really happens to that group of criminals incarcerated, could be investigated. When I started the discussion in one of the German states, they had 300 at the same time, where the population is a little smaller than in Denmark, so there is some possibilities for comparing this group. The only difficulty we ran into was that because of the small group we had in the Scandinavian countries, it was very difficult to get reasonable amount of studies.

WOLFGANG : One of the impressive things cross-culturally is the rare amount of female criminality, regardless of the social system, the economic conditions or the degree of urbanization or industrialization. It would seem to me that it would be useful to have some anthropological material that would help us to look at matrilineal, matrilocal and matriarchal societies in comparison with our more patriarchal, etc., social organizations. I frankly don't know, maybe many of you do, whether primitive, pre-literate or whatever other terminology is most current, societies which are more dominantly matriarchal or matrilineal have any differentiation in the kind of female crime or the amount of female crime relative to male crime. My general impression is that it

doesn't make much difference. Within the American culture, of course, everyone knows or talks about the more matriarchal family system among negroes, and we also know that the female crime rate among negroes is much higher relative to males than it is among whites. There are kinds of studies relative to the position of the female in a given social system that I think would be extremely important from a broad sociological point of view. I think there are things about being female that are not only biological but sociological, that would be of interest in our reducing male crime. One way I would like to look at it : What is it about being a female that makes her less crime prone that we could use to make males less crime prone. Margaret Mead speaks of the increasing feminization of our culture, and I'm inclined to think that this might be a good thing.

GIBBENS : Wolfgang's comment is one of the areas which I didn't discuss, which I think is quite an interesting aspect of this. As Dr. Sturup says - you can examine one quarter of the whole female population even of quite a big country like England, because one or two prisons contain the whole lot, so you can see every woman in custody without too much trouble, but one of the most outstanding things is the bi-sexuality of the women who get into prison, and this allegedly raises the problem of the bi-sexuality of the male who also gets into prison, and clearly, in a culture which is sex orientated from the point of view of female adjustment, then you would expect those who are bi-sexual and cannot orientate themselves to men, to get into social disadvantage, and therefore land in a criminal form of deviance. But it also highlights the fact that it

is usually a woman who keeps a man out of prison and that the whole area of sexual adjustment of criminals is not the sex criminal, but the ordinary offender. This is of course an extremely important area of study. As soon as you look at some aspects of female crime, it immediately makes you think of another aspect of male crime that goes with it.

KLINBERG : To come back to Marvin Wolfgang's point, of course the statistics show a tremendous difference, but one always wonders in cases like this whether the statistics really reveal the true amount of difference. It's in reverse - the same problem I raised earlier about the attitude toward ethnic groups, that certain behaviours among women can be condoned, whereas the same behaviours among men will be sometimes rather severely punished. I'm thinking, for example, of the fact that as far as I know, no country has ever been very much concerned about female homosexuality, whereas male homosexuality has resulted in a substantial proportion of the sexual delinquents, the sexual criminals. I don't know of any - you all know much more about this than I do, but I don't know of any case where female homosexuality has been treated in the same way as male homosexuality. And I raise that question, therefore, to ask whether some of the statistics would not have to be revised upward if we had a picture of behaviour, rather than a picture of prison commitments.

WOLFGANG : My colleague, Otto Klineberg, as everyone knows, addressed himself to that problem of differential treatment and raising questions about the statistics. I think the point that Otto Klineberg raises about the fact that female homosexuality may be condoned or overlooked

vis-à-vis male homosexuality, together with a lot of points that have already been mentioned in another context, is mainly that if we don't pay too much attention to certain kinds of deviance things don't get worse. To use Nils Christie's point, doing nothing may in fact be a very useful kind of strategy for society to use, relative to certain kinds of deviance we now define as criminal.

WILKINS : There are two points here. For one thing, the police do not begin with a random strategy of search, and there is a very large amount of crime which is not cleared up, in fact, more than is cleared up. Naturally, it's very sensible for the police not to begin with a totally random strategy of search, with every person in the population equally suspect. Obviously they have an identification system, they tend to look where they've successfully looked in the past, as everyone capitalizes on their past experience, which is regarded as reasonable, of course, unless we begin to challenge certain basic assumptions. From time to time a good thing.

So we not only have the non-random strategy of search in the first place, which affects the figures, but also we have an identification system built in to the very design itself. It's quite possible to find people who have been put into a certain category. Every person who is a criminal is in some sense an input to a system. Now we look at what we see in the system and we attach to what we find in the system at least about the people who are in the system. But what we are also observing, and cannot help but observe, is something which is directly a function of the input - output of the system, and nothing to do with the people at all, but to do with the nature of the input-output.

It must be so, on the very basis of sampling. If you sample people who are in prison, the probability of finding an offender who is there sentenced for ten years, is ten times the probability of finding a person who is sentenced for one year. The probability of finding him is proportional to time, and the same goes for all other input-output strategy. Until one gets this sort of thing sorted out, I'm afraid we are not going to get very far. So it does at some point become a methodological, technical element. But a methodologist needs to know what you're trying to do.

As I remarked to the group here, what I'd like to point out : here is a group factory. They want me to evaluate : this is a better factory. Well what's it meant to be producing, would be my first question. Unless I know what the product is supposed to be, I can't really be expected to be a consultant to the factory manager.

MAILLOUX : We shall go on to the topic on violence.

GIBBENS : We had discussed violence before, of course, in relation to dangerousness and so on, but here we were on the wider aspects of individual and group violence, and the possibilities of studying the sort of group violence which is very topical today, and this was in our discussion linked with the possibility of the media, of mass communication, and possible research into this, but much wider than that into the nature of this group violence. I don't know if there are those who would like to amplify what was discussed about this.

WOLFGANG : I don't claim to be a specialist on violence, but since no one was saying anything, I'd like to take this opportunity to inform some who may not know, that there is in my country a National

Commission on the Causes and Prevention of Violence. This was established by President Johnson right after Senator Kennedy's assassination, and we have several task forces that have been working feverishly over the past year on individual violence, group violence, assassinations, firearms, history and comparative cross-cultural analyses, law and law enforcement, and mass media in connection with fear. We expect to be publishing approximately a dozen volumes on the various aspects of violence this summer, beginning at the end of May. I think they would be of interest to many members of this group. Many members here have already in one way or another, participated in an advisory way.

SZABO: I would like to amplify the discussion we had in the group about this topic and draw the attention of the assembly to it. Violence has been defined in criminology as individual violence - intra personal - and it seems this type of traditional violence between persons remains in quite the same amount in our system. What is changing, though, is collective violence, which seems quite different and raises all the problem of the alleviation of the power structure that is questioned by a group, and this group is using violence. So the subject matter should be enlarged as we did for the problem of punishment and sanctions. Here too we have to enlarge our perspective over the whole scale of society.

REISS : I beg the indulgence of a few people who have heard me divert myself of remarks about a Commission on Violence, which I thought should have been a Commission on Civility in society. The point I want to make

is that we continually ask the question "what makes people violent : how can we reduce violence", which isn't necessarily the same question as what makes a civil society. How does one introduce civility into a society, and then I would like to plug for comparative research on civility as well as violence, the idea being that we might get somewhat different answers.

KLINBERG : One aspect of collective violence, it seems to me, could be rather directly and fairly easily studied cross-culturally, and that is the attitudes towards violence, the situations in which people feel that violence is justified. Now there might be some very interesting cross-cultural similarities and differences in the kinds of justification given for group violence when it is felt that it is reasonable and just to be violent, and when it is not. That is only one small aspect of the total problem, but it is, I think, an interesting aspect. One has the feeling in my own research on student attitudes that seems to bear that out, that there is a growing conviction that violence works, that it pays, that violence gets you what you want to get, and even in those universities where success has been obtained without violence, they can always point to the fact that violence was successful in other universities, and that's the reason why our university has not had to use any. But this feeling about the effectiveness of violence and the possible variations in the attitudes towards its effectiveness and justification, might be an interesting aspect of our cross-cultural study.

CORNIL : I would just like to add a word to that. I think another

aspect should be studied, and that is to see if there is a fundamental difference between the personality of those who are taking part in the collective violence, and those who are practicing individual violence.

When we study individual cases in prison, we often think in terms of aggressive personality, and we try to define the kind of personality of a man which would be a permanent thing. But it is not so that in many, many manifestations of convicted violence of all kinds, many persons take part in that who generally are very quiet and non-aggressive persons; a certain contagion is involved. Now there the problem would be : is the personal factor going in the same way in that contagious collective violence, or is it a completely different phenomenon than the individual violence.

WOLFGANG : I was reminded, when Dr. Klineberg raised the question about attitudes on when violence might be employed; one of the surveys that we made at the Commission was a national sample in the United States asking people such questions, and as the usual tool, we have a scaling of degrees of certain kinds of social situations, ranging from husband-wife interaction, parent-child interaction, up to the kind of violence that's been expressed in urban riots, and I think the results of this particular kind of study, when displayed in the publication, certainly would lend itself very well to a cross-cultural analysis. The question of the functional utility of violence cropped up so much in our own deliberation, in our own research, historically, that our posture, the posture of the Commission, has been that we simply can't take a categorical, negative position on violence; that

there are so many episodes in history where the use of violence has had a positive function promoting social change, that it caused us to retreat in the first couple of weeks to a neutral position about it and to look as much as we could at those conditons, historically, in terms of labour relations, and the advent of the labour union, the bargaining power; now with respect to the negro and black power, to look at situations in which violence did, or did not, pay off. It's a very difficult and touchy topic.

GRYGIER : One of the problems that has been touched upon was conditioning techniques, and I wanted to mention the application of conditioning technique to violence. I think our system used to be based, in a way, on a conditioning technique. That is, on the demonstration, and repeated demonstration, that crime does not pay. And we are demonstrating that at least to the petty criminals. They still go on repeating their offences, but when it comes to really big organized crime, I think we demonstrate that crime does pay. When it comes to violence, especially in the university, I think that part of it may be due to our very faulty, absolutely positive reinforcement, by demonstration that violence does pay. If we do not give in to students, if we do not give them any influence, if we do not recognize that they have any part in the university until they start demonstrating, and then we do give in when they do demonstrate, and we give in even more when they violently demand power and start burning computers, then of course we reinforce violence and then we are quite prepared to study it objectively, on the understanding that, of course, we are completely innocent. I suggest that we are not, and if we do study violence, it would be very much more useful to study this violence as

a process of interaction, and not think only in terms of violent, bad violent people, "them," and "us", innocent people who have never done any violence. We are also responsible, so let us study ourselves too.

MUELLER : My dear colleagues, it seems to me that all day long we have been terribly serious, and therefore permit me at this last minute to introduce a bit of cross-cultural comparative frivolity. Our English friend, Eryl Hall Williams tipped me off when he referred to the ducks on the wall, and he wondered what they might be doing here, and he gave us what is perhaps the most typical English answer you could expect - probably to be shot at; probably to shoot. Now surely our French friends might have replied something quite different. They might have thought of plucking the down feathers on this duck for a wonderful soft bed. Now surely we Americans thought of increasing the egg production of this duck. Our Canadian friends might have thought whether it quack quacks in French or in English. A Spaniard might have wondered whether this is a duck in the first place. Our Danish friends might have wondered how to cook this duck.

GIBBENS : I don't think I'll detain you , Ladies and Gentlemen. I certainly couldn't follow after Dr. Mueller's very excellent summary. It's only just an afterthought; two points on the last question. I don't know whether Professor Wolfgang saw the social survey in England, never published, on attitudes to crime, which seemed to reveal that the public attitude, the common attitude, to violence was if a man committed a violent crime he must have had a reason, therefore he can't be very wrong, but if it happened to be my grandmother he was

violent to, then by God, he's got it coming to him! Exactly the attitude you would expect. Completely ambivalent attitude. It's no sin for another person to commit a crime to somebody else, but if he's violent to me then really, something has got to be done about it. The other thing I would like to suggest for discussion to-morrow, is whether the idea of violence is to be carried over into the idea of traffic offences.

What relation the controlled violence of the group bears to the controlled violence of the repeated traffic offender, who in studies has been shown to have a lot of aggressiveness of this highly organized and highly controlled kind. This might be another way of leading off to-morrow.

MEETING ADJOURNED.

- PLENARY SESSION III -

FRIDAY, 9 A.M., MAY 2, 1969

CORNIL: Ladies and gentlemen, my dear colleagues, we are resuming our work. I will call on doctor Ellenberger to report on group two.

ELLENBERGER: The discussions of the second group started with a few preliminary questions. It was felt that the work of the future Institute should not deter criminologists from working with problems of basic research in criminology outside its confines, for instance in the field of Bio-Criminology.

As to comparative criminology, it was defined as the study of those criminological problems which are a common concern in various countries throughout the world, though they may, of course, differ from one country to another, from the view-point of their aspect or intensity.

Since these problems are numerous and only a few of them can be considered for this discussion, the question arose of an order of priority and of the criteria of priority. Several criteria were proposed, some retained, others rejected or modified. Finally, the consensus was reached on the following four criteria of priority:

- First: The importance or urgency of the problem as defined by the social visibility of the problem.
- Second: The availability of suitable methods of investigation.
- Third: The relative novelty of the field.
- Fourth: The relevance of the project from the point of view of criminal policies.

During the first two hours of the discussions a fairly large number of topics for research were proposed. These can be classified under the following headings:

- 1.- Problems of law and law enforcement, and problems of the administration of justice;
- 2.- Problems of crime and criminal typology;
- 3.- Problems of penology;
- 4.- Methodology of criminological research.

During the second period of the discussions, these problems were considered from the point of view of the above-mentioned criteria.

The first group of problems pertain to the philosophy of law as well as to administration of justice. Two problems were enumerated:

- First: The contrast between abstract principles of penal law and scientific data about the same concepts. Examples are the concepts of attempt, recidivism and responsibility.
- Second: The contrast between the normative sense of the laws and the legal reality - in other words, the hiatus between law and reality. Two examples of such discrepancies are sentencing and the people's participation in sentencing - in other words, the problem of the jury.

The second group contained problems pertaining to crime, criminogenesis and criminal typology. The following problems were felt to be of particular importance:

- First: The problem of organized crime. Why is organized crime so much more prevalent in certain countries than in others? It was felt that our methods for the investigation of this crucial problem should be

perfected. As Dr. Grygier put it: "The main difficulty is that organized crime is better organized than criminology".

- Second: The problem of youth unrest, an international problem par excellence. It was felt that this problem should be carefully delineated and distinguished from the problem of delinquent youth which is a quite different one.
- Third: The problem of violence among adolescents and adults.
- Fourth: Crime in the developing countries. It was felt by some of the participants that this crucial problem could be viewed in the framework of a more general problem, that of the changing aspects of crime in space and time. One manifestation is the "Americanization of crime" in Western Europe, a phenomenon which seems to have started after World War II and is gaining ground. Other manifestations about which we are less informed are the changes which occurred in criminality in the socialist countries of Eastern and Southeastern Europe during the same period. This research should include a statistical and descriptive part, supplemented by an inquiry into the dynamic causes and the psychological and social forces which have brought forth these modifications of criminality.

In the third group were problems pertaining to penology. Problems of the rights of the inmates were discussed and also the problem of the social consequences of deprivation of liberty - not just the effects on the individual who is imprisoned but the effects on his family and on society at large.

In the fourth group were the problems of methodology in criminological research. For instance, utilization of methods to measure the effects of the various types of treatment in corrections; or the utilization of methods for research in the field of sentencing. Several participants insisted upon the need of creating a bank of instruments - in other words, a centre of documentation, pertaining to the various tools utilized in criminological research.

To sum up: The consensus was to recommend the following topics for research:

- 1.- The contrast between the principles of penal law and scientific data about the same concepts.
- 2.- The contrast between the normative sense of the laws and the reality.
- 3.- The problem of organized crime.
- 4.- The problem of youth unrest.
- 5.- Crime in developing countries and more generally the problem of the changing aspects of crime in space and time.
- 6.- The need for a "bank of instruments" for the promotion of methodology in criminal research.

CORNIL: Thank you Doctor Ellenberger.

PINATEL: Monsieur le président, c'est moi qui suis un petit peu responsable de ce sujet. Je vais me permettre de l'expliciter. Bien entendu ce qu'il faut voir c'est que le droit pénal, d'une manière générale, repose, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, sur des données scientifiques, sur une certaine conception de l'homme. Pour ce qui concerne la partie du droit pénal dans le monde que l'on connaît mieux, ses conceptions et ses données remontent pour le mieux au début du 19ième siècle et elles sont donc inspirées par une philosophie, une psychologie atomistique de l'homme. C'était l'époque où on divisait l'homme en plusieurs éléments et où l'on divisait également la vie psychique en plusieurs éléments, on faisait ce qu'on appelle de la chimie mentale et il en est résulté quelque chose de très important sur le plan du droit pénal c'est que l'on a pu de la sorte isoler toute une série de concepts comme par exemple, celui d'intention, comme par exemple celui d'imputabilité et on a pu servir en quelque sorte ces concepts d'une vie propre et de là s'est développé ce qu'on a appelé la dogmatique pénale.

Aujourd'hui nous sentons combien tout cela est insuffisant et combien tout cela influence l'administration de la justice. Car ce n'est pas seulement le problème en soi que je voudrais voir aborder, c'est également le problème en tant que facteur de comportement du juge dans l'administration de la justice. Il est bien certain qu'un juge, formelle discipline juridique, et qui a encore cette conception de l'homme tout à fait pulvérisé dans ses divers éléments, ne peut pas aborder aujourd'hui les problèmes de personnalité tels que, d'une manière générale, les sciences de l'homme l'opposent et la criminologie en particulier. A l'heure actuelle, nous abordons la personnalité, dans sa totalité, nous l'abordons dans son dyna-

même, nous l'abordons par ses normes fonctionnelles et donc nous raisonnons d'une façon tout à fait différente de celle de nos prédécesseurs et il faut donc que hiatus qu'il y a entre les processus mentaux des juristes et par ailleurs les processus mentaux des scientifiques, qui sont appelés à éclairer ces juristes, pour la sentence, et bien il faut que ce hiatus cesse sans quoi on ne se comprend plus, tout fonctionne à faux et nous voyons par exemple, dans le domaine soit de l'intention, soit de la responsabilité, nous voyons tous les jours tout le système fonctionner à vide et entraîner une véritable faillite. Donc, voilà les grandes lignes du problème que j'ai posé et il a, je crois, un grand intérêt du point de vue comparatif, car bien entendu, le problème tel que je l'ai posé intéresse principalement l'Europe continentale qui est attachée, vous le savez, aux anciens principes du droit pénal, mais je pense qu'il serait donc extrêmement intéressant de voir si dans les pays anglo-saxons les mêmes difficultés se rencontrent et le même problème se pose avec la même intensité ou si ce n'est qu'un problème qui se pose simplement dans les pays de l'Europe continentale, dans ceux où la dogmatique de l'âme s'est développée d'une manière particulièrement approfondie. Voilà, je crois un résumé, en quelques mots, de ce problème.

FERRACUTI: Monsieur Pinatel, comment y a-t-il moyen de faire une recherche systématique sur le problème que vous avez posé.

PINATEL: Et bien oui il y a moyen de chercher d'une façon systématique. Voyez-vous, il y a tout de même une idée, une idée générale. Je crois que Monsieur Ferracuti nous dit d'abord que les différents concepts

du droit pénal varient selon les situations. C'est vrai; mais selon les grandes familles juridiques, il y a quand même d'étroites ressemblances et on peut dire par exemple, pour ce qui concerne la responsabilité ou l'intention, eh! bien dans les pays, si vous voulez, d'Europe continentale, sous de très petites variations, c'est exactement la même théorie qui se profile dans tous les pays, dans toutes les lois. Il n'y a pas énormément de différence; par ailleurs, justement si vous prenez tout sur le plan scientifique, si vous prenez toutes les approches possibles, que ce soit du point de vue psychobiologique que ce soit du point de vue psychologique, psychanalytique, ou que ce soit du point de vue sociologique, vous voyez à l'heure actuelle qu'il y a malgré tout, une grande convergence qui se fait et alors, ce qu'il faut, voyez-vous, c'est dégager l'épistémologie à propos de chaque concept de ce qui existe déjà et la comparer aux données; si vous voulez d'une épistémologie qui serait une épistémologie actuelle et qui résulterait de la convergence des diverses sciences de l'homme, qui ont quand même une très très grande unité dans la façon d'aborder par exemple le problème de la personnalité à l'heure actuelle. Alors, je crois qu'il y a de multiples difficultés de détails, et on est là pour les étudier, et c'est une gymnastique qui nous fait progresser, mais je crois qu'il y a une convergence sur le plan des généralités probables et c'est cela qui nous apparaît absolument important.

Alors, vous avez posé la question également pour savoir dans quelle mesure ce problème se juxtapose à l'autre problème qui est la disparité, la discordance qu'il y a entre la loi en quelque sorte idéale et la réalité.

Alors là c'est quand même un problème qui est un problème différent car on part alors de la loi positive qui définit certaines choses et qui par suite d'une série de facteurs, est déformée dans son application; facteurs qui peuvent être, des facteurs psychologiques ou des facteurs sociologiques, raciaux, économiques et là nous avons quand même un problème qui se pose d'une manière différente du problème que j'ai tenté de définir.

GRYGIER: In my view the problem is unfortunately not reversible because of a different approach of law, lawyers and scientists to the problem of what law really is. They agree that law is something that governs or should govern human behaviour, but if there are exceptions, a scientist changes scientific law. When there are exceptions to legal norms the lawyer insists that it is human behaviour that should be changed. We might possibly regard this as a folly on the part of the lawyer, to change human behaviour when he does not know really how human behaviour is formed and therefore what are the scientific norms; and the impotence of the scientists who are only observing and counting and establishing laws but are in fact interested in actually changing human behaviour though have they no inside knowledge of how law is conceived by lawyers and is also a part of social reality and not just scientific laws. We are thinking we are in a mess, which we are, and if I sound unduly offensive almost saying that half of my colleagues, the lawyers, are fools and that the other half, the scientists, are impotent, then I deride myself and I am very glad that the press is not present, since I am trying to bridge the gap as both a fool and an impotent.

KLINEBERG: Just one quick word regarding what seems to be researchable here. I think Ferracuti is right, that it would be very difficult to find

the group of psychologists of different theoretical backgrounds to agree on what is the truth concerning personality. But what I think is researchable is to discover what concepts of personality, what psychological concepts are involved in the legal system and in the legal administration in different parts of the world and in different situations. That, I think is a perfectly reasonable question: to try to discover what view of intent and responsibility is involved, for an example, in the soviet system of law compared with what view of intent and responsibility and other psychological aspects are involved, let us say, in the French system of law and the application of law. That, I think is cross-cultural, international and researchable and would give us at least the basic data on which perhaps something could be said later on.

MORRIS: I would like to support what Doctor Klineberg said, but add if I may a reminder footnote to it to discover the concepts of law that are applicable in any jurisdiction and I speak only with a hint of knowledge of the few common law systems I've looked at. Really it is not enough to look at the Courts and it certainly is not enough to look at what the judges say and it most certainly it is not enough to look at what the legal commentators say. There are systems which run largely by consent in which, throughout the world, about 90% of people plead guilty to charges, which are a series of most complicated compromises between great uplifting statements, that are to be found in the books, about what is prohibited, about what motives lie behind the statements of the law, but when you get to the squalid life that underlies these uplifting statements, it seems to me you have very different concepts operating.

So, even within the simpler and clearer and researchable questions that Doctor Klineberg raises there are great difficulties in enunciating the legal principles, let alone their relationship to scientific data as it is.

GIBBENS: One of the questions mentioned that we haven't discussed, is recidivism. I see you've mentioned intent, recidivism and imputability. Now, it does seem to me that as a research this overlaps with our discussion in group one. Human justice demands that where you take special measures recidivism must be very clearly defined and it's the history of the law that the more clearly you define it, the more you miss the people you're aiming to hit. The solution to this has been to introduce the concept of abnormality or dangerousness which is what we talked about. What I do think is a researchable problem and rather an urgent one is when you use these newer concepts of abnormality and dangerousness, you are hitting the right people but you miss a lot: it's a matter of chance who you hit and who you miss. You're not getting the wrong people, but you are missing a lot of the people to get. And it does seem to me that one of the elements of the operation of the law that could be studied is: what are the internal mechanisms which decide how the wheels are started turning, which decide that a man may be deemed to be dangerous or abnormal. These are social processes - telephone calls, pressure by this and that person, there's a lot of internal mechanism in the diagnosis - the inaccurate or vague diagnosis of abnormality or dangerousness. But I think one could study these social processes by which the ball is started rolling which decides that a man is abnormal or dangerous, rather than the actual criteria finally used and this we intend to do in England. I think this

is an area where in fact the international study of psychiatric procedures and pressures on the psychiatrists and so on would be quite capable of being researched into.

CORNIL: Thank you Doctor Gibbens. Is it not so that this intervention shows the possibility of linking the two problems and maybe your approach to the problem may lead to a more practicable research in that field although it's not exactly the same question that was posed by Doctor Sturup.

GIBBENS: I think, if I could just add a word, I think Doctor Sturup would agree that when you have legislation for the abnormal, the people who get the abnormal treatment are not different from a large number of other people equally abnormal who get the routine treatment and one could study the social process by which this designation is made, the underground social processes by which this unfortunate man has been deemed abnormal but this equally abnormal man has slipped through the systems and got the routine treatment.

SZALAI: I would like to add a point to the points made by Otto Klineberg and Professor Morris about intra-country differences. They are not necessarily smaller than cross-national differences and therefore often cross-national research, comparative research, may help to elucidate problems which cannot be easily elucidated by intra-country research, very much depending for what purpose you want to use the spectrum of different countries. You may use it to detect national or cultural differences. You may use different countries and this may be important for intra-country research to produce some sort of a development scale. Then you are using

cross-national research as a cross-developed mental research or you may use different countries simply in the way of an experiment how things correlate and do they correlate in various economic, social and cultural settings. So I don't think that in this field the comparative message is used everywhere, intra-country, intra-city and intra-family wherever you do research, the cross-national research or cross-national comparison simply gives you one more tool to use, more sets of variables, more settings. So I think that what you have stated, that there are huge intra-country differences, it is not an argument against doing cross-national research, but an argument very much for doing it.

Thank you.

CORNIL: Now, on the second point let's go to the organized crime problem. A big problem.

LEJINS: I was one of those who suggested this for cross-cultural research and the motivation was very simple, namely that at the present time in the United States there is a tremendous concern for organized crime and there is a strong belief supported, I believe, by factual data, that there is an inordinate amount of organized crime. The Federal Government and the National Council on Crime and Delinquency for instance, have stressed this as an extremely urgent problem. There are some people in this group who have been involved in research in this area. Now presumably there is much less organized crime in many other comparable developed societies and the comparison of the American scene with the societies should, at least, theoretically speaking, be good studying to identify the variables and try to understand the factors in back of this untoward development in

organized crime in the United States. So, comparisons of the countries with approximately the same level of complicatedness of social structure where there is less organized crime may shed some important light on the problems of crime in general and on this particular problem and therefore it was suggested and accepted, I think in our group, as a researchable topic.

SZALAI: A small point. I'm a sociologist, I'm not a criminologist. However, organized crime interests me very much as a form of organization and in this case I would find it particularly interesting to compare the same crime organized and unorganized, because it may then be that to have the same crime organized, may be in certain situations preferable to having it unorganized. You shouldn't fight, perhaps, organized - you should fight sometimes unorganized crime, if you can't fight it in any other way, by letting it or helping it organize. To give an example where such a situation might prevail, let's take abortion, which as an organized crime, is deleterious. Organization of the same crime which goes on in many countries helps to promote professional standards, standardized fees, standardized access, many other things. So organization is not that bad even in crime alone. It's not always so. I'm not speaking for the Mafia directly, but we should try to have what we haven't got, a comparison of organized crime with the same crime in unorganized state, for instance with bootlegging, and there are many fields which may shed some interesting light. So this is an additional comparative dimension for investigation of organized crime, to look at it in societies where it's organized and where it's unorganized.

SHOHAM: We had felt yesterday that the topic of youth unrest may contain quite a lot of all the other problems. In other words, it could reflect all the other variables that have been discussed; such problems as race relationship in the United States could be translated eventually also into the gap between generations. In other words, we could see in the microcosm of the problem the disintegration of values, the disintegration of laws, the breaking down of the whole system of the administration of criminal justice, as well as other socio-economic factors could be reflected in this simple problem which seems to prevail all over the world. We felt that this has the highest priority, for the simple reason that in all the countries that this type of youth unrest is present, social conditions are different, economic conditions are different, but the external manifestations of the problem are very similar indeed. In Japan, in Russia, in France, in Sweden, their outward type of behavior as well as deviance is very similar indeed. Also the various types of behavior manifested right now by the students all over the world is also rather similar. This is why it has been suggested that if we try and delineate the problem of youth unrest, it would probably be the best problem to investigate cross-culturally because the various, so to speak, independent variables that have been linked in various researches in individual countries could be compared in various cultures where the outward manifestation is the same. More than that, we felt that the etiology, both the causality and the administration of criminal justice could also be investigated in this single problem.

KLINEBERG: There's no doubt, I think that this problem has already aroused great interest around the table, and in the summary that I presented yes-

terday, I found something like 7 or 8 proposals along these lines. But I want to introduce one word of caution here. There is already a tremendous, a simply tremendous amount of research on this problem. The material in French would fill a small library and the material in English would fill a large library. There is, however, a role I think for us as students of deviant behaviour to fulfil here. In the first place not many of the studies are so far cross-cultural; we do have one such study with headquarters in Paris, but this would deal mostly with attitudes of students rather than behavioural manifestation, if you like. But, I would propose that if this is decided upon as having high priority for this group a good deal of preliminary work will have to be done in order to discover who is doing what in this area all over the world. I happen to know of many studies in France, in the United States, in the United Kingdom, in Germany, in Italy and I could go on, but this is a small sample of places where research in this field of youth violence is already taking place.

WILKINS: This might be an interesting problem but is it a proper problem for criminologists. Isn't this an educational matter, a matter for political science and so on. Because looked at from the contribution to crime that is generated this way how many people are injured? How much property is damaged? In relation to any other aspect of crime we may look at this as absolutely trivial insofar as damage to society or damage to people is concerned. Then why do we want to interfere. I'm a little suspicious perhaps of motives here. If we want to study deviant behaviour which is sometimes functional for society, alright, this might then be appropriate because the fact that it is a function to society is demonstrated by the fact that after a number of these demonstrations, we have had to

admit that the demands made by the students were correct. It's a pity we didn't admit it beforehand and avoid the confrontation. We have by this means been forced into rewarding dysfunctional behaviour because the demands that underly this dysfunctional behaviour were themselves functional. I don't think this is a crime problem in the strict sense.

LEJINS: I just would like very briefly to suggest that Professor Wilkins's argument could be reversed. He says that this is not a criminological topic. I certainly think that this is a very natural criminological topic in the sense that, for instance in the United States, in the case of youth revolt and other revolts, the attempt is always being made to interpret this as a criminal activity and it is being actually handled in terms of statutes and common law as a criminal activity rather than a political offence and deviance of the other kind i.e. criminal criminality. I think it would be extremely important, from the point of view of the international scene, to analyse the other methods of handling this, for instance, and old traditional method of handling it as a political crime, which has somewhat different significance and assigns different meaning to the same act. So, from the point of view of the delineation of the field of criminology and comparative criminology, I think this is just about the best area to take a look at and to analyze it from that point of view.

HALL WILLIAMS: I agree, in some degree with Wilkins, that this problem is perhaps one of politics and not of criminology, although I accept Professor Lejins attempt to reverse the argument. What I was going to suggest is this: that perhaps there are penological problems which will arise in the

future from the unwillingness of young people to accept discipline in institutions. I think that we may find that our traditional methods of handling people in the reformatories, Borstal Institutions, whatever correctional closed or institutional facilities you have, may have to be adapted to the different style of young people in the future, and what was acceptable as a mean of control, up to this time, will no longer be acceptable. This means that we have to rethink our methods of handling people in institutions. This is the criminological significance of this disenchanting generation.

CORNIL: Thank you. We move to the next topic: crime in the developing countries and the different evolution of crime in several kinds of countries: socialist countries, American countries and so on.

ASUNI: Unfortunately most theories of crime, causation of crime, penology, are concentrated on developed countries. But I'm very pleased to see that this group has emphasized the need of criminological studies in developing countries because I believe myself that the studies in these areas will throw light on the general problems of criminology. Developing countries are varied and there are different stages of development and one could see the evolution of crime in the study of these different stages of development in developing countries. I hate to use the word "develop, to develop or developing", because development means retrogression in some ways. Evolution in terms of development may mean devolution in some other areas. But the need for this study, I think, is very important because it may also throw light on the hierarchy of causative factors; it may also throw light on the treatment of offenders because all communities have the

means of dealing with their problems and developing countries, before taking the imported systems from other countries, have evolved means of dealing with their problems. I don't think any study has been done investigating these means which have sustained them over the years. Granted one would not expect that this would not mean they'd be able to cope with modern problems but surely it should be possible to develop from this basis something which would be applicable to the various developing countries and, indeed developed countries might be able to take a leaf from what evolves from this type of study. Unfortunately, developing countries are overwhelmed with service and there is a tremendous shortage of personnel and I would appeal to this Institute to concentrate a lot more on developing countries because of the factors that I've mentioned which I believe would certainly throw considerable light on the problem of Criminology generally.

MUELLER: The importance of this topic cannot be overestimated and in group three we also concerned ourselves with it yesterday. There are, in the developing countries, methods of social control, methods of rehabilitation which, in developed nations, have been lost over the last few hundred or few thousand years. We indeed stand to learn a lot, by close study, of the so-called developing societies. The other aspect that was brought out in our group, was of course the need to develop a technique of projection, just as we can develop a technique for projecting economic and industrial development, we can also prognosticate the social decay that comes with that kind of development. In order to save the so-called developing nations, from the same ugly fate that some of our more developed societies have experienced, I think it is absolutely necessary to develop a technique. This is not a plea for any specific study but rather this is a plea for the

development of new methodology, new techniques, perhaps adapted from the methodology developed by the industrial scientists, by engineers and social engineers in general.

FERRACUTI: Just a brief comment on some of the remarks made by Doctor Asuni. It's quite true that some developing countries had in their systems very useful means of controlling crime and it's true that some of those means could be of interest to developed countries but it's an infortunate reality that the first thing a developing country does is to eliminate completely that system and duplicate in a totally uncritical way whatever the former colonial power or the passing U.N. expert propose as an immediate system and from that point of view, the developing countries often even take offence at the mention of such terms as customary justice. And this is the practical experience about it. So, it's an important political point, but it's simply not suitable. Then I would take objection to the developing countries - developed countries, dichotomy for a different reason. There are developing areas of developed countries which are of equal importance and of equal information value than developing countries. When you single out a country you will find the same variety that you find across the spectrum of the nations. Techniques for developing studies as asked for by Professor Mueller show up, except that often in developing these techniques, it projects our models of thinking into societies which are simply not fit to accept those models. And developing countries very often require brand new techniques which often we do not possess.

ASUNI: I'd like to make a brief comment on what Ferracuti has just said. Fortunately, developing countries are coming into their own and

they're developing some pride in their own and the fact that they have originally taken over the systems of the colonizing power does not remove the possibility of their thinking in the light of the pride that they're beginning to have in their own. And I think, right now, in a lot of developing countries, they haven't got the vast systems which have been organized in developed countries and before engaging in the development of these vast systems, they're in a position now to rethink. I think this leaves room to rethink and to reconstruct in the light of findings basic to their traditions.

CORNIL: We come now to the last point, which is the "bank of documentation", information, and on that we will be able to hear only two interventions because the time is short.

LEJINS: We all received materials prepared by our host University here and its department of Criminology, on such a bank of research, of research tools, research instruments. I read, and I hope the others have read it too. I think that's a very interesting proposal and I would like to support it and I think it was in that spirit that we had the discussion in our particular group. There are still some issues to be clarified, for instance to what extent the evaluation of the research tools should be performed by the Centre and sent out, or to what extent it should be just the interpretation of the instruments, of the tools for various types of research. There is always a bit of a question mark about the dangerousness of offering evaluations, since it sometimes undermines the attitudes towards that particular agency who does this. One has to be careful about it, but I think the idea in itself is an excellent idea and I certainly

would invite everybody to support it.

REISS: I am very enthusiastic about the idea of this kind of bank that contains not simply an inventory of what they are, but if it indeed collects them and makes it possible to disseminate them at very low cost to investigators anywhere in the world. The most difficult, frustrating, time-consuming thing is to write to 20 or 30 people to try to get a copy of an instrument which they may have used. I know that I'm very bad in replying to such requests. I would be delighted to have some place relieve me of the responsibility and also to serve me when I wanted it.

SHOHAM: I just wanted to add that this bank of instruments can be collected in a mechanical way and it wouldn't be more than a bibliography and I think that a value of this kind of collection or construction of the bank wouldn't be as fruitful as the other method by which I would like the bank to be constructed. In other words, every instrument should be traced: how it has been used in other places, how it has been applied, the shortcomings and the advantages; only in this way, would the bank be useful. It's indeed very difficult and extremely tedious, but just another list of bibliography of instruments would not be of great help.

SZABO: I want to comment on Shoham's remark. Of course it was understood not to do just a bibliography because it is well done by the NCCD and we don't reduplicate anything like that. It is exactly in the perspective he put it that we are trying to do it. It would be very helpful to us if you could maybe comment on this project when you are back home. I will send to you an English copy to read and if you have some faith in this enterprise it will become something good if you make sug-

gestions and better it.

GRYGIER: I was given this questionnaire that was prepared in French for comments and my comments were identical with those of Doctor Shoham, that what one should add to this is utility for criminology: where has it been used, and shortcomings of the instruments and I'm already quite sure that this is going to be added and probably this English version will incorporate these two ideas and now I am very glad that I have been reinforced.

RECESS OF THE SESSION

CORNIL: Gentlemen, the session is open and I immediately give the floor to the reporter of Group 3, Professor Wolfgang.

WOLFGANG: Thank you. I did not find it so easy to draw up 5 or 6 principal points as my predecessors have, because we concentrated a great deal on one major concern, which is very broad in scope in one sense and yet, as I shall try to indicate, carried a good bit of specificity. Most of what I have left to say, after the extensive and intensive treatment given to the other 2 sections may sound either trite or truistic but I will proceed none the less. Our concern was with the social control system, by which we meant, and I will use rather vulgar terms, getting in, holding on and getting out. Now, these are three phases that are concerned with the ways in which people are defined, labelled, captured in a net of definitions of deviance and consequently, fall into the dossiers of our agencies of response. In many cases, they are maintained as much by label as by their acts and yet we also drew attention to the fact that people do somehow or other desist, however firmly pinned that label may be to their biographies, and get out of the system.

Now, getting into the system, let me think of it and talk about it in terms of these three phases and I won't exhaust all the areas but my colleagues will hasten to fill in the gaps. So far as getting into the system is concerned, much of our concern was with the discretionary authorities, the defining cadres of society, particularly the public in general, the citizens who register their complaints and who bring to the attention of the major agencies of response examples of deviance or crime. How do the public in general perceive deviancy and crime?

What are the disparities between the legal and communal norms? And it seems to me that we were in effect calling for attitude studies as well as empirical descriptive studies about what the public, the citizenry defined, interpreted, as deviance.

There has already been mentioned this morning the difference between the legal norms and I think what was called reality. Part of this, of defining population is, of course, the police and more than a few minutes of our time was spent on the discretionary power of the police and the way in which they differentially handle subjects that may be defined as delinquent, differentially within a culture and of course cross-culturally and the third dimension of this defining population, is of course the subject himself, the subject or object, depending on one's perspective - the person who has himself labelled as delinquent or criminal. What is his perception, not only of his own behaviour but of those who are now taking charge of him and start processing him through the system? Now, of course, there are other agents of defining abnormal behaviour and Doctor Gibbens mentioned those this morning, relative to psychiatric and medical models that may define people as abnormal.

As a second aspect of getting in: not only defining but mobilizing the forces of the defining authorities, that is, how is action initiated? What is the machinery used for beginning the process of having people get into the system? Here we again discuss the ways in which the police handle problems, how prosecutors react to the police information and what the tolerance level of the community may be and how this changes over time, all, of course, in the context of cross-cultural variations. Thirdly, concerned with getting in again, the whole process from arrest

to prosecution to conviction and the funneling therefore of those who are continued through the system. I think that one might generalize this whole getting in process by referring to a decision-making process. There are pivotal points, critical pivotal points along the way that could fruitfully be investigated, cross-culturally, as a basis for better understanding the operation of the entire criminal justice system.

A fourth notion in getting in is what are the ingredients of a positive sanctioning system that keep some people from ever getting in. It is not only defining population or how people are filtered or machinery mobilized, but there is, on the other side of the coin, often neglected in our research, a system of positive sanctions, of rewards, as well as negative ones, and perhaps, it was suggested, that more attention should be given to the development of positive sanctioning systems that keep people from getting in. But this also had a methodological note which I will elaborate on later, namely a concern with the comparison of those who do not get in and those who do. This is not simply a traditional delinquent versus non-delinquent, or criminal versus non-criminal, but looking more closely at the process of the negative and positive sanctioning systems.

The next phase is that of what I called holding on, once bodies have been processed, have gotten in, have been defined, have been labelled, we were concerned with other decision-making processes, such as the traditional notions of the sentencing process, the judiciary and particularly concerned with the mechanisms of control, once convicted and confined in some life space we call prisons. That is what goes on in the institutionalized ex-

perience, to maintain people in the system, let alone the more traditional notion of what we try to do, try to change them. We had some kind of positive questions and borderline reformistic notions of how can we reduce the amount of time spent in the stage of holding on, to those who have been defined as criminal.

How can we reduce this stage, how do you reduce the use of imprisonment? And some of our group drew particular attention to the fact that the same types of acts and offenders are given a very small amount of imprisonment in one society and very long periods of imprisonment in another and this kind of question, often alluded to or described, was rarely analytically treated. I am giving rather short shift to the holding on process because we did not spend an elaborate amount of time on that, but that doesn't mean that it lacks priority.

Finally, the getting out of the system. As a matter of fact the sequence of our discussion was just the reverse of what I am giving you. We started out talking about how people desist, drifting out of delinquency as well as drifting in, and we seem to know very little about this. It was felt that a very productive form of research might be looking cross-culturally at this whole notion that we might hypothesize, and I suspect we did, by implication hypothesize, as being fairly stable across cultures. That is to say, is there an aggregate stability across cultures, across economic systems and even history and stages of development, etc., in the proportion and in types of persons who desist. We mentioned the fact whether it is a completely valid statement, I am not sure, but we had mentioned the fact that treatment strategies, however sophisticated, have not yet appeared to be among the significant variables that cause

people to desist at particular ages and in particular ways. No matter what we do, there is a continuation of some and a desisting by others and we felt that it would be highly valuable to look at the whole process by which people do get out of the system from one country to another. If there is indeed cross-cultural stability, that in itself would be a fascinating, descriptive fact that will need all kinds of further interpretation and explanation. If there is variability in desisting by cultures, then obviously one society could learn from another. Finally, I know not how to label other parts of our discussions other than problems and guides and these I can tick off rather rapidly. We did not get into an intensive methodology as we discussed the getting in, holding on and getting out phases. For example: I think we generally agree that we should keep our studies to what may be called "micro-studies", micro rather than macro analysis - that we should delimit in scope within manageable proportions our particular researchable items rather than having grandiose mammoth and macro propositions. These micro studies could indeed be reflections of general policy but if we want to have, clearly defined research problems, then we have to delimit our scope. We talked about, as another part of the guides and problems, the problems of transferability from one society to another and I am simply repeating what has already been mentioned here this morning, that we should not only look from the developed to the developing countries, but we can learn lessons from the developing that might be applied to the developed. But, we all recognize, I'm sure, that there are enormous problems of trying to transfer conclusions, particularly descriptive conclusions of the way one system works in comparison to another, from one society to another. Homogeneity in one society may be the barrier in transferring a conclusion to another society that is heterogeneous.

Thirdly, we need to have continuing study, whatever particular areas are covered, we simply can't stop with one particular research and feel that we had made some conclusion and go on to another one, but we should keep in mind the necessity for a kind of dynamic, on-going flow of analysis in the same area. We need specificity, precision, exactness in operationalizing definitions having functional categories and not necessarily illegal labels, these were items that were reiterated. We need to have reports in general available in criminal statistics in the countries to be studied, that is to say: is it possible to get an inventory of what the stage of criminal statistics in a given country may be now, with an explanation about the state of them, and some evaluation. This was called for as a kind of fundamental starting point. We all recognize the difficulties in international criminal statistics, but this particular point was raised, that we need to have some description of what the state of the statistical program is in any given country where analysis is to go on. It was suggested too that whatever the substantive area may be, and whatever pivotal point in decision-making we might tackle first, the discretion of the citizens and the police in getting in or discretion of getting out, that one way of looking at or grabbing hold of a universe might be through birth cohorts, similar to what has been done in Norway; but it was also mentioned that this is a very expensive method and that the yield of criminals out of a birth cohort may abrogate the possibility of using it. But this led to a discussion of having career analysis of some sort in longitudinal studies that would provide not only a perspective over time of the given biographies of people but also on a latitudinal basis in cross-cultures. The emphasis here I'm trying to draw is on some kind of longitudinal analysis. And finally, the problem guide note em-

phasized several times was that we should keep in mind that we are not seeking the most abstractly efficient method of social control, because if we did we might opt for decapitating all those who are first offenders or second offenders, but that we are indeed operating within a set of democratic, humanitarian values and these have constantly to be kept in mind as we analyze the entire social control system cross-culturally.

KLINBERG: The first part of the report of group three seems to come rather close to a suggestion that I read with pleasure in one of the reports which came in, - I think it was Nils Christie - and which I mentioned very briefly yesterday morning, namely the concept of the sinner or the deviant if you like, or the criminal or the delinquent in different cultures and at different times of history; and that struck me as a very interesting and important item for cross-cultural research and of course part of this will depend upon the statistical question that Doctor Wolfgang raised. I hope that we will have a little discussion before we close on the problem of epidemiology or comparable statistics. But, apart from the existence of statistics, it seems to me that here is one place where attitude or opinion studies - which would be much easier to carry out probably than to discover comparable statistics - would be possible, and the queries could be addressed to a sample of people in various countries, regarding what they consider to be criminal or sin, and also perhaps to develop somethings of a hierarchy within each culture of which sins they regard as more serious and which they regard as less serious. I remember some years ago, I'm afraid I can't give you the reference, an attempt was made to discover what kinds of diseases were regarded by people as more serious and which kinds were less serious: would you rather have cancer

than schizophrenia, for example, if you had to chose between the two. And here, I think, there would be a possibility of determining, first what is considered as bad behaviour in different groups and also establishing a kind of hierarchy of bad behaviour which might differ very interestingly from one culture to another. I think that Christie's point of looking at this historically, to some extent, would also be very interesting and one could find, in various countries, the changes that have ocured in the seriousness attached to various offences.

LEJINS: Thank you. It may vary from one group to another in the same system.

KLINEBERG: Very well. There might be class differences, educational differences and so on.

OHLIN: I think this proposal is a very useful model for arranging a number of the subjects that have come up before, but particularly with regard to the problem of what kinds of behaviour got defined as criminal in different cultures. It suggests an important kind of comparison if you look at the problem of social control more broadly. In the United States there is much concern today about the problem of the over-extension of criminal sanctions to control behaviour that perhaps could be controlled by other means. And it might be extremely valuable, taking this point of view, to try to identify, in different countries, behaviours that in some countries are handled by the use of the sanctions of the criminal justice system, as compared to other countries in which this behaviour is handled by other means. It might have special strategic importance, in other words, to identify that class of behaviours which is differentially handled by

different systems, to see what the impact is on the behaviour, and the relative efficacy of these different systems of control for coping with the behaviours in question.

MUELLER: This is perhaps a point at which to answer your question, Mr. Chairman, as to what our thinking was in terms of comparative studies. We had a number of models before us, but one was a model of parallel studies; in other words to administer the same instruments in a number of societies, some of them simultaneously, or to replicate it in a series of cities cross-nationally and cross-culturally. It was at this point that we talked about the need for exactness and precision in comparison and we were faced with the difficulty that we cannot really compare an arrest in Berlin with an arrest in Rome, because they mean totally different things. The Berliners may have a different social instrument, to take people into custody, from that employed by the Romans and that is true about the differences in concepts of substantive law. We discussed at that point the need perhaps to create less exact but more comparable super-concepts which are functionally comparable cross-nationally.

SZALAI: I think, in spite of all difficulties, the time has come that criminologists do the ten or fifteen years spade work needed for the foundation of international criminal statistics. I don't think the difficulties are so overwhelming. Perhaps it could be done to a certain extent with the help of U.N. apparatus at a certain stage, when some spade work has been done. Whatever international statistics have been established, whether it was foreign trade or industrial development, it came up that countries are so terribly different that there is little common ground. Indeed I remember, after a UNESCO panel on tensions that

cause war, twenty-one years ago we sat with Otto Klineberg in a little Paris restaurant, discussed the matter of whether we, nine wise men, (I don't know why we were so called,) could find out of our various backgrounds as social anthropologists, sociologists, psychologists, etc., something which is bad in every culture and every historical period of which we know. We discussed this problem for about an hour and a half and then found one single thing which might be wilful, non-ritual cruelty to children.

That was probably the only thing with which we came up which is probably bad everywhere. So the difficulties are admittedly great. However, you needn't give to crimes such highly culturally-connotated terms, like murder or this or that. You may approach it more operationally as something which led to court intervention and involved the death of one man or five men or made somebody invalid. One can define situations, and the applicability of the operational category is already in the index for the judgements of criminality in general which are made in that culture. This spade work ought to be done and such an institute as envisaged here would be the place to do the spade work. There is no special criminological difficulty in this aspect. You could do it in any branch of social science. You could begin to enumerate arguments why not to do it. The only way to do it is to do it, is to begin it. So, I am very much for it in spite of the difficulties. At a certain time, of course, it should go up from the scholarly level to some inter-governmental level and try to make the necessary contacts.

MUELLER: At the risk of making a nuisance out myself, Doctor Szalai, it seems as if you had been present in spirit at our meeting of the third committee yesterday, because indeed we spent quite a bit of time on some

difficulties involved and the creation of concepts which are internationally comparable. Now a lot of organizations have done that kind of thing already. We have the Interpol statistics listing violent homicide for example. Surely the definitions differ in all the nations that report their statistics into Interpol, but nevertheless they've seen fit to create one super-category which is not positive law anywhere but which facilitates a considerable amount of comparison. The art, ultimately, is solely to find a concept which is broad enough to include as much as possible for purposes of comparison, without losing the exactitude that is necessary for projective social studies.

LEJINS: I wonder if one point wouldn't profit by some clarification. The group expresses itself against macro studies and for micro studies, and at the same time a few points later Doctor Wolfgang mentioned the need for the continuity of research. I don't think that there is really any contradiction there, but there is just an emphasis on two somewhat different aspects. Yet in some discussions regarding research in the area of Criminology, recently, the view was expressed that the research is too much ad hoc, that it is too much segmented and that, rather, continuous larger research enterprises, with a certain continuity, should be suggested. Now, I think when we get claims for continuing research studies, actually we are beginning to deal with the macro concepts within which the micro-studies are planned. So, if we want to honour this concern about too much fragmentalization in research at the present time and too little continuity, I think one shouldn't say that we should go out of micro studies and end there. Somebody might pick up just that point and say: well that is the endorsement of micro studies only. Somehow it should be stated differently,

that while one should not hamper oneself by getting engaged in too major or too large, unmanageable structures, at the same time from the point of view of the general planning (and there should be planning for the micro studies, they should not be completely autonomous), one still has to have something of a concept of a macro project.

WOLFGANG: Our group would certainly endorse that addendum to the notion of micro studies. As a matter of fact my recollection of the character of the discussion towards the end of the afternoon was moving more and more toward looking at the macro approach, having various kinds of principles in mind that Doctor Lejins suggested.

FERRACUTI: At the risk of being obvious there comes the point at any international meeting in criminology where statistics come up. Why do we have to lose time on this topic every single time we meet? Doctor Szalai, there is spade work and spade work. Some of the spade work you are mentioning has been done with thoroughly negative results. I take the liberty of disagreeing with Professor Mueller. Who of us really uses Interpol statistics except for an introductory lecture to our students to show that we get them. They are really meaningless. We have absolutely no information on their validity, their reliability, they carry no information whatsoever. They are so out-dated, they are hardly worth the paper, they're printed on. And the number of recriminations about national statistics - so great, it is useless to discuss it. Now, if we talk of attitude studies, about concepts of deviance that's one thing. If we talk of new instruments like the Sellin-Wolfgang type, that's something we can spend time on. But let us not waste any more time on a

comparison on international criminal statistics. The Council of Europe has wasted five or six years, just reaching the conclusion that it cannot be done; it's a dead horse.

MUELLER: Well I would have to say "no", but I hope you give me a few more minutes. To talk about statistics at this point, is of course taking a somewhat narrower view than we have. What we are talking about is creating an international basis of comparison, because we can't compare Italian apples and German pears for example. You have to find the concept which describes them both; this is maybe fruits or edibles or something of that sort. When we set out to make a cross-cultural, cross-national comparison, we're not just talking about crime statistics, we are talking about institutions, methods of control, etc. We cannot compare, for example, exercise of a police officer's discretion in New York, with the absence thereof in Germany. That cannot be done. We cannot stop here. We rather have to find out what the German system uses instead, what is its functional alternative and that requires a reconceptualization in terms that are not law any more, but which are behaviourly correct. That was our point.

KLINEBERG: I'm a little afraid to speak after what Franco Ferracuti has said, but I just wanted to make a brief footnote to Doctor Szalai's point earlier. I think that there are many analogies between the problem that we face here and the problem of epidemiology of mental illness. I just wanted to suggest that the work now being done under the auspices of the World Health Organization and particularly conducted by our friend and colleague Tsung-yi-Lin who was very much aware of problems of crime

and delinquency as well as problems of abnormality, would be valuable to follow; I just wanted to get into the record that our new Institute should be in touch with Tsung-Yi-Lin who has been spending years on the problem of finding comparable statistics, cross-national statistics, in the field of mental illness because I believe that his experience would be invaluable to answer some of the questions raised by Szalai and Mueller and Ferracuti.

CHRISTIE: Mr. Chairman, even if I dislike intensely to be in agreement with anybody, I'm in the awkward position that I'm in agreement with both parties here. I think the key to my agreement with Ferracuti- he's obviously right - it has been waste of time to go through the official crime statistics and particularly to try to make them homogeneous, tell the same stories, so that we can really use it for strict comparative purposes. We have had the same experiences within the Scandinavian countries. We find it impossible. The short-cut has been to go into the studies of self-reporting on crime to get the true answer. The European Council has the same experience, It's a waste of time but, on the other side, and here I think Professor Klineberg's statements give the key to the answer, if we perceive the official criminal statistics as a sort of attitude test or if not attitude test but more behavioural test of attitudes, then we can perceive these criminal statistics as indicators of what that particular society conceives as their particular types of sins. In this way we can get some meaning out of these sets of data, but then we are back to the question of the need for some more categories. But first and foremost we are in need of understanding our data, to give them some sensible meanings and here the historical perspective or the cross-

cultural one comes in. To me it is, at least for certain theoretical problems, it is uninteresting if it is thefts of apples or horses or thefts of other people's wives that are appearing behind the figures. The point is that these are the things that particular country is concerned about and they put a certain amount of their sinners doing these things into the crime statistics. I'm interested as a way of characterizing that particular community in looking into how their figures move on over time and how their figures compare to some other countries. Being detached from this continent, I'm not engaged in the problem that Lloyd Ohlin raised with the situation in the United States where they have such an embracing view on sins. But I'm fascinated by it. Isn't the United States an interesting country that solves its problems in this way. Other people make another solution. It tells us something about these societies. I would, as the next step, line up with you and go in for some reform, but let us keep that outside. The primary task for us is to use these figures in meaningful ways and I think they can be used to a large extent if we do not specify too much, if we don't stick to details and have any hope of being able to compare apples and pears we will never succeed. But we can compare sociology and sociological problems.

WOLFGANG: I'm no longer reflecting the panel but I am talking as a member, like you. Just a quick note to Nils Christie's comment and to Doctor Klineberg's. It's not so interesting, I agree, whether apples or oranges are stolen in one society and another, but it is interesting to know that if a wife is stolen that this is more serious than an apple (or less serious as the case may be) and the way in which a society reacts

and has its hierarchy of severity of reaction, seems to me a very important analytical tool for describing cultures and their differences. May I just refer to my colleague and mentor Thorsten Sellin who used a phrase that I think covers all of this pretty well, whether in terms of measuring the seriousness of crime or using the penal sanctions that are in statutory law, customary law: he called it the resistance potential and I'm sure that all of you recall the context in which he used that phrase.

EDWARDS: May I, Mr. Chairman, refer to the first area with which this group in particular concerned itself, and it's one that I welcome, and that is the examination of the actual machinery of the administration of the criminal law. And in welcoming this, I have some serious reservations as to the practicability of doing this on a cross-national basis. To try and identify the pivotal points at which discretion is exercised, to attempt to do that cross-nationally, is I think feasible at the top of the hierarchy of the apex of the pyramid within which these decisions are made. The further down you come in the pyramid, the much broader and the more diffuse are the factors that lead to the decisions, not simply within one agency or in separate agencies. You take, for example, at the very lowest level, and that is police discretion, I think it is fairly evident that within a force, one police force, (you have a large metropolitan force), the views which the chief of police may have, and those of his senior officers, is by no means determinative of the views which are exercised and the discretion that is exercised lower down in the precincts. And within the precincts themselves you have all sorts of individual subjective biases and prejudices that determine the way decisions are made. To attempt at this level, at the base of the pyramid, to attempt to do a

comparative, international study, to my mind, is a waste of time. We have, I think, to direct ourselves to understanding this machinery, not only nationally, regionally, but locally. We haven't even begun to get ourselves into the system whereby we can begin to understand the way in which these pivotal individuals actually exercise the discretionary power that are vested in them. When we talk of legal norms, when we talk of certain elements within the field of discretion having a quality of certainty, I find this very difficult to understand.

CORNIL: I think the point you touch is extremely important and it shows that if we are to compare, we must know what happens in each country. I contend that now, in general, except for some countries, and mainly in the United States with its latest report, we know something of the machinery and we know something of how it really works; why couldn't we have that for every country? But that would be so interesting and it would be possible to compare them if we had an inside view of how the machine really works.

GRYGIER: I am very ashamed I have been on the whole very aggressive and very destructive this morning, but now I want to propose something constructive, and in fact I have developed an instrument which I propose to send to the bank, especially if Doctor Szabo agrees to be the banker, and that is I recently, for the purpose of prediction of recidivism, developed a fairly broad classification of offences. I tried to integrate some elements of common law, criminal law, what is called in Canada "droit civil" but in fact is not, it's Roman law, and at the same time make these categories meaningful from the psychological and sociological point of view. Now one would think that this is such a tall order that it is just impossible, and that I probably at least have a team of lawyers coming

from different jurisdictions and some psychologists to help me. It is not quite true. I did have a little team and they were all policemen. I also tried to see how reliable my classification is by inviting another policeman to see whether he can classify various behaviours in these terms, and it seems to be that the percent of misclassification was generally minimal. So therefore, I am not saying that this cannot be improved, it can obviously be improved, but I think there is at least some starting point. In some ways, my instrument may be in competition with the instruments already developed and which I admire very much, developed by Sellin and Wolfgang. I think it isn't quite in competition because the other instrument measures something slightly different, and is conceived in different terms. It is also a simple instrument, it's also a valuable instrument and can be used for different purposes in comparative criminology. I agree that the criminal statistics we get from Interpol are absolutely useless. I agree that we have been wasting time in looking at other statistics, but I think that we have some ways of dealing with the problem, and one of the ways has been suggested by Wolfgang and Sellin, and I think it is one of the good ways despite some of the weaknesses we all realize. I hope the same will apply to my instrument.

SZALAI: I'd like to make a point against what Ferracuti and Grygier have said, namely, you cannot increase your ignorance by collecting data, not even bad data. My impression is in every branch of social statistics, it's absolutely trivial to tell lies, big lies in statistics and Interpol statistics and that sort of thing. However, I have had a look at criminological statistical apparatus, and I have the feeling that this is a field where the sophistication of modern statistical and quantitative analysis

has not been applied. We have many fields nowadays in which modern statistical analytic methods can prevail even against consciously falsified data, even against invented data to some extent. What do you think for instance, how has it been possible, to develop Soviet income statistics during the time of Stalinism, and control it. They were good in spite of the very bad and distorted basic data. Crime relates to many demographic statistics, economic statistics in more ways than there are statistical techniques. There are many ways to approach the problem and I would say that criminology could be reached by that kind of spade work. Also you should not forget that in very many countries there are changes of regimes, and those very bad crime statistics are as falsified in a different way from period to period. You can look up a lot historically and established wonderful correlation. So there is not just one thing which is consistent in the world, that is truth and lies always are inconsistent historically and of course you have to work through immense bodies of bad data to get some good, some approximation of truth. But this is quite possible, especially if you all agree that the crime data are not a sector of data in itself, but related to all sorts of social and economic data, and we know something at least about order of magnitude correlations. So I think it's not so much as yet data which are lacking so much as sophisticated spade work which is required even on that data. This would be my problem.

REISS: I want to make an observation about a strategy from comparative cultural research. I'm struck with the observation that one of the most pervasive facts in the history of mankind is the migration of peoples across cultures, and indeed, the exchange of peoples across cultures.

Witness the capacity of all of us to live under the Canadian law despite the diversity of the countries of our origin, as we are represented here. But the observation I wanted to make about the strategy is whenever people from one culture move into another cultural system, or whenever, Professor Szalai, regimes change and one therefore changes the normative system, what are the consequences of these kinds of changes? In short, the strategy of comparative cultural research is often not to compare across stable systems, but to compare across change. Here the developing nations are extremely interesting because within them, they attempt to merge tribal systems of normative order, and at the same time, they try to merge those with colonial and other imported systems, and it is at this point that we can begin to see something about the dynamic operation of one kind of normative order as contrasted with another. My point, then very simply, is if one is ever interested in an explanatory sense. I therefore say that there is such a thing as a strategic model, and I would argue for that a strategic model for comparative research.

LEJINS: A very short point. It seems to be one of the requirements of statistics to be able to provide reasonable, efficient samples and I think that the use of macro statistical data for sampling should be one of the purpose that ought to be closely investigated. One of the problems is really what you want to do with the data. It is not really what data do you want, but what you want to do with the data that is perhaps the first important question. One of the things I would certainly want to do with it would be to sample, because that opens up the possibility of looking economically at a large number of problems, indeed, first of all perhaps, to find out whether the problem exists. It's probably very bad strategy

to invest too much money in finding out the problem doesn't exist.

ASUNI: I want to endorse what Klineberg said about the W.H.O. international study on schizophrenia being organized by Sellin in Geneva. I'm actively involved in this and I've been thinking about the applicability of some of the principles of this to comparative criminology. One of the things that I've been impressed with, particularly in the initial stage of the project, was the standardization of a tool, which is being used cross-culturally amongst about eight or nine countries, and we are beginning to see that when we talk about schizophrenia are we talking about the same thing. Then, of course, this study is supposed to last a few years. We are going to follow up schizophrenics for a number of years and see whether we are going to have different outcomes and what happens to them at different stages and there is the question of rehabilitation, and so on and so forth. I recommend Professor Szabo to follow this up and look into the applicability of this project to comparative criminology. It's not going to be in terms of life statistics, it may be isolating some deviant behaviour which is called criminal in our countries and then this in terms of etiology, treatment and rehabilitation.

HALL WILLIAMS: I'm not sure whether this is a salient point, but as you've given me the floor, I must make my point. I'm concerned with one aspect of criminal statistics which seems not to have been mentioned so far this morning, and this is penal statistics. There is one statistic which is very easy to collect, and that is with regard to the use of imprisonment, and I'm interested in the reduction of the use of imprisonment in our society. It seems to me, and I make no apology for speaking

in the tone of a penal reformer, there are thousands of people in prison today who needn't be there if we accepted the evidence about the lengths of terms and the kind of committals which are desirable. And I need, in order to carry out penal reform, I need arguments, and the arguments I need must be based on evidence, and the evidence I need is international evidence as well as national evidence: international evidence about the length of terms, the maximum committed lengths, and the going rate for penal sentences, sentences of imprisonment for first offenders and others, and also the time actually served in custody, and I would put the priority myself on the time served, because this seems to me the thing which is the most crucial from the point of view of the consumer.

CORNIL: Shall we pass over to the treatment subject? I would like to tell you a question which came to my mind when I listened to the report. What is it they get out of the machine? It's not physical. Is it the stigma which disappears? Is it the man who decided to go another way? There are several ways of going out.

WOLFGANG: I suppose one could set up a sort of typology of exit from the machine. Much of our discussion, I think (I'm still trying to reflect the panel rather than my personal opinion), was the rather unplanned kind of spontaneous remission process by which people exit from the system, and they seem to have very little information about this. As one of the panel mentioned, we have references that the books made to maturation process, but that does not give us too much information. Perhaps we need further exploration there. The ways in which delinquent gang boys were said to lead gangs was to get a dog or a girl or a job - well, that's not a very

highly specified analysis. While there are many ways in which one can be kind of regurgitated out of the system by planned social action, and the personality remoulded in a deliberated and conscious way, we tended to concentrate in our discussion on the rather spontaneous, unplanned and non-deliberate remission of those who were successfully able, - and yet in a style we're not entirely clear about - , be released and often get rid of the stigma too. And of course one could say in a large territory, with a highly heterogeneous population, that the chances of escaping identity and having anonymity may be greater than in a smaller, homogeneous and more tightly controlled social system. The point I'd like to make to this question is to draw attention to Lee and Robbins' twenty-five years old follow-up of social deviance, emphasizing really that unless criminologists get away from crime, they're not likely to find out anything about treatment. Of course Lee and Robbins did, - by following personally a large number of social deviants, some of whom got into crime and got out of crime later, - throw a lot of light on this. It seems to me we have to study the total process of social deviance and social non-deviance as a totally, and you remember in their study, some were alcoholics, a great many ceased being criminal, and they were asked why they ceased, and as far as I remember, the first reason was getting more responsible, the second reason was getting married, and about the fourth reason was fear of consequences of punishment. Not that this self-observation is very valuable, but one has to take social deviance as a whole into account, I think, in order to solve any of these problems.

KLINBERG: Doctor Wolfgang touched very briefly on a point that I wanted to bring up when he spoke of the stigma attached to the discharged prisoner.

Here again, the problem of the attitudes in different countries, under different situations, towards different crimes, by the public, and here again the public in different countries, under different situations, seems to me of capital importance. There have been a number of studies of the attitude toward discharged mental patients. I don't know, perhaps some of you do, as to whether there have been equally good studies of the attitude toward discharged criminals. I repeat everything will depend upon the attitude toward the criminal and toward the particular kind of crime committed. It is said that there was a period in India when any intellectual who had not been arrested by the British felt ashamed that he had not been arrested. There you might say there was a positive attitude toward a discharged criminal. Now, there may not be very many similar examples, but it seems to me that the whole problem of the variations from culture to culture in attitude toward a person who has been in prison, should be explored and could be explored also in terms of the kind of attitude opinion study that I spoke of earlier

FERRACUTI: It combines also the attitudes of those who have been sentenced, even though he doesn't go to prison. The stigma, does it come from the sentence or from the prison term.

SHOHAM: I would like to add to Doctor Wolfgang's observation and Doctor Klineberg's that indeed we've been trying to clarify this stigma element. As a matter of fact, we realize that the process of punishment as treatment for social control would consist of three time elements, the personality and social background of the person before he is being accepted into the institution, and then what happens to him after he comes out of

the institution. Now the significant finding that we have is that social stigma could be divided in three parts, the formal stigma, which entails loss of rights and silence at work, narrowing the economic opportunities, which forces a certain person to associate himself with people who have similar adjustment problems, and this is how recidivism could be related to stigma. But most important is the self concept of the person as a deviant or a criminal, which is being reinforced by the attitude of the relevant others, and to our mind this is of cardinal importance. I wouldn't be surprised, as Professor Klineberg said, that we would find that the fact that some person is rehabilitated better or worse in one culture would very much depend on the attitude of the public toward allowing him to get out of the criminal or deviant or abnormal institution or state that he has been in.

MORRIS: I have a comment to add to this problem about losing the criminal identity that one has acquired by virtue of being in the system. Sometime ago, in the State of Illinois, we conducted a study of three thousand men, who had been paroled to the military service in World War II. We followed them up some four or five years after the war was over and we found that about 87% of them had achieved honourable discharges from military service and very few of them have subsequently got involved in crime. And this has always stuck with me, that these men were paroled to a system in which their criminal identities were kept secret, and in this process they were, in fact, able to lose that identity, come out with another kind of identity from another system that permitted them to make a conventional adjustment much more easily. But I'm wondering if we look closely whether there might be a number of such systems in operation

in various countries. In the United States now we are trying to build such a system with the notion of a new career opportunity in which government positions are provided for a small number of offenders distributed throughout the government system. I think this is the chief characteristic, that a small number of offenders are absorbed into a system in which a new identity is acquired. It seems to me there's one type of answer to the stigma problem, and perhaps some cross cultural studies on this possibility would be very, very helpful.

SZALAI: I think the problem of discharge which Professor Klineberg brought up is worth a very close study. As I told you, I'm a sociologist not a criminologist, and my limited expertise in this field I gained having served six years of a life sentence at the time in my own country for perhaps not very directly criminal reasons, but I remember the following facts: after just being discharged, a series of humiliations which followed though I was rather well received in society. First of all, you get out prison, you go through the gate and then first you find that the clothes which you wear are six years old, and everybody is different. And the next thing, you haven't touched money for six years, and you don't know. You ask in the tramway how much to pay, and then people are looking at you in a funny way because you don't recognize the coins easily. Then you want to dial up your comrades and you don't know how to dial. You haven't dialed for six years. Then comes the period when you long to go back, not being prepared for discharge, you long to go back to prison. There is a tremendous amount of stimulus pressing on you. You were accustomed to being nearly in kindergarten where you had to eat with a spoon - it was a special prison, you didn't get knives, of course, you

ate with a spoon and so you ate only what babies eat, more or less liquid or that kind of food. They took you to the gent's room as in childhood. You had no problem earning money, etc. This is perhaps the least, but you were in a completely dependant childhood situation, and I must confess, although I was of course glad to get out of prison, that for many months I dreamt myself back. So this sort of preparation to discharge is surely valuable and there should be a sort of period of micro-rehabilitation, because one needs only to be a little bit paranoic and thinking to be persecuted, because you don't know that you are out of fashion, and you must defend yourself against this tremendous amount of stimulus. So surely the process of discharge, and I would say the shock of being discharged, is a thousand times greater than the shock which you get when in an airplane you lose part of your hearing because it was badly ~~air~~-conditioned, and suddenly the plane gets down and when twenty minutes later you get a tremendous noise because your ear has opened up. This is multiplied by two thousand, not only by stimulation of the ear, but of the eye, getting away from gray and drab colours suddenly a coloured world. It's a great shock and probably it has an impact on some of the weaker people to long to go back, and perhaps unconsciously act to get back. So the discharge is surely one of the most serious problems.

MEETING AJOURNED.

- - - - -

- PLENARY SESSION IV -

SATURDAY, 9 A.M., MAY 3rd, 1969

MORRIS : Ladies and gentlemen, I suggest that the last morning's meeting should be chaired by our host. It seems to me that Szabo has been, as usual, full of energy and imagination, that he is creating in Montreal one of the great training, and I think in time, research institutes in this field, and I, for one, have great respect for this effort and a great anxiety to support it, and I think that's true for all of us. I think one of the small expressions of that sentiment that you could accord him would be, despite his picking on me, insisting on his being chairman this morning, that he preside over our deliberations. So unless you have some writ of imprisonment, which I don't know about, I propose to leave the chair at the moment, and I hope, have Szabo appointed to that position by acclamation.

SZABO : My dear colleagues, this gesture was really a very kind act of confidence and friendship from you and I am really very sensitive to it. I would like to submit to you a proposal: that we send a telegram on behalf of all of us to five persons who have been working in this field, and who belong to the former generation, namely, Sellin, Glueck, Mannheim, di Tullio and Reckless. The telegram to read as follows: "The participants of the First International Symposium on Comparative Criminology recall your significant and scholarly contribution to this field and respectfully wish to tender their appreciation and greetings". I now call upon the chairman of Group I.

GIBBENS : Mr. Chairman, Group I re-considered in further detail the four or five projects or subject matters that had been discussed before, and to be brief, came up with the following conclusions. Our deliberations were very much on the question of whether such studies would be feasible and, at least in a preliminary way, how one would set about studying them; The conclusions were as follows: that first, the question of dangerousness

was still agreed to be an important one and it could be approached by cross cultural ranking of acts of dangerous behaviour as considered in those societies, and the priorities given to these dangerous acts in the view of the public, the judiciary, police and penal authorities, and the differences which emerge in different countries from these inconsistencies in relation to detention, either medical, penal or any other form of social reaction. The second topic was that the principles of the theory of learning should be applied to the incentives and disincentives used in the control of social deviance over a wide area, and particularly how these may be applied - or were applied - in the official correctional process. The third topic was on female crime, that there might be cross cultural comparisons of private, as well as official, attitudes to the status of women, and a comparison between this and those forms of deviance which are classed as criminal in different countries when performed by women. The study might be continued into a study of methods of the control of deviant behaviour in women, in non-penal ways, and what differences there were in different countries in the mechanisms of social control as applied to the deviance of women, as well as the differences in actual use of sanctions. Then we had three projects which were, so to speak, in a somewhat different category. On the subject of human rights, it was agreed that this was a very important topic. There was a great deal of variation in how one might approach the problem. The final consideration, I think it's true to say, was that further consideration should be given to the aspects of this subject as applied to youth - I think it wasn't made fully clear before - , but the attitudes of youth to human life and values should be studied, but that further work would be needed to decide what methods of study were particularly relevant in the criminological field. Fifthly, the subject of violence, both group and individual violence, was considered to be very important, but that it might be deferred, because it might be premature to decide

on how to approach this problem until the various reports which were going to come out this year have been published and have had time to be digested. Nevertheless it was regarded as a very important subject. Lastly, a new subject was raised which hadn't come up in any group, and some complaint was made, so to speak, that this important subject hadn't been mentioned by anybody, and this was research into the police - various aspects of police work. This again was accepted universally as a very important area of study, but we came to it rather late, and the great problem seems to be, of course, obtaining consent - the feasibility of studies of the police at a cross cultural level, and this would really need further investigation as to what forms of consent, what studies which were proposed could, in fact, be brought off the ground, in relation to the attitudes of different countries to their police being investigated. But first consideration should be given to those projects in studying the work of the police, which had some practical possibility of being put into operation fairly soon. So that this wasn't a subject which was discussed at length, and no specific proposals were made, but it was agreed, I think very strongly by everybody, that this is a very important area of study.

SZABO : Thank you. May I ask now that the chairman of the second group proceed?

LEJINS : The group yesterday afternoon went over all proposed research topics which were reported in the plenary session, also over its own, once more. It applied the four criteria which it worked out, and which were briefly reported in the last plenary session, and it gave five points, from zero to five points, to each of the projects on the basis of these criteria. So, you see, we tried to structure our decision. I think our group in general is very proud of this device. It was definitely the influence of French rational minds. The criteria

were, just to remind you, 1) the social visibility of the problem, or generally recognized or attributed importance; 2) the availability of research methods, techniques and instruments following those already developed; 3) the importance of the study or exploration for the basic theory of comparative criminology; 4) the importance of the problem and its study from the point of view of action, or criminal policies. On the basis of such evaluation, the group recommends the following four subjects, and in the following order of priority: First of all, the contemporary youth revolt. It was felt that the social visibility of this issue is extremely high. It seems to be a problem that concerns most of the countries of the world. With reference to methodology, a broad spectrum of social science research methods is available, but of course one has to determine for which parts of such a study which methods would be applicable, but as I said, a broad spectrum seems to be available. The importance for a general theory of criminality and deviance is great, and the availability of objective data and proper interpretations is very important for action at the present time. Now the important points which were raised in connection with the study of youth wasn't the delineation of criminal and non criminal, but rather political activities of youth, and this distinction was considered quite important. Secondly, the role of violence, and the analysis of violence as much as it enters into the picture, was considered important, and thirdly, the race, or ethnic factor, in some of the countries is supposed to be also studied. Now the problem of second priority. It is the study of sentencing, primarily from the point of view of the contrast which sentencing reveals between the precepts of criminal law and the criminal reality as we find it in society. Now the third topic was organized crime, and that topic was motivated already yesterday, in that it presents an opportunity for research in comparing countries which are quite concerned and seem to have evidence of considerable

amount of organized crime, with the countries that are on a similar stage of general development, but do not have the crime problem. The problem seems to have very high visibility - at least for some countries. This situation of comparison makes relatively easy the application of some methodologies. It seems to be quite important from the point of view of general theory of criminality, because it is a special area, a rather broad area of criminal activities, and some countries certainly would feel that some objective basis, and more data on this, is extremely important from the point of view of any action or criminal policy. Now, as the fourth topic, we suggested the bank of methods, techniques and instruments for research, and since it has been presented several times by the groups and otherwise, we did not feel we needed any particular motivation, that on our own analysis, on which we spent quite a bit of time, we arrived at quite a high pointage for this topic.

SZABO : Thank you, Mr. Lejins. May I call now upon Group No. 3. - Mr. Hall Williams.

HALL WILLIAMS : As described yesterday, Group 3 continued to see its research programme in a perspective or conceptual framework consisting of the three main stages in which society dealt with the administration of criminal justice and the treatment of offenders. These were the Getting In, Holding On, Getting Out stages - seen as a kind of input/output system. Within this framework various specific pieces of research could be fitted, using different methodological techniques. We agreed there was need for the microstudies within this macro-perspective. Also we were concerned with the need to study and compare those who didn't get into the system with those who did, those whose original behaviour might have been the same but we should study their subsequent behaviour. Also the effect on those who got into the system of the way this system defined them as deviants and the way they perceived themselves.

(A kind of double expectancy, as one of the group put it). We were interested in studying life careers and collecting biographies of criminals as one way of studying their behaviour.

We suggested that various methodologies can be employed to study various problems along the continuum. The crime statistics can be better understood by replication of indexes like the Sellin-Wolfgang Index for measurement of crime which has already been replicated in Canada and is to be replicated in Europe shortly. The use of attitude scales and survey techniques could illuminate the way in which the community defined crime and identified criminals, and how the police and prosecutors thought about these matters, and we must also study the way they handled their cases, (attitudes as well as behaviour). We were interested in the discretionary elements in the process at all stages, some because they thought it should be limited by more codification and others because they considered it should be expanded. We supported the idea of searching for and establishing "cultural equivalents" for the purpose of continuous and widespread cross-cultural comparison. To give an example, an arrest in Berlin, Paris, New York, might be different from an arrest in London. So might the definition of theft. For the purpose of study, one had to work out some approximation of a standard definition. We were anxious to have studies made of the effect of being in custody on those who were subjected to it, and the effect of discharge and release procedures. One suggestion to study comparative imprisonment rates was accepted as a small part of the whole strategy with a view to the reduction of the use of imprisonment. This would study not only legal structures of sentence, but going rates and time served.

We were acutely aware of the psychological effects of the discriminations and stimuli felt by a person as he came out of prison, and the pressures of the mass media in disseminating a system of values. We saw many offenders as prisoners of a delusional system of their own as much as society's

captives. We considered not only negative sanctions, but the use of positive sanctioning systems, and the way in which some societies tolerated eccentrics and elevated some people into saints, or honoured them as heroes. We considered the matter across time and space, which allowed us to look at different periods of history, different stages of development in society, rural and urban cultures, and different cultural responses to crime and deviant behaviour, and to explore the use of alternative civil remedies instead of criminal prosecution. In Montreal, where there was a meeting of several cultures, there were unique opportunities for cross-cultural studies of the kind we had in mind. We thought a lot about toleration as well as repression. This was our highly theoretical perspective.

To conclude more concretely, we saw the possibility of developing a strategy of research which comprehends all that has been said, and allows the use of many diverse techniques of modern social science at strategic and critical points along the way.

SZABO : Now, may I call upon the fourth group, the methodological task force, to present its report.

WOLFGANG : It's always good to hear sociology coming through a law professor so well. Our group was made up of Mr. Szalai, Mr. Grygier, Mr. Wilkins and myself, and I feel that though it would be very easy to impose my personal proclivities on the summary, I shall try very desperately to be simply a mirror of the rather bombastic session, but fascinating and I hope fruitful discussion that we had. Many of the notions of research that we discussed have indeed already been touched upon in each of the three groups that met on general topics. There is a blurred edge where the choice of a topic and the choice of a strategy to examine that topic does bleed over into the specific methodological problem. Allow me to break our discussion into two major headings. One that I call, for

lack of a better term, preliminary considerations, and the second one strategies of research. It is not a clear cut division, but I think you will catch the spirit of the way in which we proceeded. In the preliminary considerations we spoke rather vigorously about the appropriateness of a design, and the necessity to have a maximum control of the variables that research wishes to examine, and the trilogy of reproducibility, efficiency and validity - perhaps I should add reliability - were considered essential in the establishment of the design, by all of us. I might add, by the way, that I'm giving what I think is the agreement of all of us, rather than a particular dominance of one mind or another. The second point is that there should be some kind of utility notion represented in the research. Now utility is expressed in two primary ways, one in terms of scientific utility and the other in social utility. Phrases that I occasionally use, I have borrowed from the mouths of the brilliants around me at this particular meeting and I didn't record exactly who said what at particular moments, but they will recognize their pithy phrases. The satisfaction of society, the satisfaction of science, are represented by the notion of utility. The word pay-off was used, to the discontentment of one of us in the group, but what we were trying to express was the need for some kind of utilization by science itself in generating more hypotheses for further research and better understanding of the phenomenon under investigation, which in parentheses we might call the search for truth, and on the other hand, the satisfaction of society - social utility - where there is some kind of pay-off to the particular societies involved in the comparative criminological research. What generates hypotheses is different from testing hypotheses, and while we had some discussion about the difference between pure and applied research, we did not dwell upon that topic, but spent more of our concern with the differences between the richness of research that generates more hypotheses and the richness of the research in terms of providing some social utility,

some social pay-off, in improving the system. Another notion connected with preliminary considerations had to do with the imposition of socially acceptable ends in advance. Now perhaps that should really be expressed in the interrogative way: should we impose as researchers any socially acceptable ends in advance on a particular research? Posing that question among ourselves raised other issues about the responsibility of science for consequences. It was said that knowledge is commensurate with responsibility, and that whatever we do will be utilized in one way or another, and we should take commensurate responsibility for the research done; scientists should listen to, but not take over the role of responsibility in particular societies where the research would be done. That caution should be exercised at the same time in the display of existing knowledge. One could say that not all information that is acquired by reason of research and data collection is necessarily and inevitably beneficial in full display before society. Now caution should be exercised too in not over-extending that generalization by saying that we should bury the truth, but there may be occasions on which research itself, and some of the findings of research, could produce deleterious effects in a given society if thrust upon that society in too blatant and too rapid a way. Perhaps one example might be given in terms of one mentioned at the meeting. As I understand it, there is no institution - no prison for women in India. If we were to go into India and make all kinds of comparative studies about female crime, we might, in fact, cause India to produce a female prison, which could have some deleterious effects in general. The spirit was there in the sense that caution by the scientist should exist relative to responsibility for the consequences of research. Perhaps a good analogue for physical science comes with respect to atomic science development, how at the same time caution should be exercised in the display of new knowledge. At any rate, scientists should not, it was asserted, abdicate responsibility for the outcome of research and

should be aware of this responsibility at the beginning of research. Relative to the strategy of research, what I seem to have is a collection of do's and don'ts, but I hope in a little more sophisticated way. First, and there's not any particular rank or order of priority here, we should abandon random collection of data for which no purposes have been agreed upon in advance. This is what is called the anti-magpie approach. Simply collecting data, and piling data upon data, may contribute to social and statistical garbage, but does not necessarily produce a very fine pie, and we're suggesting that if they are to be collected, that as much order, system and rationale for the data collection should be provided in advance as is possible. That some end and, if possible, some researchable end, should be kept in mind in data collection.

Two, that methodologists should be invited to participate in data collection and in any research design at the outset, not in the middle of the stream and not at the end, after the data has been collected. Many of us have had such experience I'm sure, where people who have been interested in methodology after all the basic methodological decisions have been made or never made at the appropriate time. You'll forgive a group of methodologists making this assertion that methodologists should be brought in at the beginning - it's like psychiatrists saying you should have had the psychiatrist earlier, always a professional group asking that it be represented at the proper time.

Thirdly, do not choose countries for comparative criminological research merely by reason of the ease of participation or the immediate availability of the particular country. What should be kept in mind is the ideal design of the research, and the tenor of this particular discussion left me with the impression that we should seek to get the countries involved that would be major contributors to the particular research design, rather than operate in reverse,

going out and inviting countries first and then seeing how the research design can be fitted into those particular places. In so doing, we were cognizant of the fact that there are constants to be kept in mind in cross cultural research, there are variables that we want to control in research design, and there are variables that can't be controlled by anyone. We recognize that obviously there are small variances if we take countries of great cultural similarity, there are large variances when there are great differences, and that the higher the order of sophistication and data available in the countries, the lower the bias is likely to be. Now these things are all important in establishing the design of any particular research, but the original thrust of this particular point is that we should not take countries or culture areas simply by reason of the ready accessibility of the place.

The fourth point was to avoid simple matching. Now elaboration can come on this particular theme, I'm sure, by my colleagues, but it's very, very complicated. What we were trying to suggest here was simply that a simple matching basis that has characterized a good deal of research in criminology, not cross culturally, before this present moment in our history, has produced often incorrect, invalid, and incautious inferences. Quite frequently the position of simple matching process in our history of research has often produced a masking of major variables that were announced as being controlled, but were in fact not at all controlled. So that there are more inherent dangers our group felt in the traditional simple matching process than is true in other techniques of making comparisons. That is if we were to opt for any particular simplicity in the original basis by which groups will be compared or selected for comparisons, that is on a sampling and random sampling basis, stratified, random matching is possible and of course, there are various sophis-

ticated tools for producing matching that satisfy the rubrics of science in a much better way than the simple matching. Taking a few, four or five basic variables and claiming that they are alike in two separate places is not a technique that satisfies the demands for scientific methodology. We are aware, of course, that setting the parameters of similarity is necessary and boundaries are established of course that give a notion of matching, but keeping in mind that we have opted, in our particular group, for a randomization of variables wherever possible.

Fifth, was to recognize that elaborate care must be given to linguistic nuances in research. Mr. Wilkins has said that words have uses rather than meanings and the difficulties of making comparisons, even on what may otherwise appear to be a highly standardized schedule or questionnaire, can cause all kinds of disorder and disruption in a particular research if a given item is not understood in the same way in different societies. Mr. Szalai gave a fascinating example of the fact that W C doesn't mean the same thing everywhere in the world. This was a surprise to me. At any rate, I don't think it's necessary to belabour the point that as we move from one language to another in research, when even within the same languages we have these problems of communication.

The sixth point in a very short kind of sentence, simply to say that some method, some research method, can be applied to almost any problem posed. Now the types of methods, the order of sophistication, of course, will vary, but I think this is a statement of some optimism to people who may feel that a particular topic is very difficult to research, and wonder if it can be done at all, and the assertion that I am making here again is a generalization. I think our group accepted simply that some method can be applied to almost any problem posed,

and you can begin. The issue is, of course, of applying a proper mapping of appropriate tools to the specific problem under investigation.

Seven, we opt for eclecticism or pluralism and a pluralistic methodology.

Now by eclecticism we mean, I think, two things. One that a variety of disciplines can attack directly, obliquely, the same phenomena, and I think that everybody I know around this table has already said this kind of thing in many different ways. The other kind of eclecticism, or pluralism methodology, has to do with finding different techniques. The issue here is that many different techniques can be applied to the same problem, and we should not be initially arrogant about saying that a factor analysis is better than some other kind of tool in getting clusters and generalizations, that a variety of things can be used and often there is high correlation among these and that all these efforts and various techniques can be applied simultaneously.

Eight, we should keep in mind that we can also do comparative criminological research through sophisticated analyses of a kind of ethnographic sort and by participant observation, that many of these in the style of some social psychologists and anthropologists have enormous utility in a way that provides fascinating analytic perspectives on cross-cultural comparisons. Not all research has to be statistical in character, and certainly not all in its initial stages of understanding a society.

Finally, as a kind of postscript to preliminary considerations and strategies, we were at one point going to take a specific research topic that has come up here in the meeting, and push it through the gamut of various methodological tools and strategies and techniques, but our time ran out and we could not do that, but I don't think we were particularly passionate about doing it in the

first place, so unfortunately, I don't have that kind of example to present to you. We did have in this kind of postscript statement, a discussion about using developing countries and possible consequences. Now you recall that one of the primary considerations I mentioned was that of the scientist's responsibility for the consequences of research, so this is somewhat related to it. But I pull it out as a separate item because it was suggested that if primary interest in a particular piece of comparative criminological research were of more scientific utility, that is, understanding the phenomenon and generating more hypotheses for research, that perhaps it would be more appropriate to do this within the boundaries of our more developed nations and where there would be less of a sense of exploitation of a developing community. We should do it on our own doorstep, was the way in which it was expressed. If we are, in fact, making comparative research where developing countries are integral parts of our design, that we should be more conscious of the helpfulness of the assistance of the social utilities and more conscious of the consequences of such research than perhaps we need be in the developing countries, where the developing countries can absorb any of the effects of our research more readily. We said finally that political comparative analysis was not the business of criminology, at least not the business of science and our purpose of using different countries, different nations in different stages of development is to vary the variables, to control the variables, to learn more information about criminology, and not for political science. And finally, what ought to be done in this field is something on which this group of methodologists deferred.

SZABO: Thank you, Professor Wolfgang. So, we have now the four reports presenting in some sense the whole problematics which have been raised here and

discussed. I think we all see the concentrated character of all the kind of problems, theoretic, methodological and practical presented here may become a workload, not of a group like us here, but maybe for a couple of generations before we can really tackle it. So this is a little bit the spirit I would like to be ours in the discussion.

I will suggest the following procedure for the best exchange of views. I would ask you to address yourselves in your interventions mainly to three aspects of what happened here. The first is the topics, the very nature of the concept of the topics of everything that was discussed here. The second aspect is the research strategy, all problems relating to research strategy, And the third, priorities.

SZALAI: I would like to speak mainly the subject of research strategy. Cross-national comparative research on a larger scale comes in the field of criminology, somewhat late. For about fifteen or twenty years now very considerable experiences have been made in this field, following up, of course, many decades of experience of social anthropologists, of political scientists and sociologists. So I would have called to your attention the fact that as far as research strategy and all methodologies concerned, you have somewhat controlled arsenals and organizational forms already ready. It would be important, for instance, to have comparative criminology represented on the standing committee for comparative research created at the International Social Science Council, UNESCO, a body of which I happen to be a member and Stein Rokkan is the president. So, there you could get an apparatus of how to contact, what difficulties to envisage, and in some ways you wouldn't have to repeat those very bad experiences which were made by sociologists and political scientists

in this field. So one of the points which I would recommend is to get in touch with that body.

A second question of research strategy is the question of the data bank or bank of research tools envisaged and proposed here. Here again already, with a past of about ten or fifteen years, you have the Standing Committee on Data Archives, which you would have to join. And there I must refer to strategy 1. Having worked in this field and having recently for my own UN Institute begun to establish sort of data bank, I can tell you that to collect cross nationally tools, questionnaires, etc., is not very practicable if you don't arrange also for the collection of the elementary data materials on punch cards or tapes, which were produced with those questionnaires. In the publications themselves, you find only the aggregate data, mainly those aggregations of the basic data surveyed, which were interesting for that particular researcher. We want very often for other purposes to do a secondary analysis of this same data material, especially in criminology. You might want from the criminological point of view, to do a lot of such secondary research, you must see to what kind of material and how they have been applied. So I regard it as a very important and fertile initiative to have such a bank of tools, but you can't have the bank of tools without, at least to a moderate extent, having a real data bank collected, which doesn't take too much money nor too much space. But getting simply the questionnaires without seeing what they have produced, not the aggregate data in responses males and females and similar breakdowns, but in breakdowns of which the original author might not even have thought, and which you may want to look at having the data, the original elemental data at your disposal. Therefore, again I can only propose you join, in some or other form, the already existing cross national comparative organization for that, the Standing Committee on Data

Archives. So on these two points of strategy, and as a general and global strategy, I would recommend you not to repeat all those mistakes which we sociologists and political scientists have done before in the organization of Cross National Research, but try to draw from our experience.

KLINBERG: I also want to address myself to the question of research strategy, and first I'm very glad that Dr. Szalai mentioned the International Social Science Council, because I am here, in one of my capacities, as an observer for the ISSC, and like Dr. Szalai, I am also a member. Just a little correction. Stein Rokkan is not the president of the Council, he is Chairman of the Committee of the Council, dealing with the problem - I thought you said he was President of the Council, I just wanted the record to be clear, but I'm sure that he and others in the Council would welcome the cooperation of the type that Dr. Szalai mentioned. The only other point I wanted to raise now, is a reflection of the very last item, you may remember, on the list of proposed projects I presented yesterday morning. That is the setting up of some kind of continuing committee to be responsible for some of these cross national activities.

I wonder whether Dr. Szabo would speak on this point, because I'm not clear how the Institute in Montreal plans to become and to remain truly international after the dissipation of this international community which you have gathered here today. It seems to me very important that some machinery be set up for the continuing collaboration across national lines in the future. And I see problems there, because you probably would need a somewhat different committee, depending on which of the problems it is which you are planning to work on cross nationally. I wonder whether you would like to make any comments and

perhaps we could have a few minutes of discussion as to the best way of handling this particular aspect of the problem.

SZABO: Of course, any suggestion on your part would be welcome, but for the time being, my own ideas are the following: as you were told at the beginning, we are creating, in cooperation with the International Society of Criminology, an International Comparative Criminological Research Centre here at the University of Montreal, and the Centre will exist in about ten days from now, legally. The way the centre will be organized will assure a complete multi-disciplinary and multi-national and multi-cultural representation, and if I will get the same answer for participation in the Centre as I got for the organization of this seminar, I think you may be assured that we will get the support. I mean that expertise in this field is widely disseminated over the world, but not very thickly - we are not too numerous in the field of criminology. As a late comer to the sociological, political science and psychological areas, we are doing all the research for about twenty, twenty-five years, even more, in the cross cultural field. As a kind of moral principle, I have been inspired personally in every endeavour by the following: institutions are just tools. What is important is the confidence the institutions create. I'm saying that if you have to come into existence, if you have to become a working organization as we are working right now here, it will depend on the moral commitment and the confidence we will inspire and we can get together for us. I think it is the most I can say on the subject. Maybe to add one additional word - it is that this kind of open-mindedness, total open-mindedness in the field of scientific cooperation, is applied to the institutional level too. We rely and we have a relationship with all public and private organization in this field,

including the International Council of Social Sciences and specially the UN Institute for Social Defence Research in Rome, that is an institution whose endeavour is very close and overlapping in a sense with ours. I have only two hands to be extended for cooperation. I hope there will be many to seize them for this purpose.

DR. GRYGIER: Perhaps I'll return to the problem before this, the problem of suitable researches for comparative criminology. One of the problems is of course, that of priorities, but I do not think we can really put some clear priorities for research but it is probably easier to see which research can and which cannot be conducted. I feel that we possibly could put, when we disqualify some of our researches, we can put three questions, which I would prefer to formulate first in French and then in English. They are very simple. *Quoi, comment et pourquoi?* One could roughly translate it: What? How? Why?, but I would not like to use the word why, and the word *pourquoi* means also something else and I think it means maybe "to what purpose". Why looks mainly into the past, purpose extends it into the future.

I feel particularly fond of social consequences, which is why I am interested in "*politique criminelle*", in this case, in English we have to say in a more roundabout way "social policy" in the field of criminal behaviour. I do not see that we can, in fact, do any research unless we answer very clearly these three questions. What precisely are we going to study? How are we going to study it? Is there any purpose in studying it? What, in fact, are going to be the social consequences, or social benefits, or, to use Mr. Wilkins' phrase, pay-offs. Unless we have this very, very clearly defined, not only can't we do any job, we cannot also have any support from government organizations,

from foundations and so on, and quite frankly, we don't deserve it. How are we going to do it, since we disperse in a few minutes. Fortunately, we have at least an organization which has got some nucleus, and therefore we have some way of keeping together. Correspondence is not too bad, and although we have from time to time made strikes in Canada and in other parts of the world, they don't usually last too long. I sincerely hope that, especially with the energy of Dr. Szabo, we are going to be kept together, we are going to be put hard to work, and we will succeed in the end. At this moment we have only succeeded in presenting some possible topics, in presenting some criteria by which we can evaluate the research, but sometimes when we cannot see all three elements, we simply have to work harder and to think harder. When Professor Shoham suggested the topic of youth unrest, I was the one that opposed it. I opposed it because I could not see how I could do it. And I just refuse to recognize a problem unless I can answer all these three questions at once. And, more or less, he asked me to think harder, I did think harder, now I am a great enthusiast. And I tried to put this particular project through some other group. I didn't succeed. But I still think this is a topic very much worth doing. I can just see that somebody here has a newspaper describing, again, student unrest. Now does it belong to criminology at all, if it is student unrest? Crime, as defined by criminal code, is not necessarily undesirable. There are various aspects of social unrest that are, perhaps, desirable. But on the code, may I go back to Winnie the Pooh, and I remember the bear going downstairs upsidedown and bumping his head on every step, and thinking that there must be a better way, but he didn't know how, and I really feel that this applies to student unrest. There must be a better way.

WILKINS: I still have some doubts about this. I would agree that it is a very interesting topic, that it presents a lot of areas, but imagine what would happen in the newspapers around the world, the headlines: Criminologists to investigate youth unrest! Somehow I still have some moral objections on this point. Not because I don't think we could do a good job, not because I would in any way feel that this wouldn't be good for criminologists to investigate some functional deviance, because there are functional and disfunctional elements in this area. If it were not such a hot mass media issue, I'd be happy about this. But I can visualize the headlines - I can visualize the build-up of all sorts of misunderstanding and so on, and I wouldn't like at the moment my local newspaper at Berkeley to have the headline: "Criminologists Investigate Youth Unrest: Professor Wilkins Involved." No, I'm sorry, I can't see it at the moment.

FERRACUTI: Yesterday, Professor Wilkins and I tried very hard to find something on which to disagree. I must say that once again, we cannot find a subject on which to disagree. I couldn't agree more with what he just said. I know what I'm going to say is going to be unpopular, but I don't care. I think it's an important issue. At least, in my country, some of the student unrest is politically motivated and politically engineered. Are we going to study that as a criminological problem? Do you expect criminologists in Italy to face the Communist Party and its organizers, or the Chinese wing of the Communist Party, trying to turn a political problem into a criminological one? This is not really feasible.

MUELLER: I'd like to address myself to the same problem from a slightly different point of view. It's a problem on which I have been working, but not

as a criminologist, obviously. But I would like to ask Dr. Wilkins and Dr. Ferracuti a question. It is at the same time not true that this student movement has criminological implications in this sense, that it's being taken in many parts of the world as an occasion for police action, for arrest, for conviction. In other words, could we not phrase this in a way that shows that criminologists do have a role; it could be a cross national study of the role of the police, for example. And the role of the police is definitely a problem which falls into the competence, I presume, of criminologists. So that it seems to me that part of the problem is in the manner in which it is formulated. You're quite right that if you say "criminologists study student unrest", it makes it sound as if we collectively, if I may call myself a criminologist in this company, think of student unrest as a crime. But if instead we address ourselves to the legal implications or to the legal activities, or the activities of the Department of Justice, and so on, in this area, then it seems to me, we are taking a problem which is very legitimately in the field of criminology.

LEJINS: Our group, in proposing the topic of youth revolt stated, as I reflected in my remark this morning, that delineation of criminal and not criminal, rather than political action of youth is important for the understanding of proper action. And the second thing is that many of our colleagues, and I'm speaking of our colleagues from the point of view of the United States, perhaps are not aware of the fact that the concept of political crime is practically absent, with very few exceptions, from the repertoire of the thinking of American people and structuring their legal actions. Therefore the position which, and I hope my learned colleague, Norval Morris will correct me if I am

wrong, from the point of view of a very generalized American interpretation is this: that the youth can express whatever it pleases, that nobody is going to interfere as long as they are not committing criminal acts of assaulting somebody, of damaging or wilfully destroying property and so forth. And so the whole structure, for instance in the United States with reference to the control of youth can be guided only along the channels of suppression of criminal activity on the basis of the assumption that the rest, so to say, is free. Whether this is the reality or whether this is just a legal proposition, and here I stress the importance of Professor Pinatel's suggestion to study this area, that is a different question, but what seems to be, in the remark of Ferracuti and of some others, a very simplicist or simple, but for America it is sort of a simplicist proposition, well, this is after all clear. This is political activity. This is clear to many in this room, but it is not perceived that way in the United States. I'm very sure that after you give him the floor Mr. Shoham would respond to this question too.

FERRACUTI: If this can better formulate a workable hypothesis, fine. Otherwise, we have to see this problem to which Professor Lejins was addressing himself. Political behaviour is one thing, political criminal behaviour is another thing. And political behaviour is defined to us clearly now by the politics of the ruling party in different countries. Now how are we going to study this kind of thing culturally. Are we really expecting countries to open up this kind of data to us? Not very realistic. Now a topic of this magnitude is very interesting and would make headlines, but the wrong kind unless we can boil it down to something to which our tools can be applied.

SHOHAM: About modesty, there is a very good saying by a known Jewish sage:

"Don't be modest; you're not that great". As far as the question itself is concerned, I couldn't agree more with my colleague and mentor, Professor Klineberg, that even if we do not want to deave into the question of legal versus non legal social problems, the legal manifestations, the criminal acts per se, the clashes with the police, and we've the other machinery of the administration of criminal justice, by itself would be sufficient to study the whole problem on a cross-cultural basis. In other words, the problems of youth unrest do have enough formal, legal aspects to justify our kind of investigation. However, I would go even further than that. I just want to remind you that the controversy whether criminology should be bound by the legalistic boundaries or not is as old as the study itself. But this is not really the problem. What I try to stress right now is the legalistic boundaries of criminology have been broken a long time ago. We are no longer bound by the crimes known to the police. We know that this is not a real measuring rod for whatever happens in society. If we want to investigate real issues, we should realize that crimes known to the police are but a tiny hard segment of all the social problems, and the wider range of social deviance which we, as criminologists, if we want to be realistic, must apply ourselves. I do not really think that the fact that some type of social deviance or social problem is being backed by a political party or not, should deter us, because every society has political parties, and this is part of the social reality, which of course, we should not have any value-laden judgments, but we should indeed be able to investigate any kind of problem which is related to other types of social reality, political inclusive.

MORRIS: The chairman has asked me to comment on this and bridge, if I may,

to another topic. In discussing the question of the wisdom of investigation of youth revolt, it seems to me it's desirable to make a fairly sharp distinction between what a man is allowed to study and one recommends that an institute should study, and I take it that anyone around the table is free to study what they damn please. They make up their own minds about it and they - Shoham's position is entirely appropriate for Shoham - but I think it is a quite different question of whether one should advocate institutional concentration of energy, and, much as it pains me deeply, I think I have to agree with Ferracuti. Institutionally, having failed to solve some of the major problems of crime, let us solve our difficulties by turning to something else we can't solve. Very rational way to go about the problem, and narrowly defining the topic in areas where our knowledge is not very great, has proved fairly difficult, and is difficult, both in practice and in terms of political acceptance, and when one meets these difficulties, well let us turn to a larger topic that we can't solve either. Institutionally I would urge, in defining your priorities, that topics that are likely to produce contributions in an area more narrowly defined in terms of somewhat traditional crime definitions - though one has to escape from them, of course - in designing your research, is likely to be more useful. But that's a personal prejudice and fundamentally the question is one of freedom. If I get interested in this, I can study it. But I want to make a complaint, if I may, and I have the chairman's permission to do this, which is directed as much to myself as to others; when we meet in groups like this, we always talk about the interdependence of police, courts, corrections, we're working in a single system, we only know about reported crimes, we don't know about unreported crimes, that we have problems of methodology, but when plans are finally laid, we very rarely include police. We very rarely in-

clude police in terms of collaborative work with them. We sometimes talk about - with respect - the attitude of the public to the police, or the police attitude to the public. It seems to me that there would be a great wisdom, and I hope that Denis Szabo's institute will provide leadership here, in developing scholarship in what has traditionally been called police science. I think of very important questions about police response time to complaints, very important questions about police communication, very important questions for example, about police intervention in family crises situations, and developing knowledge in this area, important questions of training and recruitment of police. Here is an area, I think, of great opportunity for cross-cultural research to which we can contribute, and I hope Sir, you will take it seriously in developing your institute.

GRYGIER: I have known Norval Morris and Leslie Wilkins for about twenty years and this is the first time we disagree. True, life would be very dull if we never disagreed. I want to have a very short argument in favour of studying this topic. First of all it is not a topic about which we can do nothing. If we study it now, and I suspect that at least some of the actions of the police, of the university administration and so on, is producing more conflict than solution. If we study it now, we might possibly reduce not progress, because there is a certain mark of progress, I am sure, attached to student unrest, but reduce the amount of visible conflict and damage. If we wait, and say let us not do it when everybody is looking, let us do it after that, then first of all our subjects of investigation will disappear, and even if they did not disappear, even if we did do some retrospective study, it would be a post mortem and then I would say the third criterion that I suggested - pourquoi - to what purpose? There would be no purpose.

EDWARDS: Mr. Chairman, may I suggest we've usefully exhausted the discussion on this contemporary problem.. Earlier it was indicated that the observers be given an opportunity of commenting on what's been going on in this group for the past three days, and I, for one, would very much like to give them that opportunity.

SZABO: It was suggested at the beginning to do so, so if you would like to do it at this time, may I ask Mr. Justice Ouimet, first.

OUIMET: M. le président, mesdames et messieurs, je suis bien gêné d'avoir un tribunal si impressionnant. Je vous avoue que lorsque je suis arrivé ici c'était pour me renseigner et j'ai l'impression qu'au cours de ces deux ou trois jours, parce que, en somme, la première après-midi était pour moi un peu remplie de confusion, au cours de ces deux jours et demi, j'ai acquis quelques connaissances que j'espère mettre à profit, lorsque j'aurai moi-même à rendre les sentences, et à exprimer des concepts criminologiques du haut des tribunaux. Incidentally, I thank Dr. Szabo for having promoted me to the mythical tribunal of the Superior Court of Canada, but I am only a judge of the Superior Court of the Province of Québec. Also, the name of the committee over which I preside is the Canadian Committee on Corrections, which in French is named Comité de la réforme pénale et correctionnelle. We have chosen as a sub-title "criminal justice and corrections towards unity" - en français - Justice pénale et corrections un lien à forger-.

So you can see the attitude that our committee will be taking in making its recommendations to the Solicitor General of Canada. Namely, that we feel that corrections, of which criminology, in our humble opinion, is a part, at least a very useful instrument, corrections should be multi-disciplinary. If there is

no understanding between the police, the courts, and the criminologists, where shall we be standing? Je me demande un peu à quoi serviraient les délibérations comme celles auxquelles j'ai eu le plaisir d'assister, si vous n'en arriviez pas à des solutions pratiques. I happen to have a tendency, like Dr. Grygier, of being a little pragmatic, and I feel that its all very well to stay aloof and going on doing research "in abstracto", but you don't come to any practical conclusions; you will have good reasons for criticizing the courts who will not have been helped by the light of your deliberations. I remember also, concerning research, what Mr. Lodge of the Home Office, told me two years ago. He said, give 100 thousand pounds to a group and tell them to do research, they will come two years afterwards to ask for another 100 thousand pounds, because they have not gone into the subject as deeply as they thought they should. So, gentlemen, with all the admiration I have for every one of you, I do hope that the Institute that is contemplated in Canada, Dr. Galway's institution in Rome, and other centres of criminology, will get together without forgetting that courts need your help, that the police need your help, and I wish to thank you for having bestowed the honour to a simple judge of addressing, comme je disais tantôt, à un tribunal aussi impressionnant.

GALWAY: Thank you very much for this opportunity to say a few words. The words are really those of appreciation. Appreciation of the kind courtesy and facilities provided to all of us observers, but substantive appreciation as well. It is quite clear that in a meeting of this character, where there is the pre-structure and where a group of individuals in this relaxed environment can formulate in fact, within themselves on the basis of interaction, an advancement in the thinking, is enormously important. It brings to mind the wisdom of a policy that the United Nations has pursued from the beginning, namely, that while a great deal of international action must take place at the government

level for the advancement of policy and practice in many international areas, certainly including various social areas, that it has always been recognized that there is a special place for non-governmental international collaboration. Not, certainly, in competition with governmental efforts, but utilizing the special procedures, the special climate that is possible in non-governmental collaboration and institutions, and I think that a meeting of this character is a perfect example of that kind of development.

I would like to make another observation, also that of appreciation. This small group here certainly represents the *crème de la crème*. This is a compliment; at the same time, it's an enormous responsibility, because there are people in the world who are carrying responsibilities for the development of research, and who are being called upon by their government to analyze, to study problems and policies with a view to giving guidance to the government, who do not have the competence, do not have the facilities; and a group like this, and the setting, which will be created here in Montreal will, I believe, have a scientific, professional and moral obligation to bear in mind the assistance that it needs to render. This is, of course, an important objective that's been taken on by their own institute, in which we are working very hard to support and stimulate research competence, and by the same token, research appreciation. Someone this morning referred to the criminologists as the 'late comers', and indeed, in national planning and in national analysis, the criminologists and scientific knowledge as the basis for activities and planning is very late. The opportunity is still there, and in the limited experience we have thus far had at the Rome Institute, we are quite aware that it is not too late, however, in that these are areas of activity in which increasingly there is appreciation that programs for the prevention and control of criminality covering many areas, and very importantly, police in developing countries (since they represent such an enormous investment in the countries' control of criminality), that there is

great opportunity and increasing desire to have a scientific approach.

I would like to emphasize what I perceive here as the enormous richness of thinking that has come out. A wide variety of enormous importance. I would emphasize the optimism. I think this is one of the most optimistic meetings that I have seen in the crime field on what can be done, that the way seems to be open, that there are areas of collaboration. I would like to characterize it also that I feel that for a meeting of this character, it has been extremely practical in orientation. Extremely practical in terms of the types of problems to be solved, and finally, Mr. Szabo, I would like to underscore and compliment the group on methodology when they referred and pressed for the importance of social utility as an important and overriding factor in criminological research. This is heartening; this is not characteristic of the past, and it is not characteristic of a great deal of criminological research being done in parts of the world. Quite the contrary. And so, when a group like this singles out the social utility of its work, that itself, in my view, has made the meeting an enormous success.

SZABO: Maybe, in as much as we are only observers in a very direct way, could I ask one of the younger generation of those among us to say a word.

NORMANDEAU: If we're talking about the young generation, this is really a young Turk, since I just finished my studies a year ago. While I was talking to some of you during the Congress, talking about projects, problems, etc., I thought that we're supposed to know exactly what is criminology. But when I attend congresses, sometimes I have the impression that we don't know what is exactly criminology. It came out also, even among yourselves, when you were discussing youth revolt and student unrest, that you did not know exactly what is criminology. Not even what is a criminologist. Is it a psychologist, a

sociologist, a jurist, a psychiatrist, etc.? I am not satisfied with what has been going on here. If I want to be frank, as a young Turk, I really don't feel that we were able to pinpoint a real program. I thought that with the minds around the table here, two or three concrete research designs could have been worked out. You were not specific enough. You talked about social utility in general, without applying it to a specific problem. I feel very uneasy about that. The young Turks would prefer to take a very concrete problem and say: 'how will we go about it'. Maybe, being in the middle generation, you still think the field is not clear enough, but that's the way I feel as a young researcher.

DOUYON: Je veux dire deux mots très rapides au sujet du futur institut international de criminologie qui sera créé. Je suppose qu'au sein de cet institut il y aura une section consacrée à la criminalité de nos pays en voie de développement, et je voudrais attirer attention sur le fait qu'une chose qui serait très intéressante serait de faire porter de telles investigations sur les formes spéciales de la criminalité dans ces pays en voie de développement, et voudrais en particulier signaler deux formes qui devraient particulièrement retenir notre attention et ça servira peut-être d'hypothèse pour la recherche.

D'abord c'est la fréquence du crime rituel dans ces pays, parce qu'ils sont pratiquement inconnus dans les pays plus développés comme le Canada et les Etats Unis, et parce qu'il y a une étroite association entre certaines religions, certains cultes, et la forme de criminalité dans certaines pays. Ensuite, de voir de quelle façon ces crimes rituels, et aussi la fréquence de certains crimes politiques compensera-t-elle les crimes ordinaires dans ces pays. Alors ce sont ces deux hypothèses de recherche que je voudrais vous soumettre.

CIALE : M. le président, distingués chercheurs, je voudrais exprimer ici quelques mots de reconnaissance. D'abord, il y a 15 ans, lorsque j'ai commencé ma carrière comme psychologue au pénitencier, et qu'ensuite je me suis rendu à la société de réorientation et réhabilitation, et ensuite au département de criminologie, j'ai assisté aux efforts du Père Mailloux qui, tout seul, a été le pionnier ici, au Québec, travaillant avec difficulté, à recevoir, en quelque sorte, la collaboration du peuple. Ensuite, avec la venue du Dr. Cormier, et finalement du Dr. Szabo, qui est venu vraiment coordonner tous les efforts, nous voyons que si des hommes se mettent ensemble, on peut vraiment construire quelque chose. D'autre part, je dirige maintenant les recherches pour le département du Solliciteur Général, un développement récent, et j'espère que cet institut, ici, nous aidera à qualifier et coordonner davantage les recherches à travers le Canada, et au Québec, pour vraiment les réunir et faire ses preuves en tant que centre d'idées, centre de méthodes, et centre de meneurs dans ce domaine. Alors, je voudrais exprimer particulièrement à mon professeur, le Père Mailloux, qui a été mon directeur moral, directeur psychologique, et à mon collègue, le Dr. Szabo, qui a aidé à développer ma carrière, toute ma reconnaissance. Merci.

I would like to say a few words in English, to show the recent developments. As a psychologist 15 years ago at the St. Vincent de Paul Penitentiary, there was really nothing. The few efforts that existed had been started by Father Mailloux, and then Dr. Cormier came along, to add weight to the wheel, and then Dr. Szabo came along and coordinated all the efforts. I think this shows that where men really desire to work, we can create something. From another point of view, it has been my privilege to assist both in the development of criminology and my own parallel development in this field. I now

head the research section of the Department of the Solicitor General, and I'm really pleased that from nothing we have created something quite exciting. And I'd certainly like to see that Quebec will act, in a sense, as the intellectual centre for Canada, and will presumably be able to help us in coordinating research in Canada. I certainly would like to extend to my colleague, Dr. Szabo, good wishes for having created such an impressive symposium, which I'm sure will reflect and be bright across Canada.

PINATEL: M. le président, je vous remercie de me donner la parole, mais je pense qu'à cette heure, il n'est pas possible de faire des commentaires sur les vastes problèmes que nous avons évoqués et que nous avons simplement effleurés pendant ces journées. Je ne pense pas d'ailleurs que nul d'entre nous songe que l'on puisse arriver à des solutions et des propositions définitives; ce sera la tâche du centre international, qui, j'espère, va se développer, et grâce à l'université de Montréal ce sera à ce centre qu'il incombera sur la base des premiers matériaux, que nous lui auront apportés, de dégager les stratégies et ordres de priorité. Ce que je voudrais dire seulement, c'est que je ressens intensément que nous sommes, que nous traversons, que nous vivons, pendant ces journées, un moment dans l'histoire de la criminologie. En effet, nous avons depuis de longues années essayé de développer la criminologie à partir d'initiatives internationales dans les divers pays.

Je crois qu'à l'heure actuelle nous sommes arrivés à certains résultats, et qu'il est possible à l'heure actuelle d'envisager quelque chose qui nous permette d'aborder ces problèmes de criminologie comparée. Et il se trouve, et je m'en réjouis, qu'une personne a été au début de ce mouvement et se retrouve ici aujourd'hui. Je veux parler de monsieur le professeur Klineberg, qui, au premier cours international de criminologie qui s'est tenu à Paris en

1952, représentait le département des sciences sociales de l'UNESCO, et nous a encouragé dans cette voie. Et c'est pour moi vraiment un grand bonheur de le revoir ici aujourd'hui à une nouvelle étape de la criminologie. Cela n'est certainement pas l'effet du hasard, car je connais trop sa personnalité, sa perspicacité, pour penser qu'il a deviné, et il a senti, il a aperçu que quelque chose d'important allait se passer ici, et c'est pourquoi il nous a honoré de sa présence. Mais en tout cas, je crois qu'il y a là un symbole. Deux moments de l'histoire de la criminologie se trouvent ainsi réunis et ces deux moments nous permettent de mesurer tout le chemin qui a été parcouru depuis les initiatives timides du début jusqu'à maintenant aux grandes avenues qui s'ouvrent à nous. Mais en dépit de ce changement dans les perspectives, je crois qu'il y a tout de même quelque chose qui reste commun, et qui, à travers tous les développements que nous pouvons connaître, doit animer notre activité, c'est que au fond il y a toujours une finalité supérieure qui nous guide, nous savons que la science doit servir le bien. Nous savons que la science doit servir à la promotion de l'homme et je formule le voeu en terminant, que le nouveau centre international, dont notre ami, le professeur Ohlin, avait souhaité la création lors du 17ème cours international de criminologie ici même, que ce nouveau centre international travaille, se développe et prospère dans la même finalité apportant toujours une contribution meilleure à cette promotion de l'homme.

KLINBERG: My dear friends, you'll allow me to say just one word in French to M. Pinatel. M. Pinatel, je vous remercie vivement de cette référence si généreuse. Je suis convaincu comme vous, que nous sommes maintenant à une nouvelle étape dans le développement de la criminologie internationale, et je m'en félicite, et je félicite tout le monde ici pour ce que vous venez de faire pendant ces trois jours, et encore, mes remerciements à vous. I want to say just one word to the young

Turks, and I wish I could speak Turkish to reach them. In a three day meeting, when a group of people, all of them with their own interests and their own concerns, their own feelings of what is needed and what is unnecessary or undesirable in this field, it is really too much to hope that there will be a complete consensus, and that specific projects will be agreed upon and developed in a group of this kind, and I hope you will have a little patience. I think that out of the materials that have here been presented, Dr. Szabo and his collaborators will be able to come up with the kind of specific, clearcut, researchable projects which you are looking for. But I think I speak on the basis of a little experience at international meetings; when we can get from a group of this kind a program, it is too much to expect that we can get at the same time carefully worked out and clearly demonstrated specific projects. So I ask you please to have a little patience and I think you will get what you are looking for.

My friends and colleagues, as I just said in Turkish, it is not conceivable that we would come out with complete agreement on any single aspect of the problem, but we have delineated, I think, a general direction in which the work can go, and though we cannot agree one hundred percent at this moment on specific projects or on specific methods, I do believe that there are three points on which we are in one hundred percent agreement, and I hope I speak for all of us.

The first is to express our thanks, our very sincere thanks, to Denis Szabo and his excellent group of colleagues and collaborators here for bringing us together and giving us this chance to be with them, and making all the arrangements so delightful and in such a delightful environment, and also giving us a chance to talk with one another. Our very sincerest thanks to Denis and all of his colleagues. The second basis for unanimity, I think, is

in our expression of good wishes to him for the greatest possible success in the very important and far-reaching and world-wide program on which he is about to embark. I know that you all share these good wishes that I am expressing in the name of all of us. But third, and most important, I would like to propose a kind of unofficial, unanimous resolution, that we promise him here and now our collaboration. That we are prepared to be called upon by him, that to the limits of our capacity, we will do whatever we can to help him in his work, and that at a word from him, we will be ready to collaborate. We are, as I think M. Pinatel said, starting a new and very important movement, the international cross-cultural approach to problems of criminology, and I think that he will need many of you around the table, and I think I speak for all of you when I say that we are all ready to be called upon and eager to help in this very important enterprise.

GROUPE DE TRAVAIL

PREMIERE REUNION

JEUDI, 1er MAI, 1969

Henri ELLENBERGER -

Je propose de commencer tout de suite les discussions, mais je pense qu'il serait bon que chacun de nous se lève, tout d'abord, et indique son nom pour fins d'enregistrement.

- Shlomo SHOHAM : Université de Tel-Aviv (Israel).
- Mohamed ZEID : Centre National de Recherches Sociales et Criminologiques du Caire (R.A.U.).
- Roch TREMBLAY : Département de Criminologie de l'Université de Montréal (Canada).
- Gianni CANEPA : Faculté de Médecine, Institut d'Anthropologie de l'Université de Gênes (Italie).
- Jean PINATEL : Commission Scientifique de la Société Internationale de Criminologie à Paris (France).
- Milan MILUTINOVITCH : Institut de Recherches Criminologiques de Belgrade (Yougoslavie).
- Tadeusz GRYGIER : Centre de Criminologie de l'Université d'Ottawa (Canada).
- Peter LEJINS : Département de Sociologie de l'Université de Maryland (Etats-Unis).

....

Tadeusz GRYGIER -

Je voulais poser une question : est-ce que ce groupe va rester tel quel , ou va-t-on se regrouper selon les intérêts particuliers des participants ? - Il me semble qu'il faut nous diviser en petits groupes et traiter des sujets spécifiques sous peine de discuter pendant trois jours sans arriver à aucune conclusion concrète.

Jean PINATEL -

Je partage l'avis qui vient d'être donné; en effet, on a l'impression que la liste des projets qui nous a été présentée ce matin pourrait faire l'objet de table des matières d'un livre de criminologie, et même très au-delà de la criminologie, car il y a toute la politique criminelle qui y est incluse, avec ses références particulières au droit pénal et à la procédure pénale. Selon moi, il faut, en somme, définir ce que doivent être les études de criminologie comparée, quelle est leur finalité, et en fonction de cela, retenir certains sujets.

Henri ELLENBERGER -

Vous pensez que nous devrions commencer par définir le sujet, c'est-à-dire définir la criminologie comparée, son but, ses principes, et ses méthodes ?

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble qu'une définition générale ne nous servira à rien, et qu'il est préférable de préciser à quelle recherche spécifique chacun de nous est intéressé à collaborer. Nous avons, par exemple, deux projets bien précis , un document que j'ai reçu de Mr Mueller

concernant le droit comparé, et une proposition de Mr Wenk, qui n'est pas ici, malheureusement, de faire une étude comparée des institutions pénales. Personnellement, j'ai envoyé, bien qu'en retard, un document qui concerne les méthodes de prédiction déjà développées à Ottawa, que l'on pourrait utiliser dans une étude internationale pour élaborer des tableaux de prédiction, surtout en ce qui a trait à la détention et à la probation. En somme, nous disposons de thèmes matérialisés qu'on peut finaliser, et peut-être cela vaudrait-il la peine de se demander s'il y a d'autres projets qui nous intéressent au même degré dans l'immédiat.

Peter LEJINS -

Moi, je pense que cette réunion est une réunion de recherche. Il faut donc discuter de questions spécifiques ou concrètes, et non pas des définitions de criminologie comparée en général, et c'est pour cela que je souhaiterais que l'on commence par retenir quatre à cinq projets susceptibles d'intéresser tous les participants réunis ici.

Henri ELLENBERGER -

Il y a une question que je voudrais poser à Mr Pinatel . Le but de notre symposium est-il de nous occuper uniquement de la criminologie comparée ou bien de recherches criminologiques en général; c'est-à-dire de la recherche fondamentale, qui n'est pas nécessairement une recherche comparative, qui progresse peut-être lentement, mais qui, à longue échéance, donne des résultats les plus valables.

Jean PINATEL -

Vous avez tout à fait raison de me poser cette question et

il est bien clair que c'est la recherche fondamentale qui, pour un criminologue, est la plus intéressante. Il n'en reste pas moins que si l'on a créé un organisme spécial pour la criminologie comparée, ce n'est pas pour évoquer toute la criminologie, mais parvenir à spécifier ce que devront être les recherches en criminologie comparée. Donc, on peut adopter une méthode empirique, c'est-à-dire examiner les projets qui doivent être traités dans l'optique de la criminologie comparée et retenir ceux qui nous intéressent. Il est possible également d'explorer le champ de la criminologie comparée et à partir de là, définir des projets qu'on va envisager sur une base comparative, mais il faut rester dans le cadre de la criminologie comparée.

Henri ELLENBERGER -

J'ai posé ma question parce que dans l'énumération des projets que nous avons entendue ce matin, il y en avait, disons les trois quarts, qui concernaient la recherche fondamentale plutôt que la recherche comparée.

Shlomo SHOHAM - (1)

Je voudrais que l'on étudie tout d'abord les divers aspects de l'administration actuelle de la justice criminelle. En deuxième lieu, il convient d'examiner les différents types des problèmes de la jeunesse, la mise en cause des valeurs, selon les générations et

(1) - Les interventions de Mr Shlomo SHOHAM étant faites en langue anglaise, elles sont traduites au fur et à mesure par Mr Roch TREMBLAY.

les manifestations, en termes de comportement des jeunes qui sont sous arrestation. En troisième lieu, il faut, selon moi, traiter des aspects situationnels d'étude du crime. En effet, on s'attarde peut-être un peu trop, jusqu'à présent, aux probabilités criminelles et on ne s'intéresse pas suffisamment aux aspects situationnels. Et le quatrième et dernier point que je voudrais soulever est celui de la relation entre le crime et les autres déviations sociales.

Mohamed ZEID -

Je pense qu'on doit adopter ici une méthodologie de travail qui consistera à établir des priorités de recherches. Par ailleurs, quand on traite de la criminologie comparée, il faut également tenir compte des nouvelles formes de la criminologie, telles qu'elles se manifestent dans notre pays et dans les autres pays sous-développés. Je me propose d'ailleurs de présenter au comité général quelques sujets très intéressants pour un pays comme le nôtre. Le premier thème que je considère comme très important est celui de la stratification sociale de la criminalité, et cela en raison du fait que dans les pays sous-développés les changements de l'évolution de la société sont très brusques. Ce phénomène se traduit par l'apparition de nouveaux types de criminalité qui doivent être étudiés en vue de l'élaboration d'une politique sociale ou, ce qui est équivalent, d'une politique criminelle.

Le deuxième point qu'il faut retenir dans le domaine de la recherche en criminologie comparée, c'est le développement économique, un thème traditionnel, mais, pour nous, très important. Le développement économique et le changement social en relation, toujours, avec les nouveaux types de la criminalité, tels que, par exemple, le

crime économique et quelques crimes désignés comme les "crimes contre l'Etat". C'est là un type nouveau de la criminalité qui, selon moi, doit être étudié spécialement dans les pays d'orientation socialiste.

Le troisième point, c'est l'adaptation du traitement des délinquants aux structures sociales des pays sous-développés.

Le quatrième point que nous avons intérêt à préciser en ce qui a trait aux pays sous-développés, concerne les conséquences extralégales, soit administratives, soit sociales, de la privation de la liberté, ses nécessités et ses désavantages, ainsi que les moyens visant à les faire disparaître.

Il y a un autre problème également qui me paraît très important en ce qui a trait à l'administration de la justice; domaine qui est toujours tributaire de deux grands concepts : le concept du droit de l'accusé et le concept du droit du détenu.

- Le droit de l'accusé peut être défini comme un "minimum standart du droit de l'accusé". Or, il y a certains droits qui ne sont pas acceptés jusqu'à présent, tel, par exemple, le droit à un avocat de la défense dans la phase de l'investigation.

- L'autre droit, c'est le droit du détenu. Il n'y a pas beaucoup de recherches faites dans ce domaine, surtout en ce qui concerne l'adaptabilité du "minimum standart" du détenu à la vie sociale et économique du pays. Par ailleurs, en pays socialistes, le contexte n'est pas le même qu'en pays capitalistes, et celui des pays développés ou industrialisés diffère de celui des pays sous-développés, et il est difficile dès lors d'établir le critère du "minimum standart".

Il y a un autre thème important qu'il faudrait traiter, celui

de la validité de la participation du peuple à l'élaboration des sentences pénales. Selon moi, les recherches effectuées jusqu'à présent, à Chicago par exemple, n'ont pas réussi à fournir des résultats précis concernant la participation populaire, puisqu'on a étudié surtout la situation du jury classique au détriment des autres problèmes qui existent dans le secteur de l'administration de la justice.

Peter LEJINS -

J'estime que les deux propositions que nous venons d'entendre sont très valables, et surtout celle qui concerne la criminalité de la jeunesse. Le professeur Shoham a déjà indiqué que les conflits raciaux interviennent, en Amérique surtout, en ce qui a trait aux problèmes déjà bien complexes de la jeunesse; mais tel n'est pas le cas partout. Ainsi votre quatrième thème, c'est-à-dire la relation entre le crime et les autres déviations sociales pourrait être considérée dans l'optique des problèmes de la jeunesse; parce que la vogue des manifestations de la jeunesse est politique, c'est une déviation dans le domaine politique, mais aussi social et économique.

Vous avez entendu aujourd'hui Mr Klineberg mentionner le thème de crime politique; aussi la criminalité de la jeunesse n'est pas seulement "criminelle", mais c'est aussi une criminalité politique. Peut-être pourrait-on chercher à définir le concept de la criminalité chez les jeunes en tenant compte des distinctions qui existent entre la criminalité politique et la criminalité criminelle et en dégageant leurs divers aspects.

Jean PINATEL -

Ce que dit Mr Lejins est très valable pour l'élaboration d'une synthèse. Voyez-vous, il y a une façon d'aborder nos problèmes qui consiste à prendre comme base de départ les problèmes de criminologie proprement dits, et ensuite envisager d'en faire une étude internationale et de pouvoir comparer ce qui en résulte. Est-ce que c'est cela que nous devons faire en criminologie comparée ?

En ce qui me concerne, je crois qu'à l'heure actuelle, il y a plusieurs phénomènes de criminalité dans le monde. J'estime, par exemple, que la criminalité dans les pays en voie de développement, constitue un problème à lui tout seul qui est extrêmement intéressant et qui mérite d'être étudié. En ce qui a trait, par ailleurs, aux rapports entre la criminalité américaine et la criminalité européenne, je suis très frappé par ce que je constate en Europe. En effet, l'Europe de l'ouest est encore soumise à un processus d'américanisation dans tous les domaines et également en matière de criminalité. La violence des jeunes, par exemple, est liée exactement aux mêmes formes de revendication qu'en Amérique. Nous avons également une caractéristique de la criminalité américaine qu'il ne faut pas oublier : c'est le développement des toxicomanes avec tout ce que cela comporte. C'est ainsi qu'en Suède où je suis allé en octobre dernier, on dénombre dans les prisons plus de 30 % de détenus toxicomanes, ce qui n'était pas imaginable il y a seulement dix ans. Et en France, nous recevons en ce moment les premiers rapports de police qui ne cessent de nous signaler le développement de la toxicomanie. Il y a là, en somme, un phénomène qui s'étend de façon conforme au modèle américain.

Vous parliez des problèmes de la race et évidemment c'est un phénomène qui apparaît à priori spécifiquement américain, mais si vous voyiez, par exemple, les problèmes que nous avons en France avec nos immigrants d'Afrique du Nord, ou les problèmes qu'il y a en Angleterre avec tous les immigrants du Commonwealth, si, par ailleurs, vous voulez élargir la discussion et ne pas vous limiter aux phénomènes raciaux, mais traiter également des différences culturelles qui peuvent exister au sein d'une population donnée, à ce moment il convient d'examiner aussi certains phénomènes socio-culturels. C'est ainsi qu'en Europe se pose le problème des travailleurs immigrants qui passent d'un pays à l'autre puis reviennent dans leur pays, c'est-à-dire un phénomène qui lui aussi se développe selon le modèle américain. Et puis, dans le modèle américain, il y a la criminalité organisée. Eh ! bien, on a l'impression, fausse ou vraie, que, de même que l'Amérique exporte ses produits, elle exporte aussi sa criminalité et qu'il y a de véritables agences de crimes organisés qui se constituent en Europe. Cela a été illustré il y a encore à peine quelques jours en Allemagne où, pour affirmer son existence, une véritable organisation criminelle a pillé un entrepôt d'explosifs et l'a fait savoir uniquement pour manifester son intention de trafiquer désormais dans la région.

Pour les pays de l'Europe de l'est, je connais moins bien la question; mais il y a certainement là aussi des problèmes qui mériteraient d'être dégagés dans la même optique.

En somme, il serait extrêmement utile, à l'heure actuelle, de se rendre compte comment la criminalité se propage et comment elle est en train d'évoluer parce qu'il est bien certain que face à cela, nous

serons obligés d'employer à peu près les mêmes moyens partout. Donc, il faudrait prendre conscience du problème pour pouvoir lutter, pour pouvoir essayer de l'arrêter ou de le contenir dans une certaine mesure. Selon moi, il y a donc là un très vaste champ d'action pour la criminologie comparée. Un autre champ d'activité, complémentaire, me paraît être l'administration de la justice envisagée sous son aspect extrêmement vaste, soit, non seulement en tant que comportement, si vous voulez, en tant que phénomène ou mécanisme, mais étudiée au niveau de ce qui domine l'administration de la justice, c'est-à-dire le droit pénal dans ses règles et dans ses applications. Car, selon moi, étudier l'administration de la justice, c'est étudier aussi la validité des règles qu'elle applique. On ne peut pas dissocier la machine, je crois, de ce qui la fait marcher. Et il y a là un problème très, très important, qui est complémentaire, d'ailleurs, du précédent, et qui est celui de voir où va la criminalité et qu'avons-nous, au point de vue justice, au sens large de ce terme, à opposer à cette criminalité ?

Henri ELLENBERGER -

Monsieur Pinatel, est-ce que je peux vous demander de préciser peut-être certains points ?.

Pour le premier point, est-ce que vous proposez que l'on fasse d'abord une étude descriptive, enfin statistique, pour ainsi dire; une étude comme l'histoire naturelle de la criminalité comparée dans les différents pays et avec ses modifications d'année en année ? Est-ce que c'est cela que vous proposez comme point de départ pour une étude des causes ?

Jean PINATEL -

C'est-à-dire que je vais plus loin que l'histoire naturelle, que la pure description des faits. Il y a des phénomènes qui apparaissent en ce moment, nous les sentons; mais il s'agit encore de trouver les moyens de les appréhender et d'évaluer leur importance réelle.

Henri ELLENBERGER -

Mais ceci suppose naturellement que l'on commence par une phase de description, d'étude statistique, une phase préparatoire et qu'on étudie ensuite le dynamisme social.

Jean PINATEL -

C'est exact, et c'est bien le dynamisme social qu'il convient d'étudier.

Henri ELLENBERGER -

En ce qui a trait au deuxième point, vous proposez une étude sur l'administration de la justice dans son acceptation la plus vaste qui implique l'étude du droit pénal. Est-ce que vous proposez également une étude sur les éléments, les facteurs psychologiques, sociologiques ou autres qui interviennent dans la préparation d'une loi ?

Jean PINATEL -

C'est-à-dire que, si vous voulez, je suis depuis plusieurs années en train de me mesurer avec un problème qui est celui d'apprécier quelle peut être la valeur scientifique, à l'heure actuelle, du droit pénal, politique, sociologique. Et c'est ce que l'on disait, notamment par rapport à la personnalité, qui est une dimension à peu près

complètement inconnue du droit pénal, et si l'on approfondit la question, on se rend compte que le droit pénal a, certes, une psychologie, mais ça a été celle de la psychologie du début du XIXème siècle. C'est une psychologie atomistique qui divise en fragments et qui permet, par la suite, à partir de ces fragments, de faire une série de déductions. Alors, qu'à l'heure actuelle, c'est absolument le contraire; on considère la personnalité comme une totalité. Donc, toute l'analyse juridique, toute la politique juridique, si intelligente et si intéressante qu'elle soit, est quelque chose qui, à l'heure actuelle, est en dysharmonie complète avec ce que nous savons de la psychologie. C'est de cela donc qu'il faut faire prendre conscience afin d'introduire le concept de la personnalité dans les valeurs que le droit pénal doit prendre en considération, doit protéger. C'est cela que je vise.

Henri ELLENBERGER -

Vous proposez une étude philosophique ou, pour dire mieux, une sorte d'épistémologie du droit pénal ?

Jean PINATEL -

Oui, une étude épistémologique.

Henri ELLENBERGER -

Monsieur Canepa ...

Giacomo CANEPA -

Je suis tout à fait d'accord en ce qui concerne les sujets qui ont été proposés jusqu'ici. Je voudrais ajouter à l'aperçu de Mr Pinatel, notre proposition sur l'administration pénitencière qui

a également trait à la procédure pénale, mais examinée au point de vue de la criminologie. Plus concrètement, il s'agit de la sentence pénale qui a été l'objet d'un congrès inter-disciplinaire des quatre sociétés internationales : celles de droit pénal, de la défense sociale, de la criminologie et de l'union pénitencière, à Belagio, en 1968. Ce problème, je pense, relève de la compétence de la criminologie comparée et surtout de la criminologie, en ce qui concerne la criminologie clinique, c'est-à-dire l'examen de la personnalité, mais aussi de la criminologie sociologique, l'évaluation des processus d'élaboration et des résultats des sentences pénales au point de vue comparé. Je me rappelle que ces problèmes ont été discutés lors du congrès de Belagio qui, dans ses conclusions, a signalé la nécessité de continuer, au point de vue comparatif, ces recherches, dans le domaine du droit pénal.

Henri ELLENBERGER -

Merci, Monsieur Canepa.

Est-ce que je pourrais proposer un autre sujet ici ? J'ai eu l'occasion de travailler comme expert-psychiatre dans plusieurs pays, en France, en Suisse, et maintenant ici, en Amérique du Nord. Je constate que les expertises psychiatriques sont faites d'une façon extrêmement différente d'un pays à l'autre. Naturellement, elles ont un rôle capital en ce qui concerne non seulement la sentence donnée, mais l'avenir de l'individu qui est expertisé, ainsi que des répercussions sociales considérables. Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de faire une étude comparative sur la philosophie de l'expertise psychiatrique criminelle dans les différents pays, et les effets psychologiques et sociaux en résultant ?

Qu'en pensez-vous, Monsieur Pinatel ?.

Jean PINATEL -

C'est un sujet qui est extrêmement intéressant, extrêmement valable, mais là, je me demande s'il n'appartient pas à la criminologie tout court.

Henri ELLENBERGER -

Vous estimez que ce sujet n'appartient pas à la criminologie comparative.

Jean PINATEL -

Il appartient à la criminologie comparative, vu sous son angle le plus vaste, mais spécifiquement, je ne crois pas.

Giacomo CANEPA -

Je ne sais pas s'il appartient à la criminologie comparée, mais il est peut être intéressant de le discuter ici, parce qu'il est question d'examen de la personnalité au point de vue psychologique, et il s'agit, non pas d'étudier le problème en général, mais seulement de l'examiner au point de vue du droit pénal et de l'activité des experts psychiatriques et des orientations adoptées officiellement dans les différents pays.

Henri ELLENBERGER -

Je suis tout à fait d'accord avec vous, et je ne vois aucun inconvénient à ce qu'on intègre cette recherche spécifique dans la recherche, plus vaste, que Monsieur Canepa a mentionnée.

....

Peter LEJINS -

Je crois que les projets suggérés sont tous valables, mais je voudrais traiter de deux projets de Monsieur Pinatel.

Un des projets est celui de la criminalité organisée. Vous savez que le gouvernement des Etats-Unis est très intéressé actuellement par le problème de la criminalité organisée qui est considéré comme une priorité aux Etats-Unis. Je crois qu'il existe une profonde différence entre les Etats-Unis et les autres pays. Toutefois, comme vous l'avez constaté avec l'influence économique américaine, la criminalité organisée se propage aussi en Europe et il s'agit, dès lors, d'un phénomène d'intérêt international. Je crois donc, qu'il apparaît là, une situation idéale pour une étude comparative, en raison, entre autres, des conditions différentes aux Etats-Unis du point de vue économique, social et légal. Pour les Etats-Unis, c'est surtout un sujet très actuel. Je tiens donc à approuver ce projet, tout en ajoutant qu'il est important d'élargir le cadre géographique aux pays en voie de développement.

Peter LEJINS -

Je tiens à vous rappeler à tous que c'était un sujet traité au Congrès de Londres en 1960. Il faisait l'objet de la deuxième partie des débats du Congrès. Je crois personnellement que l'expérience des pays urbanisés, des pays industriels, est très instructive pour les pays qui sont en train de s'industrialiser maintenant. C'est donc là un projet très important, et je ne pense pas que l'on puisse prévoir un programme pour la criminologie comparative sans en tenir compte.

Henri ELLENBERGER -

Monsieur ZEID.

Mohamed ZEID -

Je voudrais dire quelque chose du problème de synthèse. Je pense qu'en Europe, spécialement, on discute des problèmes dans l'optique de l'orientation de la défense sociale et de sa philosophie. A mon avis, le problème des synthèses est toujours lié aux structures du procès pénal, c'est-à-dire à la division du procès en deux phases. Selon le principe de la défense sociale, on établit la première phase comme celle de la "conviction" et la deuxième phase comme celle des "pénalités". Mais il y a un aspect très important; celui de l'expertise qui est reliée à la phase préparatoire du procès et aussi à la décision concernant la peine. Ainsi, formant un tout, il faudrait étudier les expertises pénales dans tous leurs aspects : sociologique, criminologique et criminalistique.

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble que ma définition de la criminologie est un peu différente, et je me sens de plus en plus étranger dans ce groupe parce que même si je parle français un peu, je crois que je pense plutôt d'une façon anglo-saxonne bien que je ne sois pas anglais. Mon département de criminologie est un département tout à fait différent du département de Monsieur Szabo, où la criminologie c'est plutôt la science criminologique. Chez moi, on s'occupe surtout de problèmes bien pratiques et empiriques. Dans cette optique là, je suis vraiment plus anglais que les anglais. Ce que nous faisons maintenant, ce sont

des méthodes d'évaluation, des méthodes correctionnelles, des méthodes tout à fait empiriques et des méthodes qui vont aboutir à des décisions. Si on doit imposer, par exemple, une privation de liberté totale : la prison, ou une demi-liberté : la probation; si des institutions d'un caractère fonctionnent mieux ou, au contraire, moins bien que les autres, etc... Ce ne sont pas seulement des méthodes que nous avons déjà développées, nous avons élaboré également des schémas de prédiction, des méthodes d'évaluation des institutions; et dans cette optique là, naturellement, il y a quelques projets que l'on a déjà suggérés, tels que celui de Monsieur Wenk, par exemple, qui m'intéresse beaucoup. Il y a des méthodes que je connais, et qui sont à mon avis, valables; il y a des méthodes qui ne sont peut-être pas très bonnes pour la criminologie comparée et il y a des instruments qui sont tellement américains qu'il est vraiment impossible de les utiliser en vue d'une étude internationale. On ne pourra même pas le faire en Ontario, en anglais, car ils sont non seulement spécifiquement américains mais californiens. Il y a cependant d'autres méthodes et instruments que l'on peut utiliser et traduire, telles les méthodes mathématiques; dans ce cas là même, on ne traduit pas du tout car c'est la langue de l'ordinateur électronique. Les sujets qui sont les plus importants pour moi sont souvent traités ainsi parce que je m'occupe tout simplement des méthodes empiriques dans le système qu'on appelle ici "le système de corrections", et, en France, le système pénal. A vrai dire, se demander si on corrige le sujet dans le système correctionnel, c'est une bonne question. On ne punit pas maintenant, même dans le système pénal, mais on élabore des sanctions qui permettent d'établir certaines constantes et d'obtenir des résultats intéressants,

et c'est là un sujet qui va sûrement intéresser certains membres de notre groupe. Peut-être pourrait-on organiser des petits groupes pour discuter spécifiquement des projets qu'on peut commenter dans un cercle plus restreint que celui-ci afin d'arriver à des conclusions spécifiques.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

La criminologie doit être une science appliquée dans une société où plusieurs options sont en train de disparaître sous l'action de certains groupes. Ce qu'il nous faut trouver, ce sont des projets qui nous permettront de voir comment remédier à ces destructions ou comment définir ces groupes qui s'attaquent aux institutions en place. Selon moi, il est impossible de traiter les problèmes de façon chronologique; ce qu'il faut, c'est prendre un problème et essayer progressivement de déterminer, par ordre d'importance, les points se rattachant à la fois à la causalité des phénomènes en tant que tels et ensuite à leurs contrôles.

Mohamed ZEID -

D'après moi, quand il s'agit de la criminologie comparée, ce sont les recherches criminologiques comparées qui doivent servir de base. Mon pays mis à part, puisqu'il est, comme vous le savez, très différent étant donné qu'il comprend des régions très développées et des régions qui sont sous-développées, en criminologie comparée dans le sens pur de ce terme, on doit partir des recherches criminologiques entre les pays différents de n'importe quelle région du monde. En effet, certaines influences ont agi de façon équivalente dans tous les pays

du monde, qu'ils soient de l'est ou de l'ouest, puisque tous les pays sont plus ou moins liés aux autres. La Yougoslavie, par exemple, est un pays très ouvert, qui subit fatalement des influences extérieures. Il y a lieu de souligner également qu'on observe un changement social et culturel qui est le même actuellement pour tous les pays du monde, même si ses manifestations sont différentes. Cela est vrai pour la criminalité dans le domaine de la jeunesse qui se traduit par la délinquance des groupes, ayant ses particularités suivant les pays, mais aussi des traits communs, comme pour la violence des masses, comme pour certains mouvements d'immigration criminelle, ou criminogène. D'après moi, il faut réunir les facteurs d'influence qui sont identiques pour tous les pays du monde et sur cette base, organiser des recherches de criminologie comparée. Pour le moment, il convient, selon moi, de se limiter aux influences qui se manifestent particulièrement dans chacun des pays, puisque les pays sont de niveaux très différents et variés dans les domaines économique, social, socio-culturel, etc... Nous savons que dans le droit pénal, le droit matériel, nous avons des différenciations qui varient d'un pays à un autre, et ce sont là des particularités que je laisse, pour le moment, de côté. Mais nous avons également des influences qui sont tout à fait semblables, et d'après moi, il est possible d'organiser des recherches comparatives dans ce domaine de l'étiologie criminelle concernant tous les pays du monde, à condition de résoudre au préalable les problèmes ayant trait à la méthodologie. Tout d'abord, il faut s'entendre sur la notion du crime et de la délinquance puisque les définitions formelles varient d'un pays à l'autre et influent sur les compilation statistiques, ce qui rend impossible certaines comparaisons des données de base.

Tadeusz GRYGIER -

Même si Monsieur Shoham vient de faire son intervention en anglais, il parle comme un homme de sciences et moi je ne suis qu'un ingénieur. Monsieur Shoham a défini un problème qui est vraiment très important. Je dois avouer que, comme ingénieur, cela ne m'intéresse pas. Pourquoi ? - Parce que je n'ai pas d'outils pour le résoudre, pour arriver à une solution. Si vous me présentez un problème qui est non seulement très important, mais aussi assorti des méthodes indispensables pour le résoudre, je suis d'accord, mais aussi longtemps que ces méthodes ne sont pas élaborées, cela ne m'intéresse pas.

Shlomo SHOHAM -

Je suis d'accord.

Jean PINATEL -

Je voudrais répondre à Monsieur Grygier, lui dire que Dieu sait si la recherche évaluative nous a intéressé, et si nous avons travaillé dans ce domaine. A l'heure actuelle, nous possédons diverses techniques, diverses méthodes qui nous permettent de faire quelque chose. Mais quand nous avons commencé, nous ne savions pas comment il fallait faire les évaluations. On ne savait pas, et ce n'est que petit à petit que nous sommes arrivés à dégager diverses méthodes, et je crois que nous devons, devant chaque problème, procéder de la même façon. Nous avons un problème, nous ne savons pas le résoudre, alors nous allons essayer, c'est le propre de la recherche, n'est-ce pas, de chercher une méthode ? Et pour cela il faut être à la fois l'ingénieur et le savant : quand on cherche une méthode, il faut aussi bien l'un que l'autre.

Henri ELLENBERGER -

Monsieur Grygier, de nouveau.

Tadeusz GRYGIER -

Je suis d'accord qu'il faut parfois inventer des méthodes; on commence alors par les outils que l'on a; mais quand même il faut développer ensuite les méthodes elles-mêmes. Mais si nous n'avons pas d'indices des méthodes que l'on peut élaborer pour résoudre le problème, alors, à vrai dire, on ne peut pas avancer du tout. Le problème a beau être assez important pour nous intéresser tous, si, pour le moment, je n'ai pas de solution, il ne m'intéresse pas. Ce n'est pas la première fois que je pense aux méthodes possibles pour résoudre un tel problème parce que ce n'est pas la première fois que je réalise que c'est un problème très important, mais je n'ai rien pour le moment.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Cécile TOUTANT).

On devrait peut-être commencer par réunir l'ensemble des instruments méthodologiques utilisés dans les différents pays et essayer de faire une banque d'instruments méthodologiques, et, à partir de là, sans doute, trouver les moyens de régler les problèmes que l'on discutera par la suite et élaborer une formule d'approche.

Henri ELLENBERGER -

Monsieur Lejins.

Peter LEJINS -

Je voudrais dire quelque chose au sujet de la science crimi-

nelle normative que Monsieur Shoham a mentionnée. C'est à Monsieur Pinatel que je m'adresse maintenant. J'ai étudié en France et en Europe et je constate qu'aux Etats-Unis, on parle souvent de cet aspect du problème qui a trait aux conflits entre le texte de la loi et son application. Une loi est pensée, mais cela ne signifie rien; la chose principale est comment cette loi sera-t-elle appliquée par le juge ? Dans cette optique il y a une relation directe entre la violence de la jeunesse et son refus des formes théoriques ou légales de la justice. On donne des réponses à la jeunesse en termes de lois en vigueur et la jeunesse exige toujours les changements de la véritable situation, telle qu'elle existe. Il y a, en somme, des contradictions entre le point de vue normatif et la réalité. Dans le même ordre d'idées, on trouve chaque jour dans les journaux américains des arguments des étudiants auxquels l'Administration essaye en vain de répondre, qui se ramènent toujours à la même question : c'est la loi, c'est la théorie, mais la réalité est différente.

Henri ELLENBERGER -

Monsieur Pinatel.

Jean PINATEL -

Monsieur le Président, juste pour dire que je me suis mal exprimé, sans doute, tout à l'heure : je n'ai pas du tout pensé qu'il fallait étudier les questions d'un point de vue normatif; au contraire, je crois que dans l'administration de la justice, il faut tout de même l'étudier en tant que tuteur du comportement des juges; parce que c'est aussi un facteur qu'il ne faut pas oublier : les juges appliquent les directives, ou ne les appliquent pas, mais c'est un facteur très important et on ne peut pas dissocier les deux problèmes.

....

Mohamed ZEID -

Il me semble que je suis d'accord, cette fois-ci, avec Monsieur Shoham. Il est logique, par exemple, de commencer par réaliser le projet déjà suggéré par Monsieur Szabo et par les participants de la conférence des directeurs de recherche réunis en octobre, l'an passé, d'avoir une banque de méthodes. Mais quand même lorsqu'il s'agit des problèmes de la jeunesse révoltée, je pourrais vous offrir un des instruments que j'ai constitué moi-même : c'est un test de personnalité qui pourra peut-être nous dire quelles sont les différences de personnalité entre la jeunesse révoltée, entre les adultes qui veulent contrôler la jeunesse et la jeunesse qui n'est pas révoltée et qui existe. Quant à la force numérique de la jeunesse non révoltée, elle est probablement plus nombreuse que la jeunesse révoltée, mais comme force de frappe, il n'y a pas de comparaison : c'est la jeunesse révoltée qui est beaucoup plus importante dans le cas qui nous concerne.

FIN DE LA SEANCE DU MATIN

GROUPE DE TRAVAIL

DEUXIEME REUNION

VENDREDI, 2 MAI 1969

Henri ELLENBERGER -

Lors de la séance de ce matin, on a retenu, dans la première catégorie, le sujet proposé par Monsieur Pinatel, qui concerne la loi elle-même, la psychologie de la loi et de ceux qui l'élaborent et, ensuite, le problème des contrastes qui existent entre la loi et son application. Aux Etats-Unis plus particulièrement, lors de la promulgation de certaines lois, on ne sait guère comment on va procéder à leur application.

....

En deuxième lieu, a été proposée l'étude du droit de l'accusé et du détenu, et ensuite le concept plus vaste de la relation entre le crime et la réaction sociale en général.

Dans le deuxième groupe de sujets proposés, il y a également ceux qui concernent l'administration de la justice et notamment la poursuite criminelle du point de vue de la criminologie. Ensuite, les questions concernant le jury.

Dans le troisième groupe de sujets proposés, on a traité des aspects situationnels du crime. Monsieur Shoham a fait remarquer que l'on étudie le crime de la façon synchronique bien connue mais que l'on n'a pas étudié, jusqu'ici, la situation momentanée, où le crime survient.

En ce qui a trait au quatrième groupe de sujets, j'y inclus les descriptions d'études concernant les statistiques de la criminalité dans les diverses contrées et leur évolution, les changements survenus lors des différentes périodes, et surtout les forces dynamiques qui sont en jeu derrière ces modifications de relevés de la criminalité.

L'accent a été mis, par ailleurs, par plusieurs d'entre vous, sur la criminalité telle que recensée dans les pays en voie de développement.

Un groupe important de sujets concerne les questions relatives aux problèmes de la violence de la jeunesse qui ne sont pas nécessairement liés au précédent, autant dans le cadre de la jeunesse en général que dans celui du groupe spécifique de la jeunesse révoltée.

On a traité ensuite d'une autre variété de sujets qui concer-

ment les aspects sociaux de la privation de la liberté, ses effets individuels, familiaux et globaux.

Pour finir, on a abordé les problèmes méthodologiques, chers en particulier à Monsieur Grygier; et Monsieur Shoham a appuyé le projet de la constitution d'une banque d'instruments, c'est-à-dire d'une centrale où l'on rassemblerait des données sur les différentes méthodes applicables dans la recherche criminologique.

J'ai essayé de résumer les débats, et je demanderais maintenant aux intéressés de les compléter s'il y a lieu.

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble au'il ne s'agit pas tout simplement de méthodes, mais d'application de méthodes destinées à évaluer l'efficacité des traitements utilisés, et à établir des décisions concernant les choix rationnels scientifiquement valables. C'est pour cela que je voulais discuter des méthodes déjà existantes et de leur utilisation.

Henri ELLENBERGER -

Il s'agit alors spécialement du domaine de la pénologie, si j'ai bien compris ?

Tadeusz GRYGIER -

Il s'agit de la pénologie, mais aussi des sentences, parce que les décisions pénologiques ne sont pas seulement des décisions administratives.

Henri ELLENBERGER -

Puis-je demander aux participants s'ils veulent formuler d'autres propositions ?

Giacomo CANEPA -

Ce matin, lors de nos discussions, vous avez fait une proposition de recherche en criminologie comparée concernant l'expertise psychiatrique. Dans quel cadre avez-vous placé cette proposition ?

Henri ELLENBERGER -

Oui, Monsieur Canepa, vous avez raison, en effet. Mais je pense qu'après la remarque de Monsieur Pinatel, j'ai placé ce sujet dans le cadre, plus général, des recherches sur l'administration de la justice; disons que c'est un des cas particuliers.

Jean PINATEL -

Monsieur le Président, je crois qu'il faudrait loger quelque part, je ne sais trop où, la remarque faite par Monsieur Milutinovitch, que l'objet de la criminologie comparée est d'étudier les phénomènes et les problèmes qui sont communs à tous les pays du monde, et qu'elle doit laisser de côté ce qui n'est que particularité locale ou nationale. C'est une idée très intéressante.

Henri ELLENBERGER -

On va l'indiquer dans l'introduction.

Peter LEJINS -

Je voudrais faire remarquer que c'est vrai qu'il faut étudier les problèmes qui existent dans tous les pays, mais si on prend un pays où un problème spécifique existe et un autre pays où il n'est pas apparu, on peut comparer les deux en analysant les facteurs responsables de ce phénomène.

Henri ELLENBERGER -

En effet. S'il y avait un pays qui n'aurait pas de délinquance juvénile du tout, on pourrait se demander pourquoi et comment il est parvenu à l'éliminer.

Tadeusz GRYGIER -

Si on se réfère aux statistiques, il n'y a pas de délinquance juvénile en U.R.S.S. parce que ce qu'on appelle ici "délinquance juvénile" s'appelle là bas, "la prévention de la délinquance juvénile"; alors on envoie tout simplement les jeunes gens en Sibérie, comme prévention, et non pas en application d'une mesure punitive. En d'autres termes, on joue sur les mots...

Peter LEJINS -

Pour prendre un autre exemple; aux Etats-Unis, la criminalité organisée est beaucoup plus développée que dans d'autres pays, et on pourrait fort bien comparer les conditions des Etats-Unis avec celles des autres pays afin de constater quels facteurs sont responsables de cet état de choses.

Mohamed ZEID -

Moi, je pense à l'exemple de la violence chez les étudiants. Au Canada, les étudiants demandent la co-gestion, tandis qu'en Egypte, par exemple, ils demandent la participation à la vie politique. Il serait donc intéressant d'étudier le problème de la violence étudiante à caractère spécial, comparativement avec celle qui se manifeste dans les autres pays. Je pense que c'est bien là un sujet qui relève de la criminologie comparée

Henri ELLENBERGER -

Comment allons-nous procéder ? - Est-ce que quelqu'un aurait d'autres projets à proposer, à part ceux qui ont été discutés ce matin, ou bien est-ce que nous allons passer en revue les projets qui ont été proposés, retenir ceux qui seraient les plus aptes à être présentés à la session plénière, et établir ainsi des priorités ?

Mohamed ZEID -

Je voudrais savoir quels sont les critères permettant d'établir les priorités. Si, par exemple, nous divisons tous les pays en deux catégories, soit celle des pays industrialisés et celle des pays sous-développés, cela faciliterait le choix des critères destinés à cerner les problèmes particuliers à chaque pays ?

Nous pouvons retenir aussi comme critère de catégories, les grands systèmes; nous avons des pays anglo-saxons, des lois anglo-saxonnes et nous avons les pays d'Europe, les pays socialistes. Je crois que l'on peut établir là des catégories distinctes en fonction du droit comparé.

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble qu'il y a peut-être deux critères fondamentaux : celui de l'importance d'un problème et celui de l'utilisation pratique des méthodes destinées à l'étudier, méthodes qui existent déjà ou qui peuvent être, relativement facilement, développées. Ces deux critères sont parfois en conflit, puisque, pour certains problèmes importants on n'a pas élaboré encore de méthodes de recherches valables et vice versa, mais ce n'est pas là une règle générale.

Jean PINATEL -

Ce que dit Monsieur Grygier est tout à fait exact : il y a ces deux critères là, et il y en a un troisième aussi : c'est la demande qui peut être satisfaite. C'est ainsi, par exemple, que, comme le disait Monsieur Lejins ce matin, la criminalité organisée est un sujet susceptible d'intéresser hautement les gouvernements et nous devons en tenir compte.

Tadeusz GRYGIER -

Je voudrais parler d'un test de personnalité que j'ai développé et qui a été traduit en anglais, en français et en italien. A quoi doit-il servir ? Et bien il me semble que l'on comprend le problème un peu mieux quand on comprend les personnalités qui sont en conflit. Dans ce cas là, ce sont des personnalités de jeunes contestataires et de ceux qui ne sont pas révoltés. Aussi, puisqu'on sait déjà quel est le développement de la personnalité parce qu'on a des statistiques de l'âge, on peut prévoir si la structure des gens qui sont maintenant en révolte va changer automatiquement suivant la progression de l'âge, ou non. Est-ce qu'on peut s'attendre à la solution du problème tout simplement parce ce qu'on appelle "la maturité" ou "la rigidité" ? - C'est là un autre point de vue dont il faut tenir compte. Il y a également la méthode d'évaluation proposée par Monsieur Goth, de Californie, qui s'appelle, en anglais : "adjective check list", soit une liste d'adjectifs qu'on peut relever pour décrire sa perception du soi-même, son "self concept" ou "image de soi". Il me semble que cette image du soi est très importante dans ce cas là parce que l'on comprend très bien que la jeunesse révoltée a une image de soi qui est

vraiment tout à fait opposée à l'image perçue par l'autorité. Nous avons donc déjà deux méthodes que je propose : une que j'ai développée et une qui a été développée par quelqu'un d'autre. Il me semble que lorsqu'on dispose des méthodes, on peut comprendre un peu mieux les conflits et examiner les possibilités d'action sociale susceptibles de les atténuer. Par ailleurs, puisque "tout comprendre, c'est tout pardonner", le fait de comprendre mieux une situation de conflit permettra peut-être de créer une atmosphère de tolérance qui n'existe pas en ce moment, ce qui demeure probablement une des causes du conflit, à l'égard d'une autre structure de personnalité, d'une autre échelle de valeur. En somme, d'une façon plus générale, au niveau des problèmes pour lesquels il n'y a pas encore de méthodes de recherche, il y a parfois quelques mesures que l'on peut employer dans l'immédiat dans le contexte d'une recherche internationale de criminologie comparée.

Henri ELLENBERGER -

Nous allons essayer maintenant de résumer les critères qu'il faudrait employer pour déterminer la priorité des projets.

Monsieur Shoham, vous avez l'air de considérer que tous les critères se recouvraient plus ou moins ?

Slomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

Selon moi, il y a consensus au niveau des critères. C'est ainsi que Monsieur Zeid nous a parlé tout à l'heure de la révolte chez les jeunes et de la révision complète des causes de ce phénomène; en somme, dans cette optique, les critères seraient la visibilité des

problèmes. Il faudrait donc dégager les problèmes tels qu'on les retrouve dans tous les pays, ensuite les méthodes qui sont à notre disposition, soit le critère proposé par Messieurs Grygier, Lejins et Pinatel et un critère que j'ai ajouté, à savoir les connaissances acquises sur le problème.

Peter LEJINS -

Je voudrais seulement poser une question : comment ce dernier critère doit être évalué ? - Est-ce en fonction des renseignements déjà disponibles ?

Slomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

Il semble préférable d'ouvrir des horizons nouveaux parce qu'au moment présent c'est un des moyens disponibles pour éviter les erreurs qui ont été commises antérieurement par ceux qui ont travaillé dans certains secteurs. On pourrait ainsi éviter la confusion de langage déjà évidente concernant les thèmes qui ont été exploités jusqu'ici dans le domaine de la criminologie, et par conséquent opérer sur un plan vraiment trans-culturel tout en tenant compte, bien entendu, de la nécessité de modes uniformes de traduction.

Tadeusz GRYGIER -

Ce n'est pas seulement la traduction que je voulais faire, mais peut-être parce que le problème d'une nouveauté, le critère d'une nouveauté, n'est pas celui qui va décider s'il faut adopter un sujet comme projet de recherche ou non; dès lors il est peut-être préférable de retenir le critère mentionné par Monsieur Lejins qui consiste à

traiter des aspects qui découlent d'un phénomène nouveau ayant une importance fondamentale pour la recherche criminologique en général et la criminologie comparée en particulier.

Milan MILUTINOVITCH -

D'après moi, il faut faire une sélection parmi ces critères. En premier lieu, je placerais le critère d'importance du problème et en second lieu, celui de sa portée au niveau des répercussions plus ou moins significatives selon les divers secteurs.

Henri ELLENBERGER -

Nous allons maintenant essayer de résumer les critères qui ont été choisis avec le consentement général. Est-ce que nous serions d'accord si nous disions qu'il y a d'abord l'importance du problème en tant que tel et de ses répercussions, deuxièmement la disponibilité des méthodes appropriées de recherche et troisièmement il y a le problème de la nouveauté relative du problème; le quatrième critère serait celui de l'intérêt du problème du point de vue de la criminologie comparée.

Peter LEJINS -

Malheureusement, je dois ajouter que tant que nous ne définissons pas dans quel sens on emploie le critère de nouveauté, je ne crois pas que l'on puisse l'envisager. J'estime qu'il faut retenir la visibilité sociale qui signifie l'importance d'un problème et surtout la méthodologie, en second lieu, puis en troisièmement, l'importance de la recherche pour le développement de la discipline de criminologie comparée.

Henri ELLENBERGER -

Quelqu'un a-t-il encore une remarque à ajouter ?

Tadeusz GRYGIER -

Oui, encore un autre critère, celui de l'utilisation du projet dans la politique criminelle.

Henri ELLENBERGER -

Alors, ce serait le quatrième critère. Est-ce que nous serions d'accord pour avoir quatre critères ? - Premièrement : l'importance du problème telle que définie par la visibilité sociale; deuxièmement : la disponibilité des méthodes; troisièmement : l'intérêt du point de vue de la criminologie comparée, et quatrièmement l'utilisation du projet dans la politique criminelle. Alors voilà les propositions que nous pourrions faire demain matin, à la séance plénière.

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble que le problème de la jeunesse révoltée est déjà d'une grande visibilité sociale et d'une grande importance, autant pratique que théorique, donc il est vraiment très intéressant pour les criminologues et surtout pour la criminologie comparée. Par ailleurs, il s'agit là de phénomènes qui sont conçus comme des problèmes sociaux dans une culture, comme des crimes dans d'autres, et comme des maladies dans une troisième, et cela avec des conséquences qui sont tout à fait différentes, il va sans dire, au niveau de la répression. Il s'agit donc là d'un problème que l'on pourra peut-être explorer à fond, non pas à cette réunion, mais tout simplement par liaisons avec le nouveau Centre de Criminologie Comparée de Montréal.

Jean PINATEL -

Je crois, puisque nous sommes réunis, que l'on pourrait faire une petite expérience qui serait d'attribuer cinq points à chaque critère,

en notant les sujets. Chacun va donner sur chaque sujet ses notes et nous allons faire un classement. Ce serait intéressant comme expérience.

Henri ELLENBERGER -

Alors, maintenant, puisque nous avons défini les critères, nous devons passer à la cotation, si possible, des différents problèmes à l'aide de ces critères. Le premier de ces problèmes, Monsieur Grygier vient d'en parler. Le premier groupe de ces problèmes, c'était les problèmes qui se rapportaient principalement à la loi, n'est-ce pas ? La psychologie de la loi. Monsieur Pinatel, voudriez-vous redéfinir le problème tel que vous l'aviez annoncé ?

Jean PINATEL -

Ce matin, j'avais parlé de ce problème en relation avec celui de l'administration de la justice. J'avais souligné que dans l'étude de l'administration de la Justice en tant que comportement, il y avait comme facteur de ce comportement, les tables de la loi; ce que la loi permettait ou défendait aux juges de faire. Et alors dans cette perspective là, il est d'un grand intérêt de comparer les concepts du droit pénal avec les données scientifiques actuelles, aussi bien en criminologie, que dans les sciences de l'homme, d'une manière tout à fait générale, pour voir dans quelles mesures ces concepts peuvent encore avoir une validité.

Peter LEJINS -

Est-ce que vous pourriez donner un exemple se rapportant à ce sujet ?

Jean PINATEL -

Oui, il y en a beaucoup. Par exemple, un concept très simple,

c'est le concept de tentative en droit pénal. Eh ! bien, le concept de tentative en droit pénal a été construit selon des données empiriques qui cadrent assez bien, je dois dire, avec ce qui se passe lorsque l'on est en présence d'un criminel professionnel vraiment arrivé à la maturation criminelle et ce concept de tentative ne vaut absolument rien lorsque l'on se trouve en présence d'un délinquant occasionnel. Ce qui fait que les solutions sont mauvaises.

Parmi les autres critères, il y a, bien entendu, celui de l'intention

Peter LEJINS -

Est-ce que l'on ne peut pas mentionner ici, par exemple, le concept de récidive, la différence entre le concept légal et le concept psychologique de récidive ?

Tadeusz GRYGIER -

Malheureusement, j'ai une expérience avec le concept de récidive. J'ai assisté à un congrès international à Londres où on a discuté de la définition de la récidive toute la semaine et tous les gens qui discutaient dans cette section considéraient qu'elle était vraiment très importante puisque les autres sections du congrès ne pouvaient continuer leurs débats sans cette définition et pourtant nous ne l'avons élaboré qu'à la dernière minute, quand on avait déjà cessé toutes les réunions.

Giacomo CANEPA -

En ce qui concerne les exemples, je voudrais ajouter à l'exemple de Monsieur Pinatel, les tentatives faites dans le domaine de la vérification du concept d'imputabilité. En tant que médecins, nous nous som-

mes aperçus, sur la base de notre expérience, qu'il ne s'agit pas d'un problème de responsabilités morales, mais d'un problème qui va, de plus en plus, s'encadrer dans le domaine du traitement, de la fonction, du traitement spécifique adapté à la personnalité individuelle.

Henri ELLENBERGER -

Cela fait déjà quatre exemples qui sont exposés, et on pourrait en citer d'autres; de tentative, de témoignage, de récidive

Le deuxième sujet qui avait été proposé concernant la loi, c'était le contraste entre la loi, telle que le législateur la définit et la vote, et puis l'application de la loi, telle que la jurisprudence l'établit.

Peter LEJINS -

Je pense que c'est la différence entre la loi du point de vue normatif, l'interprétation du songe du législateur et la réalité légale, ce que vraiment cette loi signifie en réalité. J'ai utilisé l'expression que Monsieur Shoham a utilisée puisque je crois qu'il y a une différence entre ce problème et le problème de la révolte de la jeunesse, le problème de toutes les révoltes parce que les réponses qui sont données dans des termes de normes ne sont pas acceptées par ceux qui se révoltent. C'est le contraste entre le sens normatif des lois et la réalité légale.

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble que Monsieur Shoham a dit que le problème de la jeunesse révoltée est un problème que l'on conçoit maintenant d'une fa-

çon tout à fait nouvelle, comme un problème d'interaction, plutôt, défini, par exemple, par la loi. Presque tout ce qui est conçu comme crime, est conçu comme quelque chose qui était un phénomène neutre ou même un comportement qui nous inquiète parce que nous ne savons pas très bien si ce comportement est vraiment un crime, ou si c'est un comportement nouveau dans un stade d'évaluation. Ce n'est pas tout à fait la traduction exacte, mais il me semble que j'ai compris la pensée de Monsieur Shoham.

Henri ELLENBERGER -

Le problème que l'on vient de soulever c'est celui de la relativité de la notion du crime, mais n'est-ce pas là plutôt un problème philosophique que scientifique ?

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble que c'est un problème technique important pour la criminologie comparée et puisqu'il s'agit d'interaction, il faut utiliser des mesures qui peuvent jeter quelques lumières sur ce phénomène d'interaction, c'est-à-dire qu'il faut examiner non seulement les réactions des révoltés mais aussi celles des représentants des institutions contre lesquelles cette révolte se manifeste. Donc, selon moi, c'est un problème philosophique, mais aussi théorique et méthodologique.

Peter LEJINS -

Je voudrais ajouter que dans un sens philosophique ou théorique, la distinction entre un crime criminel et un crime politique doit être trouvée, et cela en fonction des distinctions établies au préala-

ble. Si la question de la relativité peut être invoquée, alors c'est un crime politique; si on a une opinion absolument négative, alors c'est un crime criminel. Au moins, c'est une orientation générale utilisable pour développer des théories.

Slomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

En somme, il ne faut pas seulement s'attarder à étudier les termes légaux, mais tenir compte également d'un contexte social donné. Pour appuyer cette thèse, on peut citer l'exemple de Liverpool qui a été considéré, à une certaine époque, comme la ville la plus délinquante d'Angleterre; mais à compter du moment où les adultes se sont identifiés aux comportements de jeunes, ces comportements ont cessé d'être qualifiés de délinquants et Liverpool a cessé d'être la ville la plus délinquante d'Angleterre.

Jean CANEPA -

Il y a aussi le poème de Lafontaine selon lequel "suivant que vous serez puissants ou misérables, les jugements des Cours vous feront blancs ou noirs."

Tadeusz GRYGLER -

Est-ce que je pourrais vous proposer un autre projet, parce qu'à vrai dire, nous avons discuté d'un projet seulement. Nous avons discuté un peu, mais très superficiellement, des projets qui relèvent du droit comparé, mais c'était surtout le problème de la jeunesse révoltée que nous avons traité à fond.

Ce que je voulais proposer, c'est, à vrai dire, deux projets

Celui de Monsieur Wenk, du N.C.C.D., concernant l'évaluation des styles, ou des climats, des institutions pénales où certaines mesures sont déjà proposées, tandis que d'autres peuvent être élaborées. Il semble bien qu'il y ait des institutions qui sont plus efficaces que d'autres et qui ont un autre schéma d'opérations. Comme je l'ai déjà mentionné, théoriquement, il n'y a pas de délinquance juvénile en Union Soviétique, bien qu'en pratique ce soit faux, mais il n'en reste pas moins que, quand j'ai visité la Yougoslavie, il me semble que là, la diminution de la délinquance juvénile est réelle. Ce n'est pas par définition, me semblé-t-il, que la délinquance existe.

Henri ELLENBERGER -

Monsieur Grygier, ces questions que vous soulevez sont à l'ordre du jour, mais elles sont mentionnées un peu plus loin, et il faut que nous épuisions d'abord la première partie.

La quatrième question, d'ailleurs, concerne les crimes et les déviations sociales, et nous l'avons déjà pratiquement discutée à l'instant.

Il y a un autre projet qui avait été soumis, c'est celui des droits de l'accusé.

Mohamed ZEID -

Selon moi, il faut traiter surtout du droit des accusés dans l'ensemble de la procédure pénale dans la phase d'investigations et dans celle, en particulier, de l'exécution de la peine et du traitement.

Henri ELLENBERGER -

Je crois que ce sont là des problèmes qui se posent partout

et qui sont peut-être plus importants qu'on ne le croit. Je me rappelle avoir vu, une fois, dans une prison américaine, un détenu célèbre qu'on a appelé "le prisonnier d'Alcatraz". Il m'a raconté, et il avait écrit un livre sur ce sujet, qu'il avait passé plusieurs années à élaborer une proposition de réformes pénales. Il a envoyé son manuscrit qui a disparu dans un tiroir et il n'a jamais pu obtenir sa restitution. Alors ça pose le problème des droits d'auteurs. Est-ce que le détenu ne jouit pas des droits d'auteurs comme n'importe qui ? ... Doit-on admettre qu'un détenu peut passer plusieurs années à écrire un livre et que ce livre puisse disparaître, soit confisqué, soit perdu, sans qu'il n'ait aucun droit de recours ?...

Tadeusz GRYGLER -

C'est un problème exceptionnel.

Henri ELLENBERGER -

Les quatre critères que nous avons mentionnés ne s'appliqueraient pas alors à ce problème là.

Est-ce que nous passons au chapitre suivant : celui de la poursuite judiciaire, ou de la conception de la loi du point de vue de la criminologie, et aux projets qui s'y rapportent ?

Jean PINATEL -

Je voudrais signaler qu'il y a deux projets mentionnés sous le titre "la loi", soit celui que j'avais proposé et celui de Monsieur Lejins sur le contraste qui existe entre les concepts, disons pénaux, et les données scientifiques concernant leur application.

Henri ELLENBERGER -

Donc, deux des sujets proposés ont déjà été discutés. Quelqu'un, Monsieur Zeid, je crois, a proposé également des études sur le jury, mais dans un cadre plus général.

Mohamed Zeid -

En effet, nous connaissons tous le problème de jury, aux Etats-Unis spécialement, mais il y a de nombreux aspects de ce problème, parce qu'en Europe il y a le système des Cours d'Assises. Est-ce que ce système pour le droit positif ou pour la Société en général, est valable dans le contexte de la justice sociale ? - A Chicago, il y a 15 ans, on a fait un projet publié en deux volumes, mais on ne pouvait étudier le système de jury dans les détails parce que c'est un système très fermé. Dans la chambre de consultations, le jury fait ce qu'il veut, personne en dehors ne sait quel est le véritable mode d'élaboration de la décision. On connaît seulement la condamnation. Je propose, pour ma part, de faire une étude comparative, destinée à évaluer la participation du peuple à l'application et à l'administration de la justice. Est-ce que le système classique du juge, seul, est valable au même titre que celui de la participation du peuple qui siège comme jury tandis que le juge dirige uniquement la bonne marche des débats. Il y a beaucoup de congrès qui ont étudié ce problème, mais seulement au point de vue théorique, et la seule recherche empirique disponible est celle de Chicago.

Jean PINATEL -

Cela a son importance sur le plan de la politique crimi-

nelle et du code pénal, d'une manière générale. Maintenant, au point de vue purement criminologique, c'est quelque chose d'assez restrictif car nous saisissons l'effet nous-mêmes en tant que comportement; or, là, nous ne pouvons pas étudier le comportement puisque, précisément, les délibérations du jury sont secrètes. Alors, que peut-on faire dans ce domaine là ? - On peut voir les choses de l'extérieur et étudier les variations de décisions des jurys selon les cas qui paraissent approximativement semblables, etc... Mais je pense qu'il va nous échapper, toujours, une très grande partie, et on risque de tomber, selon moi, dans une criminologie approximative et peut-être dans une criminologie réformatrice, comment dirais-je, engagée, ce qui est assez mauvais comme position.

Henri ELLENBERGER -

Vous voyez surtout des difficultés d'ordre méthodologique et pratique.

Jean PINATEL -

Nous avons le même problème avec le juge d'instruction.

Nous voudrions, sans doute, étudier le comportement du juge d'instruction, mais on ne peut pas pénétrer dans son cabinet pendant qu'il siège, ce qui fait que nous ne savons pas comment les choses se passent. Il y a, bien entendu, les autobiographies des juges d'instruction, mais est-ce suffisant ? ... J'en doute ! Il est vrai que les délibérations sont secrètes dans la chambre du conseil, mais il est vrai également que nous avons la possibilité d'examiner les sentences et de faire des comparaisons concernant les motivations personnelles par rapport aux motivations qui ressortent des sentences ...

Mohamed ZEID -

Je suis d'accord, il y a un problème méthodologique, mais pour la Société, est-ce que c'est important ? - Ce qui compte, c'est de savoir si la justice est appliquée. C'est un grand problème qui doit être étudié; je suis d'accord, c'est un problème réformiste, mais dans l'intérêt de la Société, on doit l'explorer. L'administration de la justice applique-t-elle toujours la justice ? - A mon avis, on doit trouver l'instrument indispensable pour étudier cela.

Peter LEJINS -

Cette question de contrastes entre le sens normatif et la réalité légale, est à vrai dire, relative. Par exemple, on a toujours affirmé que lorsqu'une loi prévoit la peine de mort, les jurys ne trouvent jamais l'accusé coupable parce qu'ils ne veulent pas le condamner à la peine capitale. Là où la peine de mort existe, aux Etats-Unis entre autres, on pourrait exécuter théoriquement 110.000 personnes par an. Or, pendant certaines années, personne n'a été exécuté. Dans tous les cas, les décisions des jurés sont l'expression des attitudes réelles du peuple, par opposition au sens normatif de la loi, et c'est là peut-être un problème qui entre dans la seconde partie de notre discussion.

Henri ELLENBERGER -

Le temps presse, malheureusement, et nous ferions peut-être bien de passer aux groupes suivants de questions, soit celles qui concernent la criminalité proprement dite et la typologie du crime. Je crois que c'est Monsieur Shoham qui a proposé des recherches sur les aspects situationnels du crime, n'est-ce pas ?

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

On sait qu'il y a des facteurs de personnalité et des facteurs sociaux qui prédisposent à la délinquance et plusieurs recherches, dont celle de Monsieur Grygier, l'ont prouvé. Mais il y a des délits où d'autres éléments interviennent, comme c'est le cas pour le crime passionnel. Il faudrait essayer d'investiguer dans ces cas-là quels sont les facteurs précipitants.

Henri ELLENBERGER -

Je crois que ceci peut s'insérer dans un ensemble de recherches plus vaste. D'abord là-dessus, je crois que le criminologue allemand Von Hentig, a abordé, dans son traité, certaines situations, où il attribue un grand rôle au hasard, et aux facteurs tout à fait imprévisibles. Mais, pour autant que je sache, il ne s'agit pas des études systématiques, mais plutôt de collections de documents. On trouve le même problème en psychiatrie et en médecine psychosomatique, pourquoi telle maladie arrive à tel moment ? C'est une chose que les psychosomaticiens ont étudiée. Il y a aussi une étude psychiatrique en psychologie collective, très intéressante, qui a paru, il y a une dizaine d'années, sur les effets psychopathologiques des tremblements de terre au Chili. Et, chose, curieuse, on a cité le même tremblement de terre qui a eu lieu au même moment dans plusieurs villes différentes et les effets ont été différents. Dans une certaine ville, on a vu particulièrement plus de manifestations d'anxiétés aiguës, tandis que dans une autre ville, des manifestations de confusions et ainsi de suite, ce qui indique qu'il y a un élément, une sorte d'épidémie psychique qui se produit. Je me demande si ce n'est pas le cas dans les écoles dont on citait tout à l'heure les exemples.

Tadeusz GRYGIER -

Je voulais ajouter quelque chose à ce qui a été dit par Monsieur Shoham. Il me semble que ce changement d'orientation correspond peut-être au développement de la psychanalyse. Celle-ci s'occupait toujours des facteurs qui prédisposent à des névroses. On cherchait la cause des incidents qui étaient à l'origine de la maladie. Il semble bien qu'actuellement la psychanalyse s'occupe de plus en plus des effets immédiats des événements qui peuvent provoquer la névrose et que l'on s'efforce de traiter la maladie dès son apparition, puisqu'il paraît qu'à ce stade, cela est beaucoup plus facile. Il va sans dire que c'est là une approche beaucoup plus pratique quand il s'agit des facteurs de situations. Il est bien possible en effet qu'au lieu d'avoir le système de prévention pendant l'enfance on pourra désormais prendre des mesures juste avant la crise et prévenir ainsi des réactions malades qui sont définies, tantôt comme un crime, et tantôt comme un phénomène social. Mais dans ce cas là aussi, il me semble qu'il y a un lien entre ce que vous proposez comme facteurs de situations et votre première suggestion concernant la jeunesse révoltée. Ce ne sont pas seulement des facteurs qui prédisposent la jeunesse à la révolte, mais aussi des facteurs de la situation qui produisent la révolte exagérée, avec incendie, blessures, et autres délits de même gravité.

Peter LEJINS -

Je trouve que la proposition de Monsieur Shoham est très intéressante, mais aussi très difficile à réaliser, parce que si l'on envisage deux situations comparables, soit celles de deux universités au cours de la même année, on s'aperçoit que les données de base demeurent

rent sensiblement différentes. Parfois c'est l'action qui détermine les causes de certains actes, et dès lors il s'agit de recherches qui relèvent de la théorie générale des causes et non pas de la criminologie.

Jean PINATEL -

J'estime, moi-aussi, que la suggestion de Monsieur Shoham est intéressante, mais je voudrais rappeler tout de même que certaines études ont été déjà faites dans ce domaine, dont celles présentées lors du congrès de criminologie de 1950 sur les situations, qui ont démontré qu'on ne peut cerner le problème uniquement par une approche objective. Si vous voulez évaluer les situations, vous risquez de tomber dans des erreurs grossières car la situation ne joue dans la dynamique du crime, que dans la mesure où elle est vécue. Ce qui fait que la même situation ne produira aucune réaction effective à un moment donné sur une personne donnée, mais, un jour ou l'autre, elle sera vécue sur un mode absolument dramatique et va entraîner, chez la même personne, le passage à l'acte. Donc, il faut se méfier beaucoup de l'étude objective de ces situations là. En revanche, si vous voulez entreprendre une étude clinique, alors je crois que c'est un des domaines passionnants qu'il faudrait absolument explorer.

Henri ELLENBERGER -

Est-ce que nous passons à la question suivante ? Vous avez proposé, ce matin, que l'on organise des recherches sur le crime organisé.

Peter LEJINS -

Je partage d'ailleurs votre opinion; c'est là un problème reconnu aux Etats-Unis, autant par le gouvernement que par beaucoup d'organisations.

En ce qui a trait à l'intervention de Monsieur Pinatel concernant la propagation de certaines formes de criminalité américaine en Europe, il faudrait, selon moi, explorer la situation de contrastes. Etant donné l'absence relative de certains de ces crimes, grâce à la méthode de contrastes, on pourrait très bien étudier ce problème. Cela serait très intéressant pour la théorie générale de la criminalité. Je crois que la visibilité est grande et que la méthodologie est là. Du point de vue de la politique criminelle, c'est très important et c'est aussi important du point de vue de la théorie de la criminologie comparée.

Tadeusz GRYGIER -

Malheureusement, je prévois quelques difficultés. Quand le crime est peu organisé, peut-être pouvons-nous l'étudier; mais nous avons des difficultés quand les criminels sont mieux organisés que les gouvernements. Il me semble, par exemple, que lorsqu'on affirme qu'il n'y a pas de crime organisé en Europe et puis quand on constate que le crime organisé aux Etats-Unis est plutôt d'origine italienne, on ne peut que conclure que des réseaux existent aussi en Europe. Seulement c'est là, tout simplement, une question de données disponibles. On connaît beaucoup mieux le crime organisé aux Etats-Unis qu'on ne le connaît en Sicile, et pour ma part je suis persuadé qu'il existe également en Union Soviétique, sans qu'on l'admette cependant.

Peter LEJINS -

En tant que criminologue, je ne pense pas que la criminalité aux Etats-Unis ait quelque chose à faire avec la nationalité. Je crois que les conditions sont là. Ce sont des conditions très générales; la participation dans le crime organisé par de nombreuses personnes de différentes nationalités. Il est prouvé maintenant que son origine italienne est simplement une notion populaire. Les recherches des experts telles qu'effectuées aux Etats-Unis, démontrent uniquement que la participation des gens d'origine italienne, au crime organisé, est plus élevée, mais que le crime organisé existe dans tous les milieux.

Giacomo CANEPA -

Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit. Je pense que l'initiative est italienne, mais l'organisation demeure américaine. En Europe, le champ des activités du crime organisé est trop restreint et les membres de ses réseaux éprouvent la nécessité de s'emparer du marché américain. En ce qui concerne Montréal, je me rappelle qu'en 1965, à l'occasion du congrès international de criminologie, on avait discuté ce problème avec des journalistes et avec le ministre de la justice et qu'on a constaté que l'un des plus importants experts juristes de Montréal dans les affaires criminelles, juge de la cour d'appel, est un italien d'origine. On prétend, en outre, que tout ce qui se produit aux Etats-Unis affecte le Canada, mais à une plus petite échelle, et cela s'applique également au crime organisé.

Jean PINATEL -

Tout cela est très vrai, mais il n'en reste pas moins qu'il est fort probable qu'à long terme, les progrès de la police scientifi-

que vont être tellement importants que le métier de gangsters cessera d'être rentable. Or, en ce moment, nous relevons déjà une nouvelle forme de criminalité qui apparaît dans la civilisation urbaine, et contre laquelle nous sommes complètement démunis. Il s'agit là de gens qui, pour acheter une auto, pour aller en vacances ou pour acheter une maison, décident de commettre un cambriolage. Ce sont souvent des gens qui ont fait leur service militaire, qui savent se servir des armes à feu, et qui, à trois ou quatre, accomplissent leur délit et disparaissent. Ensuite, on n'entend plus parler d'eux, car il s'agit de criminels occasionnels que les policiers ne peuvent retracer puisqu'ils vivent exactement comme d'honnêtes citoyens, et font un coup de temps en temps seulement. Le même phénomène est observable dans le secteur de la prostitution occasionnelle. Il s'agit là de femmes qui, voulant se payer un manteau de fourrure par exemple, décident de se prostituer pendant une semaine ou deux, puis redeviennent à nouveau d'honnêtes ménagères. Il s'agit là, en somme, d'une nouvelle criminalité au sujet de laquelle on n'a pas encore assez de données, mais dont les dimensions évoluent très vite.

Peter LEJINS -

Le même phénomène existe aux Etats-Unis, en ce qui a trait au cambriolage.

Henri ELLENBERGER -

J'ai le regret de vous dire qu'il ne nous reste plus qu'un quart d'heure pour discuter des autres questions.

Est-ce que nous voulons passer au chapitre suivant concernant

les descriptions et les relevés comparatifs de la criminalité dans les régions en voie de développement ?

Monsieur Pinatel, vous aviez proposé, ce matin, un projet dont le sujet serait la comparaison des statistiques et de la description de la criminalité, dans les différents pays, avec les variations de leurs forces dynamiques.

Jean PINATEL -

Oui, mais mon projet ne concernait pas les pays en voie de développement. Il s'agissait d'étudier la façon suivant laquelle la criminalité européenne est en train de se modeler sur la criminalité américaine. A cet effet, j'avais pris deux exemples : la violence et la criminalité organisée et j'y avais ajouté les toxicomanies, puis la criminalité des personnes de statut marginal, ou défavorisé, qui pourrait correspondre grosso-modo à la criminalité des noirs aux Etats-Unis.

Henri ELLENBERGER -

Vous n'aviez pas envisagé cela dans le cadre, plus général, d'un tableau d'ensemble de la criminalité ?

Jean PINATEL -

Pas en tant qu'un tableau d'ensemble, mais plus simplement comme une approche rétrospective.

Henri ELLENBERGER -

Est-ce que quelqu'un a des commentaires à faire à ce sujet ?
Bon - Nous passons donc au sujet suivant : les problèmes du malaise

de la jeunesse et notamment des diverses manifestations de la violence, et de leurs formes plus ou moins épidémiques.

Peter LEJINS -

Je crois que c'est monsieur SHOHAM qui avait mentionné ce problème; en ce qui me concerne, je voudrais signaler deux sujets: celui du crime organisé et celui de la jeunesse. Je crois que la révolte de la jeunesse a la visibilité maximum maintenant que c'est un phénomène intéressant du point de vue politique. Les gouvernements hésitent sur les méthodes à employer et si on avait des données scientifiques, comparatives, elles seraient d'une utilité évidente. Je crois aussi qu'il est possible d'élaborer une méthodologie. On peut traiter, par exemple, de l'aspect criminel de la révolte ou de l'aspect plus général de la déviance, en tenant compte, à l'intérieur de ce cadre, des problèmes sociaux, puisque la discrimination raciale joue un rôle très important aux Etats-Unis, tandis que dans d'autres pays, ce n'est qu'un facteur négligeable. Je voudrais, en tout cas, que notre groupe propose, comme sujet de recherches, celui de la révolte de la jeunesse, en général, et de ses aspects criminels, en particulier.

Tadeusz GRYGIER -

Je tiens à souligner que le problème de la jeunesse délinquante et le problème de la jeunesse révoltée sont deux questions tout à fait distinctes. Lors de l'enquête que j'ai effectuée auprès de la jeunesse délinquante en Ontario, j'ai constaté qu'il s'agit là de la jeunesse inadaptée et non pas révoltée, d'une jeunesse qui n'est pas

....

agressive et qui ne peut exprimer son agression verbalement. D'une manière générale, c'est une jeunesse qu'on peut même qualifier de passive, et il n'est pas du tout prouvé qu'en étudiant la jeunesse révoltée, nous allons trouver les mêmes traits de personnalité, ou les mêmes caractéristiques.

Jean PINATEL -

Il y a un problème de l'enfance que l'on appelle inadaptée, et qui n'a rien à voir avec le problème actuel de la jeunesse elle-même, mais il ne faut pas oublier que depuis une dizaine d'année, il y a de nouvelles manifestations de la délinquance juvénile. La délinquance juvénile a quitté le domaine résiduel des inadaptés et a gagné les classes supérieures. Cela s'est manifesté par le vandalisme, par des viols collectifs, par des vols d'autos, et, d'une manière plus générale, par des délits. On a l'impression, par ailleurs, qu'il y a une dizaine d'années déjà, nous avons vécu la préfiguration de ces manifestations de la délinquance juvénile des classes supérieures, et que l'on aurait pu alors évaluer ce qui devait se passer plus tard, soit de nos jours. Il aurait fallu cependant être plus attentif qu'on ne l'a été, et c'est une des raisons pour lesquelles je songe de plus en plus à la criminologie rétrospective.

Peter LEJINS -

Aux Etats-Unis, l'intérêt pour la criminalité des "classes moyennes" augmente actuellement, et nous avons des publications et des recherches sur ces questions. Au Venezuela, nous faisons même des relevés concernant spécifiquement la criminalité des classes moyennes, car c'est là un phénomène très grave.

Tadeusz GRYGIER -

Il me semble qu'il y a des différences marquées en ce qui a trait à la définition même de la délinquance. J'ai discuté, par exemple, avec Monsieur Lejins de son concept de délinquance comme interaction entre les adultes et le comportement de la jeunesse. Il n'en reste pas moins que dans mon étude faite en Ontario sur mille cas de délinquants juvéniles étudiés, aucun ne se recrutait dans la classe moyenne. Pourquoi? Parce que le même comportement qui vaut aux jeunes de la classe ouvrière le traitement dans une école de protection, pour les représentants de la classe moyenne se solde par la visite chez un psychiatre, dès lors la définition du comportement lui-même est variable, puisque les dispositions prises sont différentes, de même que le traitement. Je suis bien conscient cependant du fait que la définition de la criminalité de la classe moyenne aux Etats-Unis, évolue et qu'on se rend peut-être compte maintenant que la définir tout simplement comme une maladie n'est pas suffisant. Il s'agit là, en somme d'un phénomène social trop répandu pour être tout simplement défini comme un problème psychiatrique. C'est peut-être pour cela que le problème est maintenant visible, alors qu'il ne l'était pas par le passé.

Jean PINATEL -

C'est à dire que tant que les manifestations délinquantes des jeunes gens de la classe moyenne, sont d'une gravité également moyenne il est possible de dire, c'est une maladie, il est même possible de dire, c'est une erreur de jeunesse, n'est-ce pas, et de se montrer très bienveillant. Je ne vous citerai qu'un exemple observé dans

....

un service social que je connais, qui siégeait dans un palais de justice en France. Le service venait d'être installé; le lendemain ou le surlendemain, sa caisse a été cambriolée et l'argent enlevé. On a su très vite que c'était le fils du juge qui l'avait fait. Bien entendu, cela aurait pu donner lieu à des poursuites pénales, ou encore à des arrangements autres, à caractère social, comme ce fut le cas. Il n'en reste pas moins que, sur le plan général, les comportements tels que le vandalisme, ou le viol collectif, ont actuellement une telle importance sociale qu'il n'est plus possible d'envisager des solutions de bienveillance qui correspondent en fait à des traitements.

Henri ELLENBERGER -

Je regrette de constater qu'il ne nous reste que quatre minutes pour passer en revue quatre problèmes qui avaient été soulevés. Je les énumère : les aspects sociaux de la privation de la liberté; l'application d'une méthodologie d'évaluation des recherches; les modes d'analyse des sentences, c'est-à-dire des décisions judiciaires; et enfin, la question d'organiser une banque d'instruments, soit une centrale d'instruments de méthodes.

Peter LEJINS -

Je voudrais suggérer que l'on accepte la recommandation d'organiser une banque d'instruments comme une proposition générale, mais sans formulations plus précises.

Henri ELLENBERGER -

J'ai marqué d'un trait les questions qui ont suscité le plus d'intérêt, et que l'on a proposées lors de nos discussions.

Vous me direz si j'en ai omis ? Hiatus graves pour l'administration de la justice; hiatus entre la loi et la réalité et le contraste entre le droit pénal et l'application qui en est faite sur le terrain pratique. Ensuite, le problème du crime organisé, puis le problème de la criminalité dans les pays en voie de développement. Puis les problèmes de la révolte de la jeunesse qu'il ne faut pas confondre avec le problème de la délinquance juvénile en général, et enfin, la question de la création d'une banque d'instruments.

Je vous remercie tous.

FIN DE LA SEANCE DU MATIN.

GROUPE DE TRAVAIL

TROISIEME REUNION

VENDREDI, 2 MAI 1969

(Séance de l'après-midi)

Henri ELLENBERGER -

Je réitère mes remerciements à Monsieur LEJINS de bien vouloir assurer la présidence cet après-midi. On nous a dit que nous pouvions parler de tous les sujets qui nous auraient été suggérés par les discussions que nous avons entendues hier et aujourd'hui.

Peter LEJINS -

Je crois que nous devons tout d'abord choisir trois projets ou sujets, prioritaires parmi ceux déjà proposés. Aujourd'hui, on peut prétendre que nous devons nous limiter uniquement aux sujets sélectionnés par notre groupe, mais cela ne me semble pas dirimant.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction: Roch TREMBLAY).

Je ne me suis pas trompé en suggérant le thème de la révolte chez les jeunes qui traduit sûrement le consensus général, en tenant compte de l'importance humaine du phénomène, et de ses conséquences sociales et autres.

....

Jean PINATEL -

Je suis d'accord avec Monsieur SHOHAM, mais en ajoutant simplement qu'il faudra également se demander s'il s'agit d'un phénomène criminologique, ou d'un phénomène de pathologie sociale. Je crois que lorsqu'il s'agira de prendre en considération cette recherche sur la jeunesse révoltée il faudra non seulement considérer le point de vue que Monsieur SHOHAM a exposé ce matin, mais aussi celui de l'énormité de la documentation disponible. Il y a des recherches dans lesquelles on est gêné par le manque de données, mais ici, au contraire, on est gêné par la montagne de données qui existe et puisqu'il s'agit d'un phénomène international d'une telle diffusion, ces données sont traitées dans plusieurs langues, il est donc indispensable de tenir compte de ce facteur dans l'établissement des projets méthodologiques.

Peter LEJINS -

Je voudrais ajouté que nous avons déjà parlé des manifestations de la révolte des jeunes, considérées comme criminelles et de celles qui doivent être considérées comme une action politique. Un autre sujet très important demeure celui du crime organisé.

Jean PINATEL -

Je suis tout à fait d'accord pour que ce problème vienne en deuxième lieu parce qu'effectivement il est très important et cela va nous permettre de faire des comparaisons, étant donné que dans certains pays il y a très peu de crimes organisés, tandis que dans d'autres il y en a beaucoup. Donc on peut faire sur ce sujet une étude différentielle et c'est vraiment là, je pense, un sujet qu'il faudrait retenir.

....

Henri ELLENBERGER -

Je peux ajouter un point qui semble n'avoir jamais été soulevé jusqu'ici: celui de l'intérêt des études historiques, soit de l'histoire de la criminologie ou de la criminologie historique. Ce n'est pas un sujet actuel mais en ce qui concerne les crimes organisés cela peut être intéressant. Nous savons par exemple qu'en Angleterre, au XVIIIe siècle, il existait un crime organisé, sur une échelle extrêmement importante et sur le même type exactement que nous retrouvons en Amérique un peu plus tard, et il semble que ce soit le crime organisé américain qui était au début une exportation anglaise. Alors, en somme, si le crime organisé revient d'Amérique en Europe, les Américains nous rendent ce que nous leur avons donné autrefois.

Milan MILUTINOVIC -

En ce qui concerne le crime de groupes et le crime organisé, je me demande s'il ne faut pas faire une distinction dans ces deux cas, entre le passé et l'époque actuelle. Monsieur Ellenberger nous a parlé des crimes organisés, or, je crois qu'il faut ajouter les crimes de groupes et établir une distinction très nette entre les crimes de groupes et les crimes organisés. Le crime de groupes est l'expression d'une révolte tandis que le crime organisé est un phénomène différent.

Jean PINATEL -

Je me demande si Monsieur Milutinovic n'a pas voulu parler plutôt de l'association criminelle. Puisqu'on traite des crimes de groupes dans le sens de la criminalité des foules et je crois que cela rentre

....

dans le crime organisé, que c'est une des parties du crime organisé.

Henri ELLENBERGER -

Est-ce que vous ne croyez pas qu'il y a un sujet qui touche encore de plus près que cela le crime organisé, soit celui de la criminalité des classes supérieures, le "white collar crime". Il y a une étude très intéressante qui traite de ce sujet et des brigands d'affaires, où on démontre comme il est difficile de distinguer réellement dans quelle mesure il s'agit simplement du crime des collets blancs ou du crime organisé. Monsieur LEJINS a déjà traité de ce sujet.

Shlomo SHOHAM -
(Traduction de Roch TREMBLAY)

A partir de la dernière suggestion qui a été faite par le Docteur Ellenberger d'introduire la criminalité des classes supérieures à l'intérieur des crimes organisés, je me demande si on ne devrait pas ajouter dans notre premier sujet, la distinction entre la criminalité des classes supérieures et la criminalité des classes inférieures, chez les jeunes délinquants.

Jean PINATEL -

Je vois l'idée que vous voulez développer mais cela me paraît très marginal par rapport aux crimes organisés. C'est pas tout à fait la même notion. On peut y faire allusion mais je ne crois pas que ce sont des choses sur lesquelles il faut centrer la recherche.

Giacomo CANEPA -

A ce propos, je tiens à citer le " Code de Sardaigne ". Il ne s'agit pas d'un code écrit, mais d'une tradition orale à laquelle un juriste a donné une forme légale; il a écrit un code

qui reflète la tradition orale de la Sardaigne. Par ailleurs, une commission politique et une commission parlementaire ont étudié sur place le problème de la délinquance organisée en Sardaigne.

Peter LEJINS -

C'est très intéressant. Si on essayait de faire cela en Amérique dans les prisons, par exemple, pour étudier les sous-cultures carcérales.

Shlomo SHOHAM -
(Traduction de Roch TREMBLAY).

Je suggère comme troisième thème, la distinction qui avait été proposée par Monsieur Pinatel, entre les termes normatifs de la loi et la réalité.

Jean PINATEL -

Je remercie Monsieur Shoham d'avoir pensé à moi mais je ne voudrais pas influencer en quoi que ce soit le groupe par ce sujet qui est un double sujet d'ailleurs, parce qu'il y a des divergences entre le droit pénal et la réalité pratique. En fait, on peut les concevoir en deux parties, mais il faut savoir si c'est la loi ou la réalité qui constitue le sujet de base. C'est Monsieur Lejins qui en est l'auteur.

Shlomo SHOHAM -
(Traduction de Roch TREMBLAY).

La loi peut être représentée comme une certaine facette de la réalité conçue par des juristes bien souvent avec des idées un peu platoniques et en opposition avec le crime en tant que réalité.

....

Jean PINATEL -

Oui, je vois très bien le sujet tel que Monsieur SHOHAM le propose et en réalité c'est une synthèse qu'il essaie de faire. Dans le fond, ce que la loi vise, c'est toujours le criminel, parce que le crime c'est une chose, mais l'application de la loi est faite totalement en vertu d'une certaine conception de l'homme. Nous avons une conception partielle de l'homme. Quand Monsieur SHOHAM dit qu'il convient d'étudier la réalité, je suis parfaitement d'accord car c'est le criminel réel que nous allons voir, par opposition au criminel abstrait, le criminel légal.

Shlomo SHOHAM -
(Traduction de Roch TREMBLAY)

On pourrait peut-être commencer par établir la distinction entre le crime en tant que phénomène abstrait, tel que le crime présenté par l'avocat, et à l'opposé présenter la description du comportement tel qu'il s'est produit, tel qu'il a été vécu, par exemple dans les relations entre le criminel et la victime.

Mohamed ZEID -

Aux Etats-Unis, il y a une tentative maintenant pour élaborer un nouveau système d'analyse des sentences, susceptibles de changer l'approche de la politique criminelle.

Henri ELLENBERGER -

Est-ce que vous ne pensez pas qu'il faudrait commencer par distinguer d'une façon tout à fait claire les deux problèmes dont il

....

a été question ce matin. La proposition de Monsieur Pinatel concerne l'étude de la psychologie qui est sous-jacente à la loi. Le législateur avait une certaine notion, certaines idées sur la constitution du psychisme humain et la loi a pour ainsi dire concrétisé ces notions, mais la science a changé, la psychologie a évolué et on n'a plus les mêmes notions. C'est pour cela qu'il y a un décalage, en somme, entre l'esprit de la loi et la réalité à laquelle la justice doit faire face. Est-ce que c'est bien cela Monsieur PINATEL la première question?

Jean PINATEL -

Oui. C'est tout à fait cela, mais je disais tout à l'heure que dans une autre formulation plus vivante, on pourrait parler du criminel tel que la loi le voit et le criminel tel qu'il est en réalité vu à travers une approche scientifique, ce qui reviendrait exactement au même, finalement. Je me demande en somme, quelle est la meilleure formulation.

Henri ELLENBERGER -

Et la deuxième question, dès lors, c'est celle du décalage entre la loi et son application. Par exemple, l'arrestation telle que la loi la prescrit et l'arrestation telle qu'elle est effectuée pratiquement. Qu'est-ce qui a proposé cela, est-ce Monsieur LEJINS?

Mohamed ZEID -

Je crois que ce même sujet de recherches a été proposé dans notre groupe et j'estime qu'il est très constructif. Il s'agit d'établir quels sont les droits du détenu et quels sont les droits de l'accusé,

....

et de vérifier si ces droits qui figurent dans les législations sont appliqués, en pratique. J'estime, pour ma part, qu'il y a relation entre ces propositions et celles du professeur PINATEL.

Henri ELLENBERGER -

Nous avons des hôtes de marque, ici, je vois. Nous allons demander comme nous l'avait suggéré M. Szabo, si parmi les observateurs quelqu'un ne voudrait pas émettre une opinion sur ce sujet, avant de passer au suivant.

André PAYETTE (observateur) -

Monsieur Pinatel, est-ce que vous parlez de criminels tels que vus par la loi ou de criminels tels que la réalité criminologique les voit ? Cela m'intéresse tout particulièrement, parce que nous travaillons sur une recherche comparative et on s'est rendu compte que de regarder le criminel à travers la loi pénale, cela va bien, mais lorsqu'on le regarde à travers la loi civile, le droit civil, on touche une toute autre réalité, une autre perception du criminel, qui peut être extrêmement intéressante. En d'autres termes, les possibilités d'un individu d'agir dans une société en conformité avec le droit civil sont différentes des possibilités que lui accorde le droit pénal. Je pense que cela nous permet de mieux comprendre la position du criminel face à la loi.

Jean PINATEL -

Ecoutez, je crois que j'ai toujours pensé, en ce qui me concerne, au criminel tel que vu par la loi pénale, puisque cela est conforme au schéma concret. La recherche que vous entreprenez est

....

une recherche intéressante, parce qu'effectivement, le droit civil aussi a une vision du criminel, en ce qui a trait à certaines catégories de condamnations. Il y a donc une vision par le droit civil du criminel. Mais pratiquement, si vous voulez, la justice pénale ne tient pas compte de cette vision là, étant donné qu'elle applique uniquement le code pénal et que c'est une autre juridiction qui applique le code civil. Donc, pour notre sujet, à nous, je ne crois pas que l'on puisse inclure la loi civile.

François RIBORDY -

Selon l'opinion de Monsieur Pinatel et de Monsieur Payette aussi, des liens existent entre le droit civil et le droit pénal, puisque certaines causes civiles peuvent entraîner des problèmes pénaux. C'est ainsi que le refus de pourvoir provoque parfois des conduites délinquantes. Ici, à Montréal, d'après un sondage que j'ai fait à la police, j'ai relevé à peu près 1,500 refus de pourvoir en une année, en même temps qu'un taux de délinquance juvénile très élevé. Alors est-ce qu'il y a lieu de considérer qu'il existe un lien entre les deux problèmes juridiques?

Jean PINATEL -

Oui. Cela aussi c'est une chose très intéressante. Ce que vous appelez refus de pourvoir ce doit être ce que nous appelons, nous, le défaut d'assistance à la famille. Oui, bien entendu il y a des faits civils qui ont des conséquences pénales, mais est-ce que c'est cela qui détermine, si vous voulez, la conception que l'on se fait en droit pénal du criminel. Je ne crois pas. Parce que c'est quand même très marginal par rapport à la criminalité telle que traitée

par les tribunaux correctionnels. Là, je crois que c'est plutôt des raisons de politique criminelle qui font que l'on se dit: pour faire payer une pension alimentaire on va inclure cette menace de la sanction pénale, soit la contrainte par corps ou autres. Il y a un tas d'exemples possibles, mais je ne crois pas que cela influe sur la formulation de nos sujets.

Parmi les sujets que l'on a retenu, on a parlé des trois projets déjà proposés lors de la première plénière. Je voudrais suggérer peut-être la délinquance féminine. Je propose cela puisqu'il semble bien que le fait de traiter la femme comme l'égal de l'homme, est un phénomène social nouveau, qui va entraîner entre autres, l'apparition d'une forme différente de criminalité.

Henri ELLENBERGER -

Quant à la criminalité féminine, il me semble que ce problème entre dans le sujet plus vaste, dont on a parlé ce matin, qui est celui des variations du crime et de la criminalité suivant les lieux et les époques.

Peter LEJINS -

En somme, nous avons décidé de présenter deux projets: soit ceux concernant la jeunesse révoltée et le crime organisé. Quelle est l'attitude du groupe en ce qui a trait au troisième projet formulé par Monsieur Pinatel et concernant la criminalité féminine et qui va défendre chacun de ces sujets à la séance plénière? Pour ma part, je vais proposer la délinquance juvénile. Que pensez-vous des autres formes de violence ?

....

Jean PINATEL -

En ce qui me concerne, je vais réserver la criminalité féminine parce que je vais en parler spécialement. En ce qui a trait à la question de la violence et de la dangerosité sociale, je suis très circonspect sur ce sujet parce qu'il va introduire un danger dans la criminologie et la politique criminelle. Un danger dans la criminologie parce que nous savons, au moins en criminologie clinique, ce que c'est l'état dangereux. C'est bien défini, c'est précis et c'est une toute autre notion que la notion de danger social, n'est-ce pas, qui est inhérente à l'acte, et on apprécie l'acte suivant le danger qu'il fait courir à la société. Donc, première raison : cela va nous mettre dans la confusion dans une matière dans laquelle nous aurons bien du mal à voir un peu clair et en deuxième lieu, le danger social sur le plan de la politique criminelle, est quelque chose de très complexe parce que cela finit par abolir le principe de l'égalité. C'est-à-dire qu'à partir du moment où on définit le danger social, on est limité à des termes très vagues et on se prive de cette garantie de liberté individuelle qui est la définition typifiée, la définition précise, des infractions. Alors, pour ces deux raisons je suis personnellement contre ce projet.

Giacomo CANEPA -

Je suis tout à fait d'accord avec Monsieur Pinatel. Nous avons eu, en Italie, une expérience significative à cet égard, puisqu'on a démontré que le concept de dangerosité social demeure difficile à définir. En effet, lorsqu'il a été proposé par Ferry, en 1921, de l'inclure dans le code pénal, cela a suscité beaucoup de débats entre les défenseurs de l'école positive et ceux de l'école classique.

Mohamed ZEID -

Je voudrais poser une question au professeur Pinatel. Est-ce que la dangerosité est un acte de l'antisocialité, car si tel est le cas, l'anti-socialité doit être incriminée par la loi.

Jean PINATEL -

Et bien nous rentrons encore dans un domaine qui est très intéressant. C'est celui de l'antisocialité, qui est une notion longuement traitée d'ailleurs par Monsieur Gramatica, qui est le chef de l'école de défense sociale de Gênes. Dans la théorie, Monsieur Gramatica traite d'antisocialité subjective, c'est-à-dire apprécie essentiellement par une investigation sur la personnalité du sujet et il a eu aussi la prudence de dire que tant que l'on ne sera pas à même, par des moyens scientifiques, d'apprécier d'une manière certaine cette antisocialité subjective il devrait y avoir des indices matériels légaux et psychologiques de l'antisocialité. C'est-à-dire qu'il est revenu par ce biais, n'est-ce-pas, à la vieille définition du crime, avec ses différents aspects qui comprennent l'élément légal, matériel, psychologique et moral. Donc, je ne crois pas que l'antisocialité subjective, telle qu'elle est, nous apporte à ce moment-ci quelque chose qui soit un objet de controverse.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

C'est curieux que personne ne mentionne le problème de l'état de dangerosité qui a été traité, entre autres, lors du deuxième cours international de Paris. Dans un article publié à cette

occasion, Monsieur Pinatel souligne le concept de dangerosité, ce qui est d'autant plus grave qu'on se pose continuellement le dilemme de protection de la société et des droits de l'individu.

Jean PINATEL -

C'est un sujet qui a un rapport avec ce que l'on appelle la déontologie criminologique. Pour les diverses professions criminologiques, que ce soit le policier, le juge, l'expert ou le fonctionnaire pénitentiaire, il faut tenir compte des droits de l'homme avec sa propre mission. C'est un problème qui je crois est très élaboré. Ce n'est pas une découverte, nous avons fait là-dessus des tonnes et des tonnes de feuilles. Je ne vois pas ce que l'on peut dire de neuf sur ce sujet là, à l'heure actuelle. Ce qui importe, cependant, c'est de tenir compte des divergences qui existent entre la lettre de la loi, son application et la réalité.

Giacomo CANEPA -

D'accord, mais selon moi, il faut également tenir compte des droits de l'homme et du respect de certaines normes.

Peter LEJINS -

Et bien, on est maintenant en train de prendre une décision sur la question de droit de l'homme. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui voudrait traiter ce sujet? Non. Le sujet suivant c'est le traitement des détenus ou la punition, c'est un sujet tellement vaste qu'il est difficile de le discuter en termes généraux. La punition demeure négative, si elle ne comporte pas de motivations particulières suscitées chez le détenu désireux de se réhabiliter.

...

Mohamed ZEID -
(Traduction : Roch TREMBLAY).

Je soutiens ce projet, parce qu'après avoir visité plusieurs institutions dans différents pays, je me suis rendu compte que les impressions sont très différentes d'une institution à l'autre et qu'il n'y a pas de recherche qui se fait afin d'établir des standards de traitement, et d'élaborer des définitions de traitements appropriés et efficaces.

Shlomo SHOHAM -
(Traduction : Roch TREMBLAY).

Je suis d'accord que c'est un problème socialement important, en tant que correspondant au premier critère que nous avons proposé, à savoir "la visibilité". Mais il ne répond pas aux trois autres critères, plus particulièrement au deuxième. C'est-à-dire, nous n'avons pas de mesures possibles.

Henri ELENBERGER -

Je crois que Monsieur Normandeau a élaboré un relevé de critères qu'on pourrait utiliser.

Peter LEJINS -

Concrètement, est-ce que nous devons continuer à discuter des projets nouveaux, ou essayer de préciser ceux que nous avons retenus afin de pouvoir les présenter à la séance plénière? Si vous êtes d'accord, j'estime, pour ma part, qu'il faut tout d'abord terminer notre discussion sur la proposition qui a trait à la criminalité féminine.

....

Jean PINATEL -

Si je parle de la criminalité féminine, c'est que je me suis intéressé beaucoup au cours des dernières années à ce problème et que j'ai dirigé la thèse d'une étudiante sur l'approche criminologique concernant les résultats du traitement des femmes détenues dans une prison qui est la seule institution de ce genre en France.

Et cela nous a permis de réexaminer ces problèmes et de constater que certaines formes de la criminalité traditionnelle sont en train de disparaître, tels par exemple, les infanticides qui deviennent extrêmement rares. Par contre, on voit se dégager une nouvelle tendance qui est la participation des femmes qui travaillent à ce que l'on appelle la criminalité rusée et en particulier l'escroquerie. Dès lors, la question que nous nous posons est la suivante: est-ce que le fait de donner à la femme l'égalité des droits, de la faire travailler exactement comme l'homme, ne va pas l'entraîner également à avoir des caractéristiques nouvelles de personnalité, qui, compte tenu de ses ressources physiologiques et psychologiques, la mèneront tout naturellement à commettre certains délits tels que l'escroquerie ou l'abus de confiance, par exemple.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

Un des projets qui présente également un intérêt très spécial, c'est celui qui concerne l'étude des effets qui marquent les ex-détenus ayant vécu dans certaines institutions et de la réaction sociale qui se manifeste à leur égard en provoquant des effets, ou stigmates aggravants. Toutefois, je ne voudrais pas imposer ce sujet au groupe, mais je tiens à mentionner la recherche que le professeur Gofman, a faite

....

sur l'influence globale de l'institution, sur la personnalité de l'individu, tant chez les prisonniers que chez les malades mentaux, et d'une manière générale, sur tous les individus qui ont vécu dans des institutions. Par contre, je pense qu'il y a eu très peu de recherches pures sur le climat informel, c'est-à-dire sur l'attitude des gens vis-à-vis de ceux qui ont été en institution, par opposition au climat formel. Par climat formel, j'entends ici la perception de soi, de l'individu, l'image que l'individu se fait d'être ou d'avoir été un prisonnier, qui est renforcée par l'attitude des gens autour de lui, et qu'il serait intéressant d'analyser afin de pouvoir éliminer, à long terme, certaines de ces caractéristiques.

Jean PINATEL -

Oui, c'est en réalité un sujet très important mais pratiquement, c'est tout le problème de la criminologie qui est posé par son truchement.

Deuxième remarque, nous allons le traiter partiellement dans le crime organisé car la maturation criminelle, la formation de la personnalité du criminel d'habitude, tout cela est inclus dans l'étude du crime organisé. Est-ce qu'il faut envisager la délinquance en général, ou est-ce qu'il vaut mieux se contenter du crime organisé, c'est là la question qu'il convient de se poser. Il me semble que l'on a suffisamment à faire sans prendre en considération toutes les variétés de la délinquance.

Il n'en reste pas moins que ce que dit le professeur Shoham est exact. Il y a des stigmates qui marquent l'ancien détenu, c'est une chose absolument certaine, et c'est un phénomène extrêmement important, et je

crois que l'on peut l'inclure également dans le crime organisé. Donc, je pense qu'il suffirait de présenter cette conclusion, sans pour autant inclure ce sujet dans nos propositions d'études.

Roch TREMBLAY -

C'est pourtant un problème qui concerne tout particulièrement la criminologie puisqu'il est délaissé à peu près par toutes les autres disciplines et qu'il présente un champ d'actions pour la criminalité comparée.

Mohamed ZEID -

Je ne sais pas pourquoi nous étudions les conséquences sans étudier le contenu de la chose. Je pense que c'est la conséquence de la détention, le traitement et le droit aux traitements qui doivent être étudiés. Après tout, nous voulons connaître le résultat et les conséquences. Ce n'est pas que le problème soit d'importance capitale, mais on doit quand même se mettre d'accord au préalable; savoir tout d'abord quel est le traitement et quels sont les droits des détenus, et après, analyser les conséquences des traitements.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

Je voudrais utiliser une autre perspective du problème. Je crois que dans plusieurs pays, le vieux concept de loi ou de contrôle social doit être mieux formulé, plus cristallisé et que l'approche que l'on en a, bien que ce soit une approche occidentale, peut être faussée. En somme, je considère que le sujet doit être traité sur la base d'une étude non-localisée, ou limitée géographiquement.

François RIBORDY -

Je viens d'écouter le commentaire de Monsieur Zeid, et jeme demande si on ne pourrait pas étudier les effets sociologiques actuels du retard économique. Un pays en voie de développement, qui a été soumis, par le passé, au statut d'une colonie, a forcément un certain retard économique. Est-ce que cela a une influence sur la criminalité ?

Mohamed ZEID -

Quand j'ai proposé ce sujet, je pensais justement à cette catégorie de la criminalité spécifique dont les origines sont inhérentes à une certaine forme du développement économique. Le problème est très compliqué en effet, autant au point de vue social que psychologique, comme nous avons pu le constater en faisant, en Égypte notamment, certaines recherches plus détaillées. Le professeur Pinatel a publié, par ailleurs, sur ce sujet, un article remarquable.

Pour ma part, je voudrais concrétiser quels sont les facteurs qui jouent dans cette catégorie des crimes économiques et dans quelle mesure ce concept de crime économique peut être compris dans les schémas criminologiques traditionnels.

Jean PINATEL -

De l'Afrique du Sud au Sahara, le développement économique produit, indépendamment de la délinquance, diverses formes d'inadaptation qui, en ce qui concerne les centres urbains surtout, sont comparables à ce qui existe ailleurs. Ce sont les mêmes causes surtout, qui produisent quelque chose de très spécifique qui est le détournement des

deniers publics, et ce phénomène est extrêmement intéressant parce qu'il a des racines sociales vraiment très profondes. Dans les pays d'Afrique, il y a une grande solidarité familiale; on est obligé de recevoir chez soi tous les membres d'une famille et il se produit que le malheureux qui devient fonctionnaire ou apparenté, voit arriver chez lui, successivement, tous les membres de sa grande famille et est obligé de subvenir à leurs besoins, ce qui fait que le pauvre, n'y tenant plus, puise dans les caisses de l'Etat. Sans aucun doute, il y a là un phénomène qui est très spécifique et qui inquiète énormément les gouvernements.

Par ailleurs, il y a un deuxième aspect, lié au développement économique de ces pays, celui qui se rattache au crime organisé. Une multitude de gens vient dans ces pays, se met au service de diverses entreprises et font des affaires, tout en voulant gagner de l'argent dans des délais extrêmement brefs, et nous constatons déjà des véritables organisations criminelles. Sur le plan de la traite des femmes, notamment, on peut recenser des réseaux qui s'implantent dans ces pays, sans parler de toute une variété d'autres activités illicites. Et si l'on fait un rapprochement entre ces activités, dues au développement économique, et la criminalité traditionnelle qui existe encore dans la brousse et qui, elle, est occasionnée par toutes les idées magiques de ces populations, et on se trouve au point de vue criminologique devant une espèce de laboratoire, parce qu'on assiste, en quelque sorte, à la naissance de la criminalité et à l'évolution de ses différents stades.

....!

Donc, du point de vue sociologique, c'est quelque chose d'extraordinaire d'observer cela.

Doit-on traiter le problème dans son ensemble, ou se limiter sur le plan économique ?.

De toute façon, il faut en parler. Je ne pense pas, cependant, qu'en définitive, ce soit un sujet qui puisse être retenu par nous, non pas pour des raisons scientifiques, mais en fonction des considérations inhérentes à la division du travail. Vous savez qu'il y a un Institut International, à Rome, et que ses objectifs sont orientés tout particulièrement vers les études concernant les pays en voie de développement. Je ne crois pas, par conséquent, qu'il serait opportun de commencer des recherches ici, en disant : nous allons étudier les pays en voie de développement, ou des questions relatives à l'évolution économique de ces pays. En somme, bien que je considère que le sujet soit d'un intérêt extrême, j'estime qu'il faut l'écarter.

Peter LEJINS -

Eh ! bien, il ne nous reste plus beaucoup de temps, abordons donc le dernier sujet : celui de la banque méthodologique. Je crois que nous sommes tous d'accord d'en faire une priorité.

En ce qui a trait au plan des recherches, il faut tout d'abord aborder ce sujet sous l'angle de la visibilité et de l'importance de certains phénomènes. Deuxièmement, il convient de tenir compte des méthodes et des techniques de recherche que l'on peut compiler immédiatement sans avoir à les élaborer. Troisièmement, il faut utiliser comme critère de la cueillette des données, l'intérêt

que ces données présentent pour la criminologie fondamentale et pour la criminologie comparée. Quatrièmement, on doit évaluer l'importance de ces données pour la politique criminelle, comprise dans le sens de l'action concrète.

Le premier sujet étudié, c'est la révolte de la jeunesse, pour laquelle on ne peut accorder, en ce qui a trait à sa visibilité, qu'un maximum de cinq points.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

Le chiffre noir, dans le cadre du crime organisé, atteint, pour ainsi dire, son maximum. En effet, un très petit nombre de gens connaît vraiment ses réalités concrètes. Par ailleurs, on a écrit sur ce sujet de très bons volumes, mais les instruments qui nous permettent de détecter le crime organisé et de le mesurer, sont encore inexistantes.

Trevor GIBBENS -

Je pense que le problème est encore plus compliqué, par le fait que l'on a eu l'impression, jusqu'à présent, que le crime organisé était l'apanage de la mafia, uniquement. Or, je dirai qu'ici, au Canada, on dénombre de moins en moins de cas où la mafia est impliquée dans le crime organisé. Nous sommes tous d'accord, je pense, qu'à l'origine, il y a de cela trente ans environ, on voyait, en Amérique, beaucoup de pactes de la mafia, mais actuellement, il y a de moins en moins d'éléments italiens qui sont concernés dans le crime organisé au Canada, et cela rend l'étude plus compliquée encore,

en raison de la généralisation du crime organisé dans des milieux très divers.

Jean PINATEL -

Il y a quand même des données que l'on peut compiler. D'abord, il y a cette comparaison entre les pays où l'on sait qu'il y a beaucoup de crimes organisés et ceux pour lesquels on ne dispose pas de renseignements du même ordre. Là, il y a une méthode différentielle qui est extrêmement intéressante et qui est classique. Par ailleurs, dans les "avenues du crime organisé", si je puis m'exprimer ainsi, nous pouvons dénombrer des criminels que l'on appelle professionnels et dont un certain nombre se trouve en prison, ce qui signifie qu'on peut les étudier du point de vue clinique, et que les recherches concernant leur personnalité sont quand même assez avancées. Donc, donner un, ou zéro, sur le plan purement sociologique, ou phénoménologique, me paraît judicieux. Il faudrait envoyer des espions dans la mafia et dans les autres bandes, mais sur le plan clinique et sur le plan comparatif, on dispose, selon moi, de quelques possibilités d'entreprendre une étude. Donc, je mettrai trois, en ce qui me concerne.

Peter LEJINS -

Je voudrais ajouter, en tant que sociologue, que ce que Monsieur Pinatel a dit sur les comparaisons inter-culturelles, est très important, selon moi, parce qu'il ne convient pas de recenser la criminalité organisée et son fonctionnement en détails dans un pays donné, mais uniquement de déceler et d'évaluer son existence. Aux Etats-Unis, on peut étudier, par exemple, les facteurs qui existent

ou qui n'existent pas dans les divers autres pays, ce qui signifie qu'en appliquant cette méthode comparative, on n'a pas besoin peut-être, je souligne peut-être, de connaître en détails l'ensemble de l'organisation de réseaux du crime dans chacun des pays concernés. Il n'en reste pas moins que des facteurs différents peuvent être explorés selon les pays. Alors, c'est pour cela que je voudrais augmenter le nombre de points de deux ou de trois.

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

Quand on considère le nombre des points que l'on a mis à ce critère là, pour le premier sujet, comparativement à la disponibilité des instruments telle qu'elle existe, pour d'autres sujets, il faudrait, soit augmenter le score des points donnés au premier groupe, soit noter un peu moins de trois le deuxième groupe.

Peter LEJINS -

Selon moi, on doit mettre deux points, en raison de l'importance du sujet pour la criminologie comparée.

Francisco CANESTRI -

On prétend que l'Amérique Latine est sous-développée sur le plan économique, mais elle n'est pas sous-développée en ce qui a trait à la criminalité organisée, qui se propage à une vitesse incroyable.

Peter LEJINS -

En discutant de ce sujet avec un Allemand qui s'occupait des questions criminologiques, j'ai appris que le crime organisé est

en train de se développer dans son pays. Il est donc venu aux Etats-Unis pour étudier les méthodes du crime organisé par la mafia. Il m'avait cité, entre autres, des exemples de spéculation internationale sur le mark, tout-à-fait spectaculaires. Selon moi, ce sujet mérite cinq points.

Je voudrais rapporter ici un détail qui va peut-être vous intéresser. Je donne parfois des séminaires pour les policiers et les chefs de la police. Or, dans les cinq ou les six groupes que j'ai eus pendant l'année dernière, on m'a souvent répondu à la question : qu'est-ce qu'on peut faire à l'égard de la criminalité organisée ? -qu'il est déjà trop tard. On n'a pas agi aux Etats-Unis, au moment où elle a commencé, et actuellement son influence est tellement grande qu'on ne peut plus rien faire. Il me semble, néanmoins, que ce sujet mérite quatre points.

Le troisième projet était formulé sur l'étude du contraste qui existe entre la criminalité, telle que définie par le droit pénal, et le criminel dans la réalité criminologique. Que pensez-vous de la visibilité de ce sujet, et croyez-vous qu'il a la même importance que la révolte de la jeunesse, par exemple ?

Mohamed ZEID -

J'estime que le problème de la visibilité demeure très important en ce qui a trait à la comparaison entre le droit positif et la réalité criminelle, comme cela a déjà été constaté d'ailleurs au Congrès de Rome.

....

Shlomo SHOHAM -

(Traduction de Roch TREMBLAY).

On peut prétendre, toutefois, que, même si Washington, par exemple, a mis sur pied une institution pour étudier le suicide, cela ne signifie pas qu'il s'agit du problème le plus important dans le contexte de la criminalité telle que connue actuellement. N'empêche qu'en ce qui a trait aux sondages d'opinion, il faut tenir compte des divers problèmes qui préoccupent la société.

Jean PINATEL -

Nous avons effectué récemment, en France, un sondage d'opinion basé sur les questions suivantes :

- Pensez-vous que votre justice fonctionne bien, moyennement ou mal ?
- Pensez-vous que votre police fonctionne bien, moyennement ou mal ?

Les résultats ont été : je commence par la police :

- 60 % la police fonctionne bien, 20 % moyennement et 20 % pas d'opinion.

Pour la justice, la réponse a été :

- 20 % fonctionne bien , 40 % moyennement et 40 % pas d'opinion,

Donc, en ce qui concerne la justice pénale, le public est conscient que la justice ne fonctionne pas de façon satisfaisante, mais ne perçoit pas les divergences qui existent entre le droit et la réalité. Pour l'opinion publique, il s'agit là d'un problème qu'elle ressent d'ailleurs le plus fortement et de façon la plus constante.

Peter LEJINS -

L'importance pour la criminologie : cinq points.

Eh ! bien, maintenant, passons à la délinquance féminine.

En Amérique, la population pénitencière est composée de 3 % de femmes pour 97 % d'hommes.

Roch TREMBLAY -

A Montréal, on vient de construire une prison qui a coûté plusieurs millions et qui est destinée aux femmes ! Selon les derniers relevés, 75 % des détenues ont été incarcérées là pour des périodes inférieures à un mois.

Peter LEJINS -

Eh ! bien, il est temps de conclure et de lever la séance.

Nous avons retenu les sujets suivants ; en premier lieu : la criminalité de la jeunesse, la violence, la révolte de la jeunesse; en deuxième lieu : les décisions judiciaires; en troisième lieu : le crime organisé et la criminalité féminine; et en quatrième lieu : la création d'une banque d'instruments.

FIN DE LA SEANCE

SYNTHESE DES TRAVAUX DU PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL

DE RECHERCHE EN CRIMINOLOGIE COMPAREE

APERCU SOMMAIRE DES TRAVAUX -

Le premier Symposium international de criminologie comparée a principalement concentré ses réflexions sur les problèmes des manifestations de la violence dans le monde actuel sur le phénomène de la contestation estudiantine, ainsi que sur les concepts relatifs aux droits de l'homme et aux responsabilités inhérentes au statut de citoyen.

Bien que les participants au Symposium n'aient pas conclu en ce qui a trait au mérite respectif des problèmes soumis, ils ont précisé néanmoins les conditions dans lesquelles l'étude comparative de ces problèmes devra être abordée, les techniques de recherche propres à donner des résultats valables et fiables, ainsi que les limites à ce genre de travaux.

Quatre ateliers de travail se sont partagés la tâche. Le premier atelier a abordé les problèmes de définition des critères du "danger" que représentent les différents criminels; la question de savoir si le système de valeurs tel que défini par la déclaration des droits de l'homme, correspond encore au système de valeurs tel que perçu par la jeunesse; le problème du traitement des criminels; l'analyse de la criminalité féminine; et enfin, la violence en tant que manifestation individuelle et communautaire.

Le deuxième atelier s'est penché surtout sur la révolte des jeunes, ainsi que sur le crime organisé, dont l'étude pourra être fai-

te sur la base des données réunies par une banque d'instruments qui devra être créé à cet effet.

Le troisième atelier de travail s'est attaché en particulier à des problèmes théoriques, dont celui de la perception, par le public et la police, de la personnalité du criminel; ou encore l'utilité de faire des comparaisons multi-culturelles sur des sujets tels que l'arrestation, la détention, etc... (sur la base des statistiques criminelles disponibles). Par ailleurs, on a discuté du rôle des organes d'information dans l'échafaudage d'un système de valeurs.

Le quatrième atelier a posé les jalons d'une méthodologie élaborée en fonction des recherches criminologiques comparatives.

La période de discussion qui a suivi le rapport des quatre ateliers de travail a donné lieu à un affrontement entre deux écoles de pensée qui existent au sein du groupe de spécialistes.

C'est ainsi qu'on s'est interrogé sur la compétence de la science criminologique en matière de contestation étudiante, et à ce propos quelques experts ont exprimé l'avis qu'il ne sied pas très bien à des criminologues de se pencher sur une question qui relève plutôt de la science politique. Il n'en reste pas moins que la majorité des participants a estimé que le phénomène de la contestation étudiante s'inscrit dans le cadre d'une recherche criminologique.

L'un des experts, en particulier, s'est fait le porte-parole de cette deuxième approche, en affirmant que la criminologie doit confiner ses recherches aux crimes connus, tels le hold-up, le viol, etc...

Il a souligné cependant qu'il ne faut pas oublier que le droit pénal repose sur des fondements politiques, tels que : légitimité du pouvoir, un certain consensus moral de la population, etc... et qu'actuellement, on conteste justement ce pouvoir et cette autorité dits légitimes, ce qui force, en quelque sorte, la criminologie à s'intéresser à tous les phénomènes sociologiques qui ont des implications légales et criminelles. En d'autres termes, la contestation et la violence ont des conséquences sur les fondements politiques du droit pénal et de ce fait, relèvent de la recherche du criminologue.

Ce premier Symposium international de criminologie comparée se situe d'ailleurs dans les perspectives ouvertes par la création d'un Centre International de Criminologie Comparée, dont le siège est situé à l'Université de Montréal. Il est patronné par la Société Internationale de Criminologie. Comme le soulignait un des participants : "il faut un endroit où l'on puisse prendre un certain recul sur la mêlée", pour méditer et proposer des instruments de recherche afin d'étudier, d'une façon valable, les problèmes communs à plusieurs sociétés. En définitive, en adoptant le point de vue de l'homme de science placé devant les faits observables, nous sommes à la recherche de concepts opératoires. Il convient, toutefois, que cette initiative puisse avoir des prolongements dans le concret, utilisables par les organismes privés et les services publics et gouvernementaux. Les théoriciens et les chercheurs procéderont donc au dépouillement de la matière de base, mais leurs travaux feront l'objet de colloques réunissant des praticiens, des hommes de loi, des sociologues, des pénologues et des spécialistes d'autres disciplines, et donneront lieu à la mise en commun d'une expérience

internationale, qui manque actuellement, tant au niveau de la documentation que de l'action. Par exemple, il n'existe nulle part au monde de banque d'instruments dans le domaine de la criminologie comparée, et il faudrait des mois, sinon des années (selon le cas) pour colliger les moindres éléments d'une standardisation des normes dans ce domaine. Le Centre, grâce aux ordinateurs, pourra créer une telle banque, accessible aussi bien aux chercheurs qu'aux gouvernements intéressés.

Les participants au Symposium ont pu d'ailleurs apercevoir l'étendue des sujets qui seront traités par le Centre, grâce à une documentation d'une centaine de pages, qui avait été rédigée, lors d'un séminaire antérieur de criminologie comparée, à leur intention.

SECTEURS DE RECHERCHES SUGGERES -

Ce Symposium avait été préparé, en quelque sorte, par l'ensemble des participants, puisque les organisateurs du Symposium avaient demandé à chacun de présenter un mémorandum sur les problèmes de criminologie comparée considérés comme les plus importants.

Etant entendu que l'étude de tous ces problèmes s'inscrit dans un contexte comparatif international et interculturel, la compilation de leur réponse, telle que rapportée lors de la première séance, a donné les résultats suivants :

1. Définitions et concepts :

- a) Concept de la déviance (social vs légal).
- b) Distinction entre la notion du crime politique et de "droit commun".
- c) La loi : un impératif moral, ou une simple norme sociale ?
- d) Les concepts utilisés en droit pénal, tel que celui de la personnalité criminelle, sont-ils adéquats ?
- e) La définition du terme de "pêcheurs" par les différentes cultures et à différentes époques.

2. Procédures :

- a) Concepts opératoires de la loi criminelle et des procédures légales.
- b) Différence entre les facteurs liés au processus d'enquête de la responsabilité et au jugement.
- c) Manifestations du comportement humain qui se répercutent au niveau de l'administration de la justice criminelle.
- d) Décisions judiciaires liées à la personnalité des juges et des accusés.
- e) Le problème des décisions judiciaires dans un contexte interculturel.
- f) Pour les pays en voie de développement : le décalage entre le développement de l'appareil légal et le comportement social.

- g) La détermination de la responsabilité.
- h) La définition et le maniement des criminels dits dangereux.
- i) Le phénomène de la prise de décision par les juges.
- j) Emprisonnement pénal vs internement médical.
- k) La défense contre le crime; la police.

3. Le Personnel :

- a) Professionalisation des carrières liées au contexte de la criminologie.
- b) Les critères de sélection du personnel.
- c) Accroissement possible du personnel féminin.

4. Les causes de la Criminalité :

- a) Les relations internationales et les autres facteurs externes.
- b) Hiérarchie des causes de la criminalité.
- c) Les "migrants" et les minorités en général.
- d) Le développement et les conditions socio-économiques.
- e) L'approche biologique des sous-cultures criminelles : types constitutionnels, études de jumeaux ...
- f) L'approche culturelle et sociale : normes des jugements moraux; idéaux de la jeunesse ...
- g) Les effets du changement social; la criminalité des pays en voie de développement ...
- h) Les effets des moyens de communication de masse.

5. Variétés des Crimes et des Criminels :

- a) La circulation des narcotiques.
- b) Les émeutes dans les prisons.
- c) La violence des jeunes.
- d) Le concept de dangerosité.
- e) Les droits de l'homme (y inclus les droits des criminels).
- f) La criminalité féminine.
- g) La prostitution.
- h) Les délits relatifs à la circulation.
- i) Le criminel-malade mental.
- j) Les variations culturelles des types de crimes.
- k) Le crime organisé.
- l) L'emploi des armes à feu.
- m) Le jeu.
- n) La victimologie.

6. Le traitement : Evaluation :

- a) La resocialisation des criminels.
- b) La recherche statistique en criminologie pénologique et les ordinateurs.
- c) Comparaisons entre les prisons et les autres institutions fermées (hôpitaux spécialisés, camps de travail ...)
- d) Conséquences extra-légales de la perte de liberté.
- e) Resocialisation dans les pays en voie de développement.
- f) Critères d'évaluation des programmes de réhabilitation.
- g) Le traitement bio-chimique.
- h) Le traitement psychiatrique.
- i) Types de traitement et types de criminels.
- j) Prisons et traitement.
- k) Les effets de différentes formes de mesures privatives de liberté.
- l) L'environnement des institutions pénales.
- m) L'étude des sous-cultures carcérales.
- n) La criminalité et le système social global.

7. La Méthodologie de la Recherche :

- a) Publication des résultats des recherches faites en méthodologie criminologique.
- b) Les méthodes de recherche; anciennes et nouvelles.
- c) Analyse des situations culturelles, comparables, ou opposées.
- d) Mise au point d'une terminologie plus précise destinée à faciliter les échanges.
- e) La validité sociale réelle de la loi criminelle et pénale.

8. La Statistique Criminelle : Epidémiologie :

- a) Le besoin d'une statistique criminelle internationale : critères de standardisation.
- b) Difficultés : les criminologues doivent faire leur propre cueillette des données.

9. Formation du Personnel de Recherche :

- a) Sélection et formation d'un personnel interchangeable apte à travailler dans une perspective comparative.

10. L'Organisation :

- a) Comité de coordination chargé de réunir les sujets de recherche et aider à une bonne exécution du travail.

L'ATELIER DE TRAVAIL No. 1 - *

La première partie des travaux de cet atelier a donné lieu aux suggestions suivantes :

- Que les discussions ne soient pas limitées à des projets spécifiques, mais plutôt à des problèmes, très vastes, où toutes les facettes seraient étudiées en profondeur, sans s'arrêter, du moins pour l'instant, aux questions pratiques des conditions qui peuvent rendre une étude réalisable ou non.
- Que la recherche soit orientée vers la définition du crime et sa localisation dans le temps et l'espace, et qu'elle touche aux problèmes fondamentaux sans consacrer trop d'attention, tout au moins au début, aux institutions légales et sociales.
- Que la recherche comparative définisse tout d'abord l'acte déviant à la lumière des différents systèmes de valeurs, et soit consacrée ensuite à l'étude des réactions au crime, différentes, ou similaires dans de nombreux pays. Il est suggéré aussi que le choix des pays soit très diversifié et que les chercheurs évitent, autant que possible, de projeter leurs propres systèmes de valeurs.
- Que le groupe de cet atelier de travail concentre ses énergies à définir les problèmes de recherche, ainsi que les méthodes de recherche appropriées à leurs analyses. L'étude de la loi, les hypothèses basées sur son existence, et la nature du contrôle social dans les différents milieux, sont un exemple d'un problème intéressant à étudier.

* Participants à l'atelier No.1 : T. Asuni - P. Cornil - J. Edwards - F. Ferracuti - T. Gibbens - J. Humphrey - N. Morris - L. Ohlin - D. Szabo - L. Wilkins.

Dans cette perspective, les techniques d'analyse en pays développés et en voie de développement, varieront selon le degré de sophistication des données de base.

- Que le groupe de cet atelier de travail spécifie quelles institutions, ou quels comportements, le chercheur doit traiter d'une façon prioritaire. Le comportement humain et social est un meilleur point de départ que la loi en soi. Il faut alors, dans une perspective comparative, s'attaquer aux problèmes des seuils de tolérance de différents comportements dans un pays donné.

Les problèmes suivants furent soulevés plus en détail :

1. Le concept de dangerosité.
2. Les droits de l'homme.
3. La punition et le traitement.
4. La criminalité féminine.
5. La violence individuelle et collective.

1. Le concept de dangerosité.

Le concept du criminel dangereux peut être soumis à une catégorie d'analyse qui doit s'avérer fort utile en recherche multi-disciplinaire et interculturelle. Selon leur discipline de base particulière, les spécialistes de cet atelier soulevèrent les questions suivantes, au sujet de la dangerosité :

- a) Quels sont les critères légaux de la dangerosité du criminel, et quelles sont les dispositions prises à son égard dans les différents pays ?
- b) Est-ce que la loi, dans ce champ d'action, perpétue constamment les mêmes critères sous une forme ou une autre, ou bien les réajuste-t-elle de temps à autre ?

- c) Jusqu'à quel point le comportement dangereux est-il déterminé par les variables biologiques et psychologiques ?
- d) Jusqu'à quel point les différents éléments du comportement sont-ils constants chez un même individu et d'un individu à l'autre ?
- e) Est-il possible de prédire à quel moment la criminalité des criminels dangereux se s'estomper ?
- f) Comment différencier les éléments individuels et collectifs de la dangerosité du comportement et quels sont les facteurs, au sein de la société, qui favorisent leur éclosion ?
- g) Quelles sont les sou-cultures de violence dans les différentes sociétés et quelles sont les normes liées à la violence (seuils de tolérance et réactions aux comportements offensifs) ?
- h) Comment opérationnaliser cette approche :
 - quels sont les coûts de la violence ?
 - quelle est la probabilité d'évènements, somme toute assez rares, tels que la violence ?
 - quelle est la probabilité de retrouver un certain état de continuité (axé sur la violence ou non) chez un individu ?
 - quels sont les éléments de prise de décision qui mènent à la violence (renseignements, circonstances, objectifs ...) ?

2. Les droits de l'homme.

Cette seconde catégorie d'analyse concernant les droits de l'homme a amené les participants à se demander si le système de valeur propre à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme a encore un impact quelconque sur l'échelle des valeurs de la jeunesse.

Cette Déclaration des Nations-Unies ne pourrait-elle pas être traduite en terme d'échelle d'attitudes, afin d'être utilisée pour une recherche sur la moralité et les valeurs des adolescents, comparative et interculturelle ?

3. La punition et le traitement.

Il existe plusieurs définitions de la punition et du traitement. Toutefois, la question fondamentale demeure celle de l'effet intimidant de la peine ("deterrence"). Ce n'est pas tant la punition en elle-même qui intimide, mais l'intimidation est liée plutôt au volume de renseignements concernant un genre de peine donné, telle qu'imposée pour un crime donné. Pour reprendre les thèmes beccariens, ce qui importe, c'est la certitude et la célérité de la réaction sociale. La probabilité subjective d'être arrêté et puni est alors fortement ressentie par le citoyen. Ces critères sembleraient s'appliquer plutôt à la population criminelle en devenir, qu'à la population en général.

Il existe aussi plusieurs techniques de traitement. Quelle est leur efficacité dans le contexte institutionnel et carcéral traditionnel ? Des évaluations devraient comparer les différents types de traitement et les différents types d'institutions, afin de mesurer et de comparer les résultats obtenus.

Tout le domaine des dispositions pénales dites non-traditionnelles (traitement en milieu ouvert ...) doit faire l'objet d'une recension interculturelle.

4. La criminalité féminine.

Selon les membres de cet atelier, la criminalité des femmes est très circonscrite et assez limitée, et présente, par le fait même, un secteur d'excellentes possibilités de recherche. Puisque les paramètres

sont bien délimités, le champ de la criminalité féminine permet l'utilisation d'une méthodologie plus poussée.

La criminalité des femmes serait liée au statut des femmes dans le temps et dans l'espace (tant par rapport à son étendue, qu'à sa nature); l'on mentionne toutefois qu'il s'agit là d'une hypothèse théorique, puisque les statistiques ne sont pas fiables à cet égard.

En effet, le problème des divergences entre les statistiques officielles des cours et des prisons, par rapport à la délinquance réelle (dévoilée par des "self-reports"), demeure très concret. Il a été mentionné, en outre, qu'on relève une hésitation beaucoup plus grande de la part des membres de la société, à stigmatiser les femmes autant qu'on le fait dans le cas des hommes.

5. La violence individuelle et collective.

Cette question avait déjà été abordée au cours des discussions sur le concept de dangerosité, mais les participants ont voulu mettre l'accent en particulier sur les différences entre la violence individuelle et la violence collective. Les thèmes de recherche suggérés sont les suivants :

- a) Quels sont les facteurs de personnalité liés à la violence individuelle, ou à la violence collective, ou aux deux types de violence à la fois ?
- b) Quelles sont les motivations sousjacentes à chacun de ces types de violence ? En ce qui a trait à la violence collective, il est possible que la trop grande variété des motivations empêche une comparaison interculturelle valable.

- c) Quelle est l'influence des moyens de diffusion de masse ("mass media") sur l'accroissement ou la diminution de la violence ? Certains pays ont des moyens de diffusion très développés, alors que d'autres pays n'en ont presque pas, et une comparaison de la violence, selon chaque catégorie de pays, serait pertinente. Il serait intéressant, en particulier, d'analyser cette influence au niveau du procès lorsque les renseignements obtenus lors des enquêtes préliminaires, sont rendus publics.

Sur le plan méthodologique, il est suggéré :

- a) Que l'intensité et les types de violence soient clairement spécifiés.
- b) Que la dimension historique des définitions d'actes violents (prohibitions légales et sanctions) soit prise en considération. La tolérance de certains actes de violence varie dans le temps et dans l'espace et s'inscrit dans les pratiques du "sentencing".
- c) Que nous devons tenir compte du fait que la violence collective est plus visible et, par conséquent, comptabilisée plus fidèlement que la violence interpersonnelle (sauf dans le cas des meurtres dont les décomptes sont très fiables).

L'ATELIER DE TRAVAIL No. 2 - *

Les membres de cet atelier de travail s'entendirent tout d'abord sur l'idée suivante : les travaux du futur Centre international de criminologie comparée ne devraient aucunement empêcher les chercheurs de se pencher sur des problèmes fondamentaux en criminologie, comme celui de la bio-criminogénèse.

Ceci dit, les membres de cet atelier entendent définir la criminologie comparée en termes de problèmes criminologiques qui représentent une préoccupation commune à plusieurs pays à travers le monde, même si ces problèmes varient d'un pays à l'autre en intensité et en nature.

Ces problèmes sont fort nombreux. Un ordre prioritaire est nécessaire. Les critères de sélection de cet ordre pourraient être les suivants :

- Premièrement : l'importance ou l'acuité du problème, tel que défini par sa visibilité sociale.
- Deuxièmement : l'existence immédiate de méthodes de recherche appropriées.
- Troisièmement : la nouveauté relative de la problématique.
- Quatrièmement : la pertinence du projet de recherche dans une perspective pragmatique de politique criminelle.

Les sujets discutés dans cet atelier de travail, dans l'optique de ces critères de sélection, furent les suivants :

* Participants à l'atelier No.2 : G. Canepa - H. Ellenberger - T. Grygier - O. Kli-
neberg - P. Lejins - M. Milutinovic - J. Pinatel - S. Shoham - M. Zeid.

1. Problèmes de défense contre le crime et problèmes de la police, ainsi que ceux de l'administration de la justice.
2. Problèmes liés à certains types de crimes et développement de typologies criminelles.
3. Problèmes de pénologie.
4. Méthodologie de la recherche criminologique.

1. La défense contre le crime.

Cette question de défense contre le crime s'inscrit au sein d'une philosophie pénale plus générale. Dans ce cadre de pensée, deux problèmes furent soulevés plus explicitement :

- a) Le contraste entre les principes abstraits du droit pénal et les données scientifiques concernant les mêmes concepts. Tels sont, par exemple, les concepts de tentative, de récidivisme ou de responsabilité.
- b) Le contraste entre le sens normatif des lois et leur réalité strictement légale. En d'autres mots, il y a le comportement réel et le comportement légal. Tels sont, par exemple, les décalages entre les comportements sexuels et les lois sur la prostitution et l'homosexualité, ou encore entre la sentence légale uniforme et les sentences qui varient d'un juge à l'autre.

2. Types de criminalité.

A cet égard, on a traité des problèmes suivants :

a) Le problème du crime organisé.

Pourquoi le crime organisé est-il beaucoup plus étendu dans certains pays que dans d'autres ? Nos méthodes de recherche vis-à-vis de ce problème particulier, sont bien piètres. Comme le mentionnait un participant : "la difficulté de base repose sur le fait que le crime organisé est mieux organisé que la criminologie."

- b) Le problème de la révolte des jeunes, un problème international par excellence.

Ce problème devrait être précisé en détail et être soigneusement dissocié de celui de la jeunesse délinquante proprement dite, qui relève, le plus souvent, d'une toute autre perspective.

- c) Le problème de la violence des adolescents et des adultes.
d) La criminalité des pays en voie de développement.

Ce problème pourrait être envisagé dans le cadre très général de la théorie de l'organisation des structures sociales, ainsi que du changement social, dans le temps et dans l'espace. Un phénomène important, à cet égard, est celui de l'américanisation de la criminalité en Europe de l'Ouest, phénomène qui semble être né au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et dont le rythme s'accélère chaque année. D'autres manifestations du même ordre se retrouvent au sujet de la criminalité des pays du bloc socialiste en Europe de l'Est. Une recherche axée sur cette question devrait être basée sur les analyses statistiques et descriptives pour aborder ensuite, en profondeur, les causes dynamiques et les forces psychologiques et sociales qui ont amené ces modifications de la géographie criminelle.

3. Problèmes de pénologie. -----

A ce sujet, les droits humains des prisonniers furent soulevés, de même que les conséquences sociales, souvent néfastes, de la perte de liberté, non seulement au niveau personnel de l'individu qui est emprisonné, mais aussi au niveau de sa famille et de la société en général.

4. Problèmes de méthodologie. -----

N'effleurant ce sujet que très légèrement, les membres de ce groupe considèrent toutefois que l'utilisation de mesures et de techniques

méthodologiques adéquates pour mesurer les effets de différents types de traitement, sur différents types d'individus et de criminels, dans différents types d'institutions, est une priorité absolue. Le champ du "sentencing" leur apparaît encore comme sous-développé et en mal de recherches plus poussées.

La création d'une banque d'instruments méthodologiques, au sein du Centre international de criminologie comparée, est considérée comme prioritaire.

L'ATELIER DE TRAVAIL No. 3 - *

L'idée suivante fut mise de l'avant et servit de thème aux discussions des membres de cet atelier de travail : il n'est pas possible de comparer les criminels de pays différents à moins de bien connaître le système de contrôle social de chaque société impliquée dans une recherche, ainsi que la relation du système de contrôle avec le système social global.

Dans cette perspective, deux sujets d'importance furent soulignés :

1. Problèmes de la statistique criminelle.
2. Problèmes du système de contrôle et des seuils de discrétion.

1. La statistique criminelle.

On ne peut se fier aux publications officielles, puisqu'on sait que leurs lacunes sont si nombreuses et si graves qu'il est pratiquement impossible d'évaluer l'état "réel" de la criminalité. Cela est vrai à l'intérieur des frontières d'une même pays, et encore plus important quand il s'agit de comparer les statistiques criminelles des pays dont l'administration adopte des critères différents.

* Participants à l'atelier No.3 : F. Canestri - N. Christie - W. Hall - R.P. N. Mailloux - G. Mueller - A. Reiss - G. Sturup - E. Wenk - M. Wolfgang.

Une façon de contourner le problème consiste, pour le criminologue, à cueillir lui-même ses données sur la criminalité et le criminel. L'exemple le plus courant, depuis quelques années, est celui de la criminalité révélée par les citoyens eux-mêmes, grâce à la technique du questionnaire ou de l'interview (communément appelée dans le monde anglo-saxon : "self-reported criminality").

La perspective comparative nous amène aux prérequis suivants :

- a) Nous avons besoin d'une description très factuelle de l'état de la statistique criminelle dans chaque pays, ainsi que de l'explication de son sens et de ses limitations.
- b) Nous devons inventer une description scientifique de la criminalité, en particulier une description des crimes, en termes de dangerosité "x" ou "y", dans telle ou telle société. Poussé à sa logique extrême, cela signifie que nous devons établir des catégories fonctionnelles liées au comportement humain et aux normes sociales, plutôt que simplement à la définition légale. Dans ce contexte, l'indice de Sellin et Wolfgang (1964) est proposé comme une approche nouvelle à ce problème de la mensuration comparative de la criminalité et de la délinquance.

2. Le système de contrôles et les seuils de discrétion.

Le pouvoir discrétionnaire pénètre tous les niveaux du système de contrôle social. Une question pertinente est celle de savoir où se trouve le point stratégique de ce continuum de discrétion, qui va de l'arrestation à la libération conditionnelle.

a) - L'entrée dans le cadre du système - ("Getting in")

Le pouvoir discrétionnaire de la police est très important puisque, s' il joue en faveur du délinquant, il est fort possible que ce délinquant ne vienne jamais en contact avec les autres pouvoirs judiciaires. Evidemment, les citoyens eux-mêmes ont souvent le pouvoir discrétionnaire de rapporter un évènement criminel à la police, ou non.

Si le pouvoir de la police joue contre lui, la personne est alors étiquetée "délinquant", ou "criminel". Comment ce dernier se perçoit-il alors ? Comment perçoit-il les institutions sociales ? Comment les membres de la société le perçoivent-ils ? Indépendamment de tel ou de tel individu, comment les citoyens d'une communauté perçoivent-ils la déviance et la criminalité ?

Une étude des valeurs morales et sociales des sociétés est nécessaire à notre compréhension de ce phénomène d'entrée dans le système du contrôle social de la criminalité.

Notre système de sanctions est habituellement de nature négative (nous n'avons qu'à regarder nos façons d'élever les enfants).

Nos criminels ne sont pas adaptés au système social dont ils brisent les règles et ils ne sont pas très motivés à demeurer en deçà des règles de jeu de ce système. L'usage de sanctions positives amènerait-il un changement notable chez ces individus ? Nous pourrions étudier les sociétés qui emploient plus que d'autres un système de sanctions positives.

....

b) - Le maintien à l'intérieur du système - ("Holding on")

Que se passe-t-il dans les institutions pénales afin de maintenir les criminels dans le système sans trop de heurts ? Comment envisager la réduction des mécanismes qui, d'une façon ou d'une autre, forcent les criminels à demeurer, souvent fort longtemps, au sein du système ? En particulier, comment réduire le temps de l'emprisonnement et quelles sont les mesures alternatives à la prison ?

c) - La sortie du cadre du système - ("Getting out")

Comment les criminels s'échappent-ils du système ? Quels sont les facteurs en jeu ?

Une hypothèse plausible voudrait qu'il y ait une proportion constante de criminels qui, dans le temps et dans l'espace, soient accrochés au système.

Quelques méthodes de recherches suggérées afin de suivre le délinquant dès son entrée jusqu'à sa sortie, sont basées sur les techniques dites de cohorte, ou sur une comparaison de biographies de carrières criminelles. Les études devraient être longitudinales et latitudinales.

3. Autres considérations.

Les membres de cet atelier de travail ont réitéré, à maintes reprises, l'idée suivante : il est préférable d'étudier les problèmes cri-

minologiques comparatifs d'une façon microscopique plutôt que macroscopique (qui risquerait de reléguer une étude au domaine de la sociologie générale). C'est ainsi qu'un système de contrôle bien délimité, tel qu'exercé en prison, pourrait servir de base à une étude comparative spécifique fort valable.

Il appert, toutefois, que nous ne devons pas oublier que nous travaillons à l'intérieur du système de valeur de tel ou tel pays, ce qui a pour effet de nous imposer certaines limites au niveau des moyens utilisés pour atteindre nos fins de recherche.

L'ATELIER METHODOLOGIQUE - *

1. Considérations préliminaires.

Les membres de cet atelier de travail se sont tout d'abord posés des questions sur l'à-propos d'un plan de recherche comparative et sur la nécessité de posséder un contrôle maximum des variables au sein de ce plan. Ce plan doit évidemment mettre de l'avant des moyens de contrôler, par le fait même, la reproductibilité, l'efficacité, la validité et la fiabilité des techniques et des instruments de mesure.

De plus, la notion d'utilité devrait être au coeur de toute recherche comparative. D'un côté, il y a l'utilité scientifique, de l'autre, l'utilité sociale. Satisfaire aux exigences de la société, ainsi qu'à celles du monde scientifique, marque donc cette notion d'utilité. Le terme "pay-off" exprime dans ce contexte, le besoin ressenti par les scientifiques eux-mêmes de développer, à partir des résultats d'une recherche à une autre, une compréhension de plus en plus complète d'un phénomène donné. Nous étiquetons ce processus de recherche de la vérité. Le même "pay-off" pourrait être obtenu également sur le plan social, grâce à certaines conclusions pratiques de recherches comparatives qui éclaireraient la politique criminelle des pays ayant participé à une recherche commune.

* Participants à l'atelier méthodologique : T. Grygier - A. Normandeau - A. Szalai - L. Wilkins - M. Wolfgang.

Dans cette perspective, il faut se poser deux questions cruciales :

- a) Pouvons-nous, en tant que chercheurs, imposer à une recherche comparative, des buts socialement acceptables, mais personnels aux chercheurs ?
- b) Quelle est l'étendue de la responsabilité des scientifiques à l'égard des conséquences auxquelles les résultats de leurs recherches peuvent mener ?

On dit quelquefois que les connaissances sont à la mesure des responsabilités et que, quoique nous fassions, les résultats d'une de nos recherches peuvent toujours être employés à bon, ou mauvais escient.

La responsabilité des scientifiques peut alors s'exprimer par leurs décisions de ne pas divulguer tous les résultats. Le danger consiste à être obligé de cacher la réalité et la vérité. Le scientifique doit donc éviter les deux extrêmes : celui de divulguer, par exemple, même une vérité, mais pour laquelle une société donnée n'est pas préparée, et celui de tronquer la vérité.

L'analogie avec les sciences physiques est évidemment tentante; les connaissances au sujet de la force nucléaire ont eu parfois des conséquences néfastes.

2. La stratégie de la recherche.

Plusieurs conditions régissent une saine stratégie de la recherche.

- a) - Premièrement (mais sans qu'il y ait ordre de priorité), nous devrions abandonner les collections au hasard, pour ainsi dire, des données

de toutes sortes, où les buts sont trop nombreux et souvent diffus. C'est ce qu'on a appelé l'approche "anti-magpie". Cette position s'applique autant aux opérations gouvernementales qu'aux chercheurs indépendants. L'empilage de données contribue seulement à accumuler un pot-pourri de statistiques sans aucune valeur.

Il faut plutôt établir un ordre de priorité, un système et une démarche rationnelle de la cueillette de certaines données, bien avant d'aller sur le terrain. Le plan de recherche doit être très précis.

b) - Deuxièmement, les méthodologues, lorsqu'ils ne sont pas les chercheurs principaux d'une étude quelconque, devraient être consultés au tout début de la recherche, plutôt qu'au milieu et à la fin de celle-ci. Autrement, il est souvent trop tard pour réparer de graves erreurs commises et le dépannage de la recherche par des méthodologues, n'est que du maquillage qui camoufle des lacunes et des failles importantes.

c) - Troisièmement, il ne faut pas choisir les pays qui feront partie de la recherche comparative, uniquement parce qu'ils nous offrent des facilités de participation. Les pays choisis doivent l'être tout d'abord en fonction de la maximisation du contrôle des variables indépendantes et dépendantes inscrites au plan original de la recherche. Il est toujours temps ensuite d'accomplir certains compromis et certains réajustements.

d) - Quatrièmement, il faut éviter le pairage simple ("simple matching") qui masque souvent des variables importantes derrière une façade d'impeccabilité méthodologique. L'échantillonnage au hasard, ou stratifié,

est souvent plus adéquat pour réaliser un pairage correct. Il est alors possible d'établir des paramètres de similitude.

e) - Cinquièmement, dans toute recherche comparative, il faut porter une attention particulière aux nuances linguistiques. Nous savons tous qu'il y a des difficultés de communication d'idées à l'intérieur d'un même pays. Il y en a donc encore plus lorsque nous passons d'un pays à l'autre.

f) - Sixièmement, presque tous les problèmes peuvent être analysés d'une façon ou d'une autre, et il est toujours possible d'utiliser plusieurs méthodes à la fois, pour les fins d'une analyse.

g) - Septièmement, il faut opter pour une méthodologie électorale et pluraliste. Ces termes indiquent tout d'abord que plusieurs disciplines peuvent s'attaquer directement ou obliquement au même problème, mais aussi que différentes techniques d'investigation devraient être employées pour étudier le même problème.

h) - Huitièmement, il faut aussi se rappeler qu'indépendamment des techniques méthodologiques sophistiquées, il est toujours possible d'utiliser à bon escient la méthode ethnographique et l'observation participante. Les recherches ne sont pas toutes statistiques, en particulier au tout début de l'analyse d'une société donnée.

Les membres de cet atelier de travail concluaient leurs discussions en émettant le vœu qu'un comité responsable de la planification des recherches comparatives soit constitué. Ce désir sera évidemment concrétisé au sein du Centre international de criminologie comparée, dont les travaux sont déjà en marche.

SUMMARY OF WORKSHOP CONCLUSIONS

Synthesis of the First International Symposium for Research in Comparative Criminology.

The First International Symposium for Research in Comparative Criminology opened with the presentation of a compilation of the suggestions sent in by the participants, setting out their choice of important problems for research in comparative criminology. These grouped themselves around ten major considerations:

- 1) Definitions and concepts;
- 2) Procedures;
- 3) Personnel;
- 4) Causation: Situations related to criminality;
- 5) Varieties of Crime and of criminals;
- 6) Treatment: Evaluation;
- 7) Research methodology;
- 8) Statistics: Epidemiology;
- 9) Training of research workers;
- 10) Machinery: Committee of co-ordination.

Discussions

The discussions of the Symposium were based on these suggestions, the main concentration falling on problems of manifestations of violence in the world today; the phenomenon of student contestation; and on human rights and the corresponding responsibilities attached hereto.

Although the participants did not come to definite conclusions as to the respective merits of the problems submitted for consideration, they did discuss the conditions under which comparative studies of these problems should be approached; the techniques appropriate to obtaining

valid results; and the limitations on this type of work.

Four workshops were established and studied the various problems. The first tackled the problems of the definition of the criteria of "danger" represented by different types of criminals; the problem of discovering whether the value system which underlies the Human Rights Declaration corresponds to the value system of today's youth; the problem of the treatment of criminals; of female criminality; and, finally, of violence in the form of individual and group manifestations.

The second workshop devoted its main consideration to the revolt of youth and to organized crime, also proposing that an international instrument bank of documentation and information be established.

The third workshop considered problems of theory: how the police and the public view the criminal; the opportunity of making trans-cultural comparisons on such subjects as arrest, prison, etc.; and the role of the media of information in the construction of value systems.

The fourth workshop blazed a trail in the matter of methodology appropriate to research in comparative criminology.

The period of discussion which followed the report of the four workshops gave rise to a confrontation between two schools of thought within the group of specialists. The question arose as to whether the problem of student contestation falls within the scope of the science of criminology. Several experts expressed the opinion that criminologists ought not to concern themselves with a question which really belongs in the realm of political science.

On the other hand, the majority of the participants appeared to feel that the phenomenon of student contestation did indeed belong in the framework of criminological research. One of the experts in particular

took it upon himself to be the spokesman of this school of thought. There are those, he said, who feel that criminology would confine itself and its research to known criminality, to hold-ups, rape, etc. However, one should not forget that penal law rests on political foundations, the legality of power, a certain moral consensus of the population. Today, it is exactly this "legitimate" authority that is being contested. Is it not to be expected, therefore, that criminology should interest itself in all sociological phenomena which have legal and criminal implications? Contestation and violence have consequences for the political foundations of penal law, and therefore are fit subjects for the research of the research of the criminologists.

International Centre for Comparative Criminology

The First International Symposium for Research in Comparative Criminology situated itself and its discussions within the framework and in the perspectives opened by the creation of the International Centre for Comparative Criminology. The Centre is sponsored jointly by the University of Montreal and the International Society of Criminology, with headquarters at the University of Montreal. As one of the participants emphasized, criminologists need a place to retreat from the daily struggle, to meditate, to seek out and propose instruments of research valid for the study of problems common to several societies. Viewing the facts as scientists, we are looking for operational concepts. Theoreticians and research workers will rough out the material and, hopefully, this will inspire conferences and symposiums of practitioners, jurists, sociologists, penologists, and other specialists. Above all, it will give common access to international experience, something which is lacking at present both

at the level of documentation and of action. A bank of documentation in the field of comparative criminology does not exist at the present time, and it will take months if not, indeed, years, to collate the elements of standardization of norms in this domain. Through the use of computers, the Centre will be able to put such a bank into effect and make it accessible to research workers and to governments.

The participants at the Symposium were able to see the extent of the problems envisaged for research by the future Centre . It is hoped that this initiative will have concrete use for private organizations, public services, and the government.

La bibliographie suivante n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle ne représente qu'une première approche pour recenser quelques références dans ce domaine mouvant, aux frontières mal délimitées, de la recherche comparative dans le champ des sciences sociales en général et de la criminologie en particulier. Elle fut établie à l'issue d'un séminaire de quelques semaines portant sur ces problèmes ce qui en explique les limites et le caractère arbitraire. Par conséquent toutes les suggestions, commentaires et critiques seraient les bienvenus.

Pour plus de commodité, nous avons divisé cette liste en quatre sections.

I- Criminologie comparée.

Dans cette section sont englobés des ouvrages de référence de base et des recherches traitant de l'étude de phénomènes criminels comparés proprement dits, c'est-à-dire portant sur deux sociétés ou plus. Nous avons entendu phénomènes criminels au sens large, y incluant des actes déviants du point de vue des normes collectives même s'il ne s'agit pas exactement de "crimes" au sens de la loi.

II- Méthodologie et sources de données.

Ici se trouvent rassemblées les références traitant des problèmes méthodologiques de la recherche en général. Nous avons éliminé tout ce qui touche aux questions trop spécifiques des relations interdisciplinaires. (La littérature à ce sujet est immense et supposée connue). En revanche, nous avons inclus des références qui peuvent servir de source de données générales à la recherche comparative (par exemple, ouvrages traitant des indices de différenciation sociale).

* Cette bibliographie a été préparée au Département de Criminologie, dans un séminaire de doctorat, consacré à la criminologie comparée, dirigé par Denis Szabo. C'est à Mme F. Ducottet et à Mr Henrik Tham que revient le mérite de la mise au point de ce document.

III- Répertoire de Bibliographies, statistiques, congrès ayant trait à la recherche comparative.

Seules les sources de données strictement statistiques sont incluses dans cette section.

IV- Etudes - type de recherches comparatives dans d'autres disciplines que la criminologie mais pouvant lui servir de modèles.

Dans cette section sont incluses des références prises dans des disciplines telles que le droit, l'anthropologie, la politique etc... qui-du point de vue de leurs méthodes et ou du sujet traité - peuvent servir de modèles pour notre perspective. Les ouvrages cités le sont à titre purement indicatif et certains d'entre eux mériteraient d'être discutés.

V- Divers.

Dans cette section sont incluses des références - générales ou criminologiques - apparemment éloignées de notre perspective mais qui pourraient éventuellement servir de point de départ à des recherches futures.

Certaines classifications - dans une section ou une autre peuvent paraître arbitraires: ceci provient précisément du caractère interdisciplinaire et interculturel des études. D'autres - de par la richesse de leur information - auraient mérité de figurer dans plusieurs sections à la fois. Nous avons cependant autant que possible évité de le faire, sauf pour les plus importantes.

Enfin, signalons qu'un astérisque indique les ouvrages les plus intéressants.

BIBLIOGRAPHY *

The following bibliography is by no means an exhaustive one. It is merely a first step toward recording within this mobile field, whose bounds are ill-defined, some references on comparative research in the field of social science in general, and criminology in particular. It was drawn up at the conclusion of a seminar on these problems, which lasted a few weeks; hence its limitations and its arbitrary character. Any suggestions, comments and criticism, therefore, will be most welcome.

For convenience sake, we have divided this list into four sections.

I- Comparative Criminology

In this section are included basic works of reference and research projects dealing with the study of criminal phenomena in a truly comparative way, that is, bearing on two or more societies. We interpret criminal phenomena in the broadest sense, including deviant behaviour from the point of view of collective norms, even if they are not exactly "crimes" in the legal sense.

II- Methodology and Sources of Data.

Here we assembled references dealing with methodological problems in research generally. We have eliminated those which concern questions of interdisciplinary relations too specifically. (The literature on this subject is vast and supposedly well-known.) However, we have included references which may serve as a source of general data for comparative research (for example, works dealing with social differentiation indices).

* This bibliography was prepared by Mme. F. Ducottet and Mr. Henrick Tham, during a Doctoral seminar on Comparative Criminology in the Department of Criminology, and directed by Dr. Denis Szabo.

III- Table of Bibliographies, Statistics, Congresses dealing with Comparative Research.

Only strictly statistical sources of data are included in this section.

IV- Studies - type of comparative research in disciplines other than Criminology, but which could serve as a model.

In this section are included references taken from disciplines such as law, anthropology, political science, which, from the point of view of method and/or the subject treated upon, may be used as a model for what we have in view. The works cited were chosen merely by title, and certain of them would merit discussion.

V- Miscellaneous

There are references in this section, general or criminological, seemingly far removed from our perspective, but which could eventually serve as a point of departure for future research.

Certain classifications, in one section or another, may appear arbitrary: this is a direct result of the interdisciplinary and intercultural nature of the studies. Others, because of the wealth of material in them, may have merited an appearance in several sections. However, we have avoided duplication as much as possible, except in the case of those we deemed most important.

Finally, those marked with an asterisk indicate the most interesting works.

I. CRIMINOLOGIE COMPAREE.

- * AKMAN, D. & NORMANDEAU, A. "Towards the Measurement of Criminality in Canada: A replication study. Acta Criminologica, Vol. I. janvier 1968.
- BACON, M.K., CHILD, I.L., BARRY, H. "A cross-cultural study of correlates of crime". J. abn. soc. psy. (1963) 4-291-300.
Etude de type ethnographique effectuée à l'aide des fiches de Yale (Human Relations Area files) sur 48 sociétés des cinq continents moins l'Europe et comparant la répartition du travail par sexe avec la fréquence du vol et du crime personnel.
- * BLOCH & NIEDERHOFFER. The gang, a study on adolescent behavior. New York Philisophical Library, 1958.
A partir de données principalement anthropologiques, les auteurs prouvent que la "crise d'adolescence" est sensiblement la même dans toutes les sociétés mais qu'elle est canalisée par des "rites de passage" dans certaines cultures et non dans la civilisation occidentale.
- * BOHANNON, P. ed. African homicide and suicide. Princeton University, Princeton Press, 1960.
A l'aide de rapports de cours de justice et de police, les auteurs ont étudié de nombreux cas d'homicide et de suicide dans plusieurs sociétés africaines. Ils en concluent que les théories de Durkheimne sont pas confirmées dans un tel contexte.
- BROWN, J.S. "A comparative study of deviation from sexual mores." Am. Sociol. rev. 17. (1952), 135-146.
L'étude prouve d'une part la forte corrélation positive entre les comportements les plus sévèrement rejetés et les plus sévèrement punis, d'autre part que l'inceste, le viol et l'enlèvement sont les formes de déviation les plus sévèrement punis.
- * BRUUN, K.H., HAUGER, in coll. avec CHRISTIE, N. & al. Drinking habits among northern youth.
A cross national study of male teenage drinkings in the northern capitals. Helsinki, Finnish Foundation for Alcohol Studies, Publication 12, 1963.
Comparaison des quatre pays scandinaves.
- _____ "Alcool studies in Scandinavia" Sociol. inq. 31 (1961) 78-92.
- CARSTAIRS, G.M. "Cultural differences in sexual deviations" in the Pathology and Treatment of Sexual Deviations. Ismond Rosen ed. London: Oxford University Press, 1964. p.419-434.
Entre autres sujets, l'auteur établit par une étude menée à l'aide des fiches de Yale que sur soixante-seize sociétés, 64 considèrent l'homosexualité comme un comportement normal.
- * CAVAN, R.S. & CAVAN, J.T. Delinquency and Crime: A cross-cultural perspective. J.B. Lippincott Company. Philadelphia. New York, 1968.
Une étude de la délinquance et du crime dans quatorze sociétés avec l'accent porté sur les contrastes ville-campagne, les effets du changement social massif et certaines aberrations sociales telles que les sociétés criminelles. Les données sont principalement tirées de monographies de type anthropologique, et de diverses publications peu systématisées.

CAVAN, R.S., ZEMANS, E.S. Marital relationships of prisoners of twenty-eight countries. J. Crim. Law, Crim., Police Sc. 49. (1958) 133-135.
Etude portant sur vingt-huit pays des cinq continents.

CHRISTIANSEN, K.O. Report on the Post-war trends of crime in selected European Countries.
The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Reference Document No.2. Washington, U.S. Government Office. 1967.

CHRISTENSEN, H.T. CARPENTER, G.R. "Timing patterns in premarital sexual intimacy. An attitudinal report on three modern western societies". Marr. Fam. Liv. 24 (1962) 30-35.
Comparaison de trois cultures: Mormons des U.S A., group du "middle-west" américain et Danemark.

* CLINARD, M.B. "A cross-cultural replication of the relation of urbanism to criminal behaviour". Am. Sociol. Rev. - 25 (1960) 253-257.
Test et reprise de cinq hypothèse aux Etats-Unis et en Suède et discussion des problèmes méthodologiques impliqués.

CORRE, A. L'ethnographie criminelle. 1914 Bibliothèque des Sciences Contemporaines. Bien qu'ancien et empreint de l'idéologie "coloniale" de l'époque, ce livre fournit beaucoup de renseignements de type descriptif et ethnographique concernant la criminalité à travers le monde au début du siècle.

CROOG, S.H. "Premarital pregnancies in Scandinavia and Finland". Am. J. Sociol. 57 - (1952) 358-365.
Les différences dans ce domaine sont reliées à des causes culturelles.

DEVEREUX, G.A. A Study of Abortion in Primitive Societies. New York: Julian Press, 1955.
L'avortement dans quatre cents sociétés est étudié à la lumière de la théorie psychanalytique.

DE VOS, G. & KEIICHI, M. "The School and Delinquency: perspectives from Japan." Teachers College Record, LXIII, 8 (May 1962)
Comparaison entre écoliers japonais et américains.

* ELLENBERGER, H. et SZABO, D. "L'approche multidisciplinaire des problèmes de la criminologie." Inf. Sc.Soc. VI-5- 461-466.

* FELDMAN, RE "Honesty toward compatriot and foreigner: Field experiments in Paris, Athens and Boston". Reprints from the Proceeding, 76th Annual Convention, A.P.A., 1968.
Création expérimentale de situations où est testée l'honnêteté du sujet au cours de sa vie quotidienne ou dans l'exercice de sa profession. (L'expérimentateur donne trop d'argent à un commerçant, prend un taxi en connaissant parfaitement le chemin pour vérifier dans quelle mesure le chauffeur change indûment le trajet, etc. ...)

FIELD, Peter B. A new cross-cultural study of drunkenness in Society, Culture and Drinking Patterns, Pittman, D.J. & Snyder, C.R., eds.
Reprise de l'étude classique de Horton sur 56 tribus: l'auteur refuse la thèse de celui-ci et démontre que l'ivresse est reliée au type d'organisation sociale (descendance bilatérale).

FRENCH, J.R. Jr., ZAJONE, R.B. "An experimental study of cross-cultural norm conflict". J. Abn. Soc. Psy. 54 (1957) 217-224.

- * GIBBENS, T.C.N. & AHRENFELDT (ed), Cultural factors in delinquency. Tavistock Publications. J.B. Lippincott Company, 1966.
Contient les recommandations de la conférence de Topeka. On y traite certains des problèmes de la recherche en criminologie comparée, et on y trouve une revue de certains aspects du crime et de la délinquance dans différents pays du monde.
- GIBBS, J.P., MARTIN, W.T. "Status integration and suicide in Ceylon". An. Sociol. Rev. 23 - 1958, 160-167.
Reprise d'une étude similaire aux Etats-Unis.
- * GLUECK, S. & GLUECK E. "Wanted: a comparative criminology" in Ventures in criminology Harvard University Press, Cambridge, Mass. 1964.
- GOODE, W. J. "Illegitimacy, Anomie and Cultural Penetration." Am. Sociol. Rev. - 23, 1958, 140-147.
L'hypothèse que les taux d'illégitimité sont fonction d'une basse intégration socio-culturelle est testée dans plusieurs pays d'Amérique latine.
- GOODY, J. "A Comparative Approach to Incest and Adultery". Br. J. Sociol. 7 (1956) 286-305.
L'auteur prouve que ces phénomènes ont des significations différentes selon qu'ils se produisent dans des sociétés bilatérales ou unilinéaires.
- * HENDIN, H. Suicide and Scandinavia. Anchor Books, Doubleday & Company, Inc., Garden City, N.Y. 1965.
Hendin compare les suicides en Danemark, Norvège et Suède et conclut que le caractère national et les pratiques d'éducation des enfants expliquent les différents types de suicide. Il utilise les interviews approfondis, la psychanalyse et l'analyse de contenus de documents culturels. (littérature bandes dessinées, folklore).
- * HOEBEL, E.A. The Law of Primitive Man - A study in comparative legal dynamics. Cambridge, Mass. Harvard University Press. 1954
- HORTON, D. The Function of Alcohol in Primitive Societies. G. J. Stud. Alcohol, 1943 - 4 - 199-320.
L'auteur démontre la relation entre le degré de consommation d'alcool et l'anxiété.
- MANNHEIM, H. Comparative Criminology. Houghton Mifflin Company, Boston, 1967.
- MASLAW, A. H., DIAZ-GUERRERO, R. "Delinquency as a value disturbance" in Peatman, J.C., Hartley, E.L., eds. Festschrift for Gardner Murphy, New York. Harper & Row. 1960 - p.228,240.
Les différences entre enfants délinquants américains et mexicains sont attribuées à des variations culturelles.
- NEUMEYER, M.H. "International Trends in Juvenile Delinquency", Sociol. Soc. Res. 41 (2) Nov.-Dec. 1956: 94-99.
Discussion générale sur la recherche, la prévention, la législation, et la définition de la délinquance juvénile sur le plan international.
- PALMERS. "Murder and Suicide in Forty Non-literate Societies". The J. Crim. Law, Crim., Pol. Sc., 56:3 (1965) 320-324.
Cette étude critique les théories communément admises sur les taux inversement proportionnels du meurtre et du suicide, ainsi que sur leurs relations avec l'agressivité.

- PANAKAL, Y. Prevention of Types of Criminality Resulting from Social Changes Accompanying Economic Developments in Less Developed Countries. Part I. United Nations: Department of Economic and Social Affairs - 1960.
- PROTHRO, E.T. "Patterns of Permissiveness Among Preliterate Peoples". J. Abn. Soc. Ps. 61 (1960) 151-154.
- RADZINOWICZ, L. In search of criminology, Heinemann, London 1961.
Une revue et évaluation des instituts et écoles de criminologie actuels (jusqu'en 1960) Le livre propose des recommandations pour la future recherche criminologique et insiste sur l'importance de l'approche interdisciplinaire.
- RECKLESS, W.C. NEWMAN C.I. ed. Interdisciplinary problems in criminology: paper of the American Society of Criminology 1964. Columbus, Ohio. The college of Commerce and Administration. The Ohio State University. 1965 vi 227 p.
- SELLIN, T. & WOLFGANG, M. The measurement of delinquency. Yale Wiley and Sons. New York 1964.
Un index du crime et de la délinquance inspiré de la méthode psycho-physique qui permet l'évaluation subjective du caractère de gravité d'un acte à partir de la description de l'acte comme tel et non de sa définition légale. Un instrument précieux pour la recherche comparative.
- SHOHAM, S. et al. Immigration ethnicity and ecology as related to juvenile delinquency in Israël. Brit. J. of Cr. - Oct. 1966.
- SHOHAM, S. The application of the culture conflict hypothesis to the criminality of immigrants in Israël. J. Crim. Law, Crim., Police Sc. Vol. 52, No. 2 June 1962 pp. 207-214.
- SCHUR, E.M. Narcotic Addiction in Britain and America: the impact of public policy. Bloomington: Indiana University Press. 1962.
- ★ U.N. Department of Social Affairs. Division of Social Welfare. Comparative Study on Juvenile Delinquency. New York, 1953.
- UNESCO. Vagrant Children. Paris, 1951.
- UNESCO. "Youth Centers and the Social Maladjustment of Youth", prepared by UNESCO. Note by the Secretariat. (June 10, 1960)
- TARDE, G. La criminalité comparée. Paris Alcan F. ed.
- VEILLART, CYBULSKY. Les jeunes délinquants dans le monde. Delachaux-Niestlé, 1963.
Revue générale du phénomène de la délinquance juvénile dans le monde et examen des différents systèmes pénaux, en particulier du droit nouveau concernant les principaux problèmes relatifs à la délinquance juvénile.
- WASHBURN, C. Primitive Drinking: A study of uses and function of alcohol in preliterate society. New Haven College and University Press, 1961.
Etude basée sur 16 tribus qui critique les conclusions de Horton - la même méthode (fiches de Yale) fut utilisée.
- WOLFGANG, M.E. "International criminal statistics: a proposal." J.Crim, Law, crim.pol.Sc. 58-1 65-70
- WOLFGANG, M. & FERRACUTI, F. The subculture of violence. Soc.Science Paperback 1967.

II. Méthodologie et sources de données

- ALKER, H.R. Jr., "The comparison of the aggregate political and social data: potentialities and problems" Inf. Sc. Soc. 5(3) sept. 1966, 63-80.
- ALLARDT, E. "Basic dimensions in the comparative study of social structures" in Transaction of the sixth World Congress of Sociology, I, Genève, 1966.
- ANGELINI, A.J. "Perspectives and problems in cross-cultural research" Revista de psicologia normal y patologica.(1.2.3.) 1966.
- * BANKS, A.S. & TEXTOR, R.B. A cross polity Survey The MIT Press, Cambridge, Mass, 1965. Contient 57 caractéristiques concernant 115 pays, chacune se subdivisant en classifications dichotomiques. La priorité est donnée à des indicateurs typologiques non quantifiables (45 sur 57) dont les deux tiers sont d'ordre politique. Seules les corrélations simples sont présentées.
- * BAUER, R. ed. Social indicators The MIT Press, Cambridge, Mass, 1966. Le but de ce livre est d'examiner l'impact sur la société américaine du programme d'exploration spatiale. Il est ainsi amené à poser le problème des indicateurs sociaux. Il critique entre autres, l'index actuel du crime comme indicateur social adéquat.
- BEYME, K. "Possibilités et limites de la méthode comparative appliquée aux gouvernements" Politische Vierteljahresschrift 7(1) mars 1966, 63-93.
- BLALOCK, H.M. Methodology of social research. Toronto, McGrovy Hill, 1968. Surtout le chapitre 7 NARROL "Some thoughts on comparative methods in cultural anthropology".
- CLIGNET, R & Al. A strategy for facilitating comparative studies in child-rearing and development Cross-national conference on childhood and adolescence, working group report, Feb. 20-28 1964. Cette référence est surtout intéressante du point de vue de la bibliographie.
- DE BIE, P. La recherche orientée multidisciplinaire ; introduction. Revue internationale des Sciences sociales 20(2) 1968 : 216.235.
- DEUTSCH, K.W. "Towards an inventory of basic trends and patterns in comparative and international politics" Am. Pol. Sc. Rev. No 54-34-57 Mars 1960.
- DEUTSCH, K.W. Political community at the international level: problems of definition and measurement. Princeton.
- FREEMAN, L.C. WINCH, R.F. "Societal complexity: an empirical test of typology of societies" Am. J. Sociol. 62(1957) 461-466.
- FRIYDAN, Y.G. "On the scope and methods of cross-cultural research" Int. J. Ps. 1(3) 1966: 109-174.
- GORDON, L.K. & KILCHIA. "American personality tests in cross-cultural research: A caution" J. of Soc. Ps. 69(2) august 1966, 179-183.
- GURR. New errors compensated measures for comparing nations: some correlates of civil violence Princeton University.

- HOPKINS, T.K., WALLERSTEIN, I. "The comparative study of national societies" Inf. Sc. Soc. VI 5 oct. 1967.
Les auteurs avancent que le sujet des recherches internationales devrait être les sociétés nationales et leurs comparaisons et qu'elles ne devraient pas inclure la comparaison d'autres sortes de sociétés ou les études comparatives d'unités autres que les sociétés.
- HUDSON, B.B., BARAKAT, M.K., LA FORGE, R. "Problems and methods of cross-cultural research" J. Soc. Issues 15 (1959) 5-19.
Discussions sur des sources d'erreurs: équivalence des réponses, équivalence du stimulus et fait que les corrélations entre deux variables peuvent être fonction d'une troisième.
- KALLENBERG, A.L. "The logic comparison: a methodological note on the comparative study of political systems" World Pol. 19(1). 69-82.
- KLINEBERG, O. "The multi-national society: some research problems" Inf. Sc. Soc. Decembre 1967.
- KUHN, A.J. The study of society. A multidisciplinary approach London, Tavistock 1966.
- LEVY, M.J. "Comparative analysis of societies in terms of structural functional requisities" Civilizations Vol.4. pp. 191-198.
L'auteur suggère l'analyse structurale ou fonctionnelle pour la recherche comparative en sciences sociales.
- LIPSET, S.M. "Approaches toward reducing the cost of comparative survey research" Inf. Sc. Soc. 16(4) 1964, 579-584.
- * LUSZKI, M.B. Interdisciplinary team research method and problems No 3 of the Research training series. New York training laboratories 1958.
- MARANDA, P. "Formal analysis and inter-cultural studies" Inf. Sc. Soc. VI 4 août 1967.
- * MARSH, R.M. Comparative Sociology: A codification of cross-cultural analysis. Harcourt-Bruce and World Inc. 1967.
Le livre présente une classification des sociétés selon leur degré de différenciation sociale et examine les variations des phénomènes sociaux selon leur corrélation ou leur absence de corrélation avec ce degré de différenciation sociale. Fournit de très nombreux exemples de recherches comparatives qui sont soigneusement analysées.
- * MERRIT, R.S. & ROKKAN, S.(ed) Comparing Nations: the use of quantitative data in cross-national research The Yale University Press, New Haven 1966.
Morceaux choisis des conférences tenues à l'Université Yale en septembre 1963. Le livre présente un aspect théorique et méthodologique.
- MEYRIAT. "Guide to data for comparative research" Inf. Sc. Soc. Vol. V 2 juin 1966.

MITCHELL, R.E. Methodological problems of survey research in developing countries: implication for intra and international comparisons. Berkeley. California U.S.A. typescript 117 pp.

L'auteur discute des causes d'erreur les plus fréquentes - échantillonnage, mesure, interview.

MOORE, F.W.ed. Reading in cross-cultural methodology New Haven HRAF Press 1961.

Voir spécialement le chapitre de DRIVER, H.E. "Introduction to statistics for comparative research".

MURDOCK, G.P. "The cross-cultural survey" Am. Sociol. Rev. 5(p.361-370) 1967.

_____ "Anthropology as a comparative Science" Behav. Sc. 2(1957) 249-254.

L'auteur encourage tous les chercheurs de sciences sociales à recourir plus souvent aux données interculturelles: les sociologues, par exemple, sont très limités dans leurs explications étant donné que sur un échantillon de cinquante sociétés non européennes, les Etats Unis se partagent seulement un quart des données culturelles.

_____ "Feasibility and implementation of community comparative research" Am. Soc. Rev. 15(1950) 713-720

* Outlines of Cultural Materials

Behaviour Science outlined. vol.1. 4th reviewed edition.

Published by Human Relations Area Files inc, 755 Prospect Street, New Haven 1965.

_____ "World ethnographic sample" Am. Anthr. 9 (1957) 664-684.

MURPHY, J.M. "Social Science concepts and cross-cultural methods for psychiatric research" in Approaches to cross-cultural Psychiatry MURPHY, J.M. & LEIGHTON, A.H. eds. Cornell University Press, Ithaca New York.

L'auteur discute surtout des problèmes du cadre écologique de la recherche (tribu, communauté, ville, nation, ensemble de nations) De nombreuses références bibliographiques sont fournies.

NAROLL, R.S. "A preliminary Index of social developemnt" Am. Anthr. 57 (1956) 687-715.

Naroll utilise trois indicateurs: l'urbanisation, l'artisanat et la ramification organisationnelle.

_____ "Controlling data quality series" Res. in Soc. Ps No 4 1960 7-12.

OSGOOD, C.E. "On the strategy of cross-cultural research into subjective culture" Inf. Sc. Soc. février 1967.

ROKKAN, S. "Second conference on data archives in the Social Sciences. Cologne 28-29 juin A report Inf. Sc. Soc. Vol II 4 Dec. 1963.

_____ "International conference on the use of quantitative political, social and cultural data in cross-national comparisons" Yale 10-20 septembre 1963.

A report by ROKKAN, S in collaboration with DEUTSCH, K & MERRIT. Inf. Sc. Soc. Vol. II-4-Dec. 1963.

_____ "Trends and possibilities in comparative Social Science. Report on an international conference" Inf. Sc. Soc. Vol. IV-4 Dec. 1965.

ROKKAN, S. ED. Data archives for the social sciences.
 Reports submitted to the Second International Conference on Data Archives
 held in Paris in September 1964.
 Publications du Conseil International des Sciences Sociales 1966. 213 p.

The case for comparative secondary analysis: an example from political
 sociology A paper delivered at Isomar Conference. September 1956(mimeo)

* Comparative research across culture and nations. Paris, La Haye Mouton 1968.

* RUSSET, B. & Al. World handbook of political and social indicator. Yale University Press,
 New Haven 1964.

Ce livre ne retient que les indicateurs quantifiés. C'est une représentation
 statistique de 75 variables concernant les facteurs économiques, démographiques,
 sociaux et culturels qui peuvent influencer la vie politique. Des analyses de
 tendances et des études de corrélation (précieuses comme exemples pour les recher-
 ches comparatives) sont présentées dans la seconde partie.

* "The world handbook as a tool in current research " Inf. Sc. Soc. VI-6-Dec.1967.

SCHACHTER, S. "Interpretative and methodological problems of replicated research"
J. Soc. issues 10 (1954) 52-60.

Discussion du problème d'interpréter des résultats différents dans des
 recherches reproduites. Les données sont tirées de plusieurs pays européens.

SHERIF, M. & C. Interdisciplinary Relationships in the Social Sciences
 Pennsylvania State University 1965.

SCHEUCH, E.K. "Society as a context in cross-cultural comparisons" Inf. Sc. Soc
 VI-5 octobre 1967.

L'auteur met en garde contre la tendance de mettre en cause immédiatement comme
 facteurs explicatifs la culture ou la société lorsqu'il s'agit d'expliquer
 les différences entre deux corps de données.

SODEUR, W. Specialized data archives as instrument of theory testing : with example
 drawn from small group leadership studies.
Information sur les sciences sociales. VIII.5. octobre 69.

* SELLIN, T. & WOLFGANG, M. The measurement of delinquency Yale Wiley and Sons. New York,
 1964.

Un index du crime et de la délinquance inspiré de la méthode psycho-physique qui
 permet l'évaluation subjective du caractère de gravité d'un acte à partir de la
 description de l'acte comme tel et non de sa définition légale. Un instrument
 précieux pour la recherche comparative.

SHOHAM, S. A tentative proposal for comparative and cross-cultural research in
 criminology (mineo)

SJODERG, G. "The comparative method in the social sciences" Phil. Sc 22(1955) 106-117.
 Revue des essais de Murdock, Parsons, Kluckholm et autres pour construire des
 "points invariants de référence". Proposition d'amélioration pour l'analyse com-
 parative.

- SMELSER, N.G. "Notes on the methodology of comparative analysis of economic activities" Inf. Sc. Soc. April-june 1967
- SOLA, POOL, I. "Use of available sample survey in comparative research" Inf. Sc. Soc. Vol II-2 juillet 1963.
- SOLA POOL, I. de; MCINTOSH, S. ; GRIFFEL, D. on the design of computer based information systems.
Information sur les sciences sociales. VIII - 5. octobre 69.
- STERN, E. "Comparing results from different cultures" Int. Soc. Sc. Bull. 5-535-537.
- STONE, Py; DUNPHY, D.G.; SMITH, M.S.; OGILVIE, D.M. The General Inquirer a Computer Approach to Content Analysis.
The MIT Press - 1966.
- * SZALAI, A. "Trends in comparative time budget research" Am. Beh. Sc. 10-4 dec. 66.
"Differential evaluation of time budgets for comparative purposes" in MERRIT & ROKKAN Comparing Nations Yale University Press, New Haven 1966.
- TAYLOR, C.L. (ed.) Aggregate Data Analysis. Political and Social Indicators in Cross-national Research.
Publications du Conseil international des Sciences sociales. 1968, 266 p.
- TEXTOR, R. "Computer summarization of the cross-cultural litteratute" Inf. Sc. Soc. VI 1 février 1967.
- THOMSON, G.K. Computerisation of information retrieval and index production in the field of economic and social development.
Inf. Sc. Soc. VII. 3. juin 1968.
- TYLER, R.W. "Trends in interdisciplinary research" in Trends in Social Science RAY, D.ed New York Philosophical Library, 1961 p.137-151.
- VIET, G. Documentation et développement: Une expérience originale de collaboration internationale dans le domaine des Sciences sociales.
Inf. Sc. Soc. VIII. 4. août 1969.
- WHITE, D.R. Societal research archives system : retrieval, quality control and analysis of comparative data.
Inf. Sc. Soc. VII 3, juin 1968.
- WHITING, J.W.M. "Methods and problems in cross-cultural research" in Handbook of Social psychology LINDZEY, C. & ARONSON, E. ed. Second edition Vol II. Addison Wesley Publishing Company 1968.
Les auteurs expliquent les multiples possibilités qu'offrent la méthode des fiches de Yale pour la recherche comparative.
- WHITING, J.W.M. & Al. Field manual for the cross-cultural study of child rearing.
New York Social Science research Council 1953.
- WILKINS, L.S. New prediction and classification methods in criminology J. Res. Cr. Del. Vol 1 No 1. 1964 janvier.
" The measurement of crime " Brit. J. Del. Vol 3. p.321, 1963.

Divers

Am. Beh. Sc 10-4 Dec. 1966

Un numéro spécial est consacré à la recherche comparative.

Les données de la recherche comparative. Sondages Rev. Int. Sci. Soc. 1-1962

* Inf. Sc. Soc. Vol IV-3 septembre 1965.

Le numéro est entièrement consacré aux problèmes des "archives" de données.

_____ Cette revue publiè . régulièrement des index dont les Sections portent sur :

- recherches comparatives
- sources de données
- ordinateurs et traitement de données
- service d'échange d'information scientifiques.

cf en particulier Index 1967 vol.VI

1968 " VII

III. REPertoire DE BIBLIOGRAPHIES,
STATISTIQUES, RAPPORTS DE CONGRES.

(1) Bibliographie

CIDSS Publications du Conseil International des Sciences Sociales (UNESCO)
 Liste mondiale des périodiques spécialisés dans les Sciences sociales -
 3e ed. Paris UNESCO - 1966.
 Liste mondiale des périodiques spécialisés : Psychologie. Paris La Haye.
 Mouton 1967.

FREY, F.W.; STEPHENSON, P.; SMITH, K.A. Survey Research on Comparative Social Change
 a bibliography. The MIT Press.

* GIBBENS, T.C.N. & AHRENFELDT eds. Cultural Factors in Delinquency. J.B. Lippincott Co.
 Les références citées à la fin de cet ouvrage peuvent fournir de très in-
 téressants points de départ pour la recherche comparative.

GOTTLIEB & REEVES. The Emergence of Youth Societies: a cross-cultural approach.
 Free Press, New York, 1966.
 Quoique incomplète, la bibliographie fournie par cet ouvrage peut servir de
 point de départ à certaines recherches comparatives.

KNOP, E.; APARICIO, K. Current socio-cultural change literature : An annotated
 clarification of selected interdisciplinary sources.
 Grand Fork, N.D University of North Dakota. Department of sociology and
 anthropology - Center for the study of of cultural and social change.
 1967. xi 270 p.

MARSH, R.M. "Comparative Sociology 1950-1963 - A trend report and bibliography".
Current Sociology, 14 (2) 1966, 1-152.

* MARSH, R.M. Comparative Sociology. Harcourt Brace & World Inc. 1967.
 La bibliographie concernant les recherches et problèmes de la recherche
 comparative en sciences sociales est extrêmement exhaustive.

MIDDENDORF, W. New Forms in Juvenile Delinquency: Their origin, prevention and
 treatment. New York, United Nations, Department of Economic and Social
 Affairs. A/CONF 17/6, 1960.
 Bibliographie extensive sur les problèmes du crime dans les pays en voie
 de développement.

ROKKAN, S., VERBA, J., VIET, E. A Comparative Survey Analysis: a trend report
 bibliography. CIDSS. 1967.

Série des guides internationaux pour la recherche comparative (publications de
 l'UNESCO - CIDSS).

(2) Statistiques

GINSBURG, N. Atlas of Economic Development. University of Chicago, Chicago Press, 1961.

International Urban Research. The World's Metropolitan Area. Berkeley: Univ. of California Press, 1959.

Statistiques sur les villes de plus de 100,000 habitants. Fournit une excellente base pour la comparaison des données concernant les métropoles.

* RUSSETT, B.M. & al. World Handbook of Political and Social Indicators, Yale University Press, New Haven.

Les statistiques présentées ici couvrent 133 états et pays. Elles regroupent des données politiques sur le vote, sur les budgets gouvernementaux, le personnel militaire, l'économie, les conditions de santé, la littérature, l'éducation, les moyens de communication de masse, le revenu et la religion.

(3) Congrès

* Association internationale de sociologie. Actes du VIème Congrès internationale de sociologie. Genève, 1966. Vol. I.

Une section est consacrée à la recherche comparative.

Conférence tenue à Buenos Aires sur la recherche comparative en Sciences Sociales. I. Sc. Soc. Vol. III, No.3. Sept., 1964.

PAISLEY, W.J. & PARKER. Scientific information exchange at an interdisciplinary behaviour convention. Stanford California University - Institute for Communication Research. 1967. 80 pp. multigr.

IV ETUDES - TYPE(1) ANTHROPOLOGIE - ETHNOPSYCHOLOGIE ET ETHNO-PSYCHIATRIE

- * BARNOUW, W. Culture and Personality. Dorsey Press, Homewood, Illinois. 1963.
- * ELLENBERGER, H.E. "Ethno-Psychiatrie" in Encyclopédie Médico-Chirurgicale Psychiatrie III Suppl. 1965, 37725 A 10. pp. 1-14, and 37725B10. pp. 1-22. Une revue des études ethno-psychiatriques entreprises dans différentes parties du monde et un examen de certains des problèmes des méthodes de recherche occidentales appliquées à des sociétés non-occidentales.
- FORD, C.S. A Comparative Study of Human Reproduction. Yale University Anthropological Publication 1945 No.2.
- FORD, C.S., BEACH, F.A. Patterns of Sexual Behavior. New York, Harper, 1951.
- HAVIGHURST, NEUGARTEN, B.L. American Indian and White Children. A Social-psychological Interpretation. Chicago, University of Chicago Press. Etude de "culture et personnalité".
- KAPLAN. Studying Personality Cross-culturally. New York, Harper and Row, 1961. surtout le chapitre de BARKER, R.G. et PARKER, L.S. "Behaviour Units for the Comparative Study of Culture".
- KLUCKHOLM, C.H. Personality in Nature, Society and Culture. rev. ed. New York, 1953.
- * KLUCKHOLM, C., STROTBECK, E.L. Variations in Value Orientation. New York, Harper and Row. 1961. Les auteurs étudient les variations d'attitude envers des sujets tels que la nature humaine, la nature, l'homme, et l'activité dans cinq communautés du Sud-Ouest des Etats-Unis. Leurs conclusions corroborent celles des ethnologues.
- LOWIE, R.H. Social Organization. Holt Rinehart and Winston. Revue des sociétés et de leurs institutions en fonction des critères suivants: sexe, age, règles de parenté et résidence, association volontaire, sentiment d'appartenance de ses membres.
- * MURDOCK, G.P. Social Structure. Cet ouvrage pionnier établit une typologie des sociétés en fonction des règles de la parenté.
- MURPHY, LEIGHTON, eds. Approaches to Cross-cultural Psychiatry. Cornell University Press, 1966.
- OPLER, M.K. ed. Culture and Mental Health: Cross-cultural Studies. New York, MacMillan 1955.
- SCHILDER, P. Psychoanalysis, Man and Society. New York, Norton, 1951. Mise en relation des problèmes de la psychiatrie à ceux - plus généraux - de la culture et de la société.
- SOROKIN, P.O. Society, Culture and Personality. New York Cooper Square, 1962.

STEPHENS, W.N. The Family in Cross Cultural Perspective. New York, Holt, Rinehart and Winston, 1963. Description de ce que peut présenter d'universel les institutions familiales.

- * WHITING, J.V., CHILD, I.L. Child Training and Personality. New Haven and London, Yale University Press. 1962. Les auteurs examinent les pratiques d'éducation des enfants dans ses sociétés primitives et en décrivent les effets sur les adultes.

(2) DROIT ET PENOLOGIE COMPARES - ANTHROPOLOGIE ET SOCIOLOGIE JURIDIQUES

BEAUDOUIN, L. Droit de la Province de Québec. Modèle vivant de droit comparé. Wilson & Lafleur, eds. 1953.

- * ANCEL Codes pénaux européens. 3 vol. ed. 1957-58. Etude comparative portant sur 26 pays.

ANCEL Etude pénologique à la mémoire de L. FOX -ed. 1964.

- * CASTEL, G.C. Private International Law. A Comparative Study. Canadian law book. Toronto 1960. Cette étude inclut le Canada et les Etats-Unis.

CHRISTIE, Nils. "Changes in Penal Values" in Scandinavian Studies in Criminology, Vol. II, CHRISTIE, N. ed. Universitets Forlaget, Oslo. Tavistock Publications, London, 1968.

DAVID, R. Le grand système du droit contemporain et du droit comparé - Edition Dalloz, 1966.

DAVID, BRIELY. Major and Legal System. Librairie général de droit et jurisprudence - eds Bary, 1968.

GUTLIDJE, H.C. Le droit comparé. Ed. 1963

SCHLESINGER. Cases Materials and Comparative Laws. E 1959.

- * HALL Comparative Law and Social Theory. Louisiana State University Press, 1963. Une étude portant sur le droit comparé et la sociologie du droit. L'auteur plaide pour l'indépendance du droit comparé par rapport aux sciences sociales si l'on prend comme sujet étudié le crime en tant que phénomène légal et en tant que phénomène social.

HUGUENEY, ANCEL, DE VABRE. Etudes des sciences criminelles et du droit pénal comparé - ed. 1965.

HUGUENEY, ANCEL. Grands systèmes pénitenciers actuels. ed. 1955.

LEVY BRUHL. Aspects sociologiques du droit. Paris, Rivière, 1955.

- LEVY BRUHL. La preuve judiciaire; étude de sociologie juridique. Paris, Rivière, 1964.
- LEVY BRUHL. Sociologie du droit. Paris, P.U.F. 1961. (que sais-je? no.951)
- MANNHEIM. Comparative Criminology. 1965.
- MAIR, L. Primitive Government. Baltimore, Penguin Books. 1962.
- MYLONAS, D. & RECKLESS, W.C. "Attitudes Toward Law Enforcement in Greece and the United States". Journal of Research in Crime and Delinquency. V. 5, No. 7. 1968.
- MYLONAS, D., CLEAVER, P.T. & RECKLESS, W.C. A Comparative Study of Attitudes Toward Law and Law-enforcement Agencies in English-Speaking and French-Speaking Canada. Criminologica, Nov. 1968.
- VELSEN, J.V. Delict in Primitive Law (Unpublished doctoral dissertation - Oxford Union).
- WOLFGANG, F. Anti-trust Law: Comparative Symposium. Caldwell, Toronto, 1956.
- WOLFGANG, F. The Public Corporation. Caldwell, Toronto, 1954.
- * ANNALES de VAUCRESSON. No.5, 1967. "Travail des sous groupes juridiques". Etude de la comparabilité des critères juridiques dans différents pays (communistes ou non communistes) afin d'arriver à un "dénominateur commun" des actes délinquants.
- La Peine Capitale. Ministère de la Justice Fédérale. (Sous l'égide de Maître Favreau). Imprimerie de la Reine. Etude sur la peine capitale dans divers pays.

(3) SCIENCES POLITIQUES

ALMOND, G., & VERBA S. The civic culture, political attitudes and democracy in five nations.

Princeton University. New York (963).

Etude comparative portant sur la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne, les Etats-Unis et le Mexique et visant à démontrer que seule la Grande-Bretagne et l'Angleterre possèdent un gouvernement stable à cause de la nature des relations interpersonnelles à l'intérieur du pays.

BURNS, A.R., Comparative Economic organization. Englewood Cliffs. N.G. Prentice Hall (1955).

CUTRIGHT, P., "National political development. Measurement and analysis". Am. Soc. Rev. 28 (1963) 253-264.

A l'aide de différents indices sociaux appliqués à 77 nations, l'auteur démontre que ces variables montrent une haute corrélation positive avec le développement politique.

EISENSTADT, S.N. The political systems of empires. New York: Free Press (1963).

Très importante analyse des structures sociales et politiques de vingt-sept empires historiques.

FARREL, RB. (ed.) Approaches to Comparative and International Politics. Evanston Ill. Northwestern University Press, 1966. 368 p.

INKELES, A. & BAUER, R.A., The Soviet Citizen, Cambridge Mass. Harvard Univ. Press (1959).

Le livre compare systématiquement des données de la vie quotidienne dans une société totalitaire avec des "données comparables d'autres pays industriels et particulièrement des U.S.A."

JACOB, P.E., & SATHERTON. The dynamic, of international organization. New York. The Dorsey Press (1965). 723.

JACOB, P.E., "The interaction of social values and political responsibility. A pilot cross cultural study of the integration of political communities" Mimeo. Philadelphia University of Pensylvanie April 1969.

*JACOB, P., DEUTSCH, K.W., and al. The integration of Political communities. Philadelphia: J.B. Lippincott (1964).

Une collection d'essais issus des séminaires interdisciplinaires de recherche sur l'intégration politique, menés à l'Université de Pensylvanie en 1961-62. Le but principal est de formuler des hypothèses et des perspectives théoriques concernant le développement des processus intégratifs aux niveaux internationaux et métropolitains.

LASSWELL & MERRIT, S., A Study of Power. Glencoe (1950)

LIPSET. Political Man: where, how and why democracy works in the modern world. Garden City, New York: Doubleday (1960)

(4) SOCIOLOGIE

- ANDERSON, N. The urban community - a world perspective, New-York, Holt and Winston, 1955
- ANDRESKI, A. The Uses of Comparative Sociology University of California, Press, Berkeley and Los Angeles 1965.
- * BALANDIER, G. Sociologie actuelle de l'Afrique Noire, Paris, Puf, 1955
Excellente étude comparative des réactions différentes à la colonisation de deux peuples africains
- BARBER, B. Social Stratification: a comparative analysis of structure and power. New York, Harcourt, Brace and World, 1954
Application de la théorie fonctionnaliste de la stratification sociale.
- BENDIX R, LIPSET S.M. Class Status and power. Social stratification in comparative perspective, 2e édition, New-York, The Free Press, 1966
- BERRY, Race relations: the interaction of ethnic and social groups, Boston, Houghton Millin, 1951.
Exemples comparatifs pris en Afrique, Inde, Amérique, Hawai, Indochine, Australie, Europe, Etats-Unis.
- LEE, R.H. The city urbanism and urbanisation in major world regions, Philadelphie, Lippencott, 1955
- LIPSET, S.M. ZETTERBERG, H.L. A proposal for a comparative study of social immobility. Its causes and consequences. New-York, Harper and Row, 1954
- * MARSH, R. Comparative Sociology: a codification of cross societal analysis- Harcourt, Brace and World, 1967.
- PARSONS, T. Societies evolutionary and comparative perspectives. Englewood Cliffs, New-York, Prentice Hall - 1966.
- SANDERS, I. Societies around the world, New-York, Dryden 1953
- SJOBERG, The preindustrial city - New-York, Free Press 1966 -
A l'aide de données comparative- sur diverses villes du monde, Sjoberg critique la théorie de l'école de Chicago.
- SWANSON, CG. The birth of the Gods.- Ann Harbor, Michigan Press, 1966
Sur un échantillon de cinquante sociétés, Swanson discute la théorie de la sociologie de la religion de Durkheim.

V. DIVERS.

- * CATTELL, R.B. "The dimensions of Cultural Patterns by Factorisation of National Characters" J. Abn. Soc. Ps. 44, (443-369), 1949.
- * CATTELL, R.B. "The principal Cultural Patterns Discoverable in the Syntal Dimension of existing Nations". J. Soc. Ps. V. 32, pp.215-253, 1950.
- COLLOMB- AYATS, H., ZWINGELSTE, N.J. Dakar. "L'alcoolisme chez l'africain en milieu hospitalier: bilan de six années. Bulletin de la Société médicale d'Afrique Noire de langue française. 8:3 (1963) pp.313-321
- COLLOMB, H. , MOUSSA DIOP & AYATS, H. Dakar. "Intoxication par le chanvre indien au Sénégal" Cahiers d'études africaines. 2:8 (1962) p. 139-144.
- DENKO, G.P. "How preliterate people explain disturbed behavior" Archives of general psychiatry. 15(1966) 398-409.
Les criminologues pourraient s'inspirer de ce genre de recherche (effectuée à l'aide de 34 rapports tirés des fiches de Yale) pour étudier l'attitude vis à vis du crime, de sa relation avec la maladie mentale etc... dans des groupes socio-culturels différents.
- GOTTLIEB, D. & REEVES, J. Adolescent behavior in urban areas. New York - The Free Press of Glencoe, 1963.
- * GOTTLIEB, D., REEVES, J. & TENHOUTEN, W.D. The emergence of youth societies: A cross-cultural approach. The Free Press, New York 1966.
Un modèle théorique permettant des comparaisons interculturelles est exposé dans cet ouvrage.
- HOBSBAWN, E.J. Social bandits and primitive rebels: Studies in archaic form of social movements in the nineteenth and twentieth centuries. New York Free Press. 1960.
- INKELES, A. "Industrial man: the relation of status to experience perception and value". A.J. Sociol. Vol. 66, 1961.
Etude de valeurs avec différents groupes professionnels dans les pays industrialisés et en relation avec d'autres groupes dans la même société.
- KAVOLIS, V. Comparative perspectives on social problems. Little Brown Company, Boston 1965.
- * LAMBERT, W.E. Social psychological approaches to the cross-national study of values. paper presented at the international Conference on subjective culture held in Lagossini - Greece in June 1968. Under the auspices of the Athenian Institute of Anthropolos. (mimeo)
- MILGRAM, S. "Some conditions of obedience and disobedience to authority" in Steiner, I.D.E. Fishbein, M (ed) Current Studies in Social Psychology. pp. 243-262.

MILGRAM, S. "Behavioral studies of obedience" Journal of Abnormal and Social Psychology 1963, 67. pp.371-378.

Création expérimentale d'une situation dans laquelle un sujet peut infliger une souffrance physique à un autre. On peut ainsi tester le degré de tolérance à la souffrance d'autrui.

NIEUWENHUIJZE, VAN. C.A.O. Cross-cultural studies. The Haye Mouton 1963. 10 essais sur des sujets divers dans plusieurs pays du monde.

* PIERRE, E., FLAMAND, J.P. & COLLOMB, H. Dakar. La délinquance juvénile à Dakar. Revue internationale de police criminelle. 20(1962) pp.27-34. A Dakar où de nombreux facteurs criminogènes "classiques" sont rassemblés, les auteurs exposent que la délinquance juvénile est très peu élevée et tente quelques explications.

PIGLIARU, A. La vendetta barbaricina como ordinamento giurudico. Milano: Giuffre 1959.

SEBALD, H. Adolescence, a sociological analysis. Sociology series CUBER, F.J. ed.

SECHREST, Lee. Philippine culture, stress and psycho-therapy. Presented at the conference on mental health in Asia and the Pacific held at the East-West Center, Honolulu Hawaï, from march 28 to april 1, 1960 (mimeo) 54pp.

Entre autres sujets, l'auteur explique que le taux d'homicide de Manille qui est onze fois plus élevé qu'à New York est dû à des facteurs culturels.

SECHREST, L. Chicago U.S.A. & FLORES, H. Manila Philippines: The handwriting on the wall. Mimeo 13pp.

Compare les graffitis sur les murs des toilettes publiques produits par les hommes philippins et américains et en tire des conclusions sur les attitudes différentes des deux groupes vis à vis de l'homosexualité.

WEINBERG, K.S. Juvenile Delinquency in Ghana: a comparative analysis of delinquents and non-delinquents". J. Crim. Law, crim. Pol, Sc. 1964-55: 471-481.

WOOD, A.L. "A socio-structural analysis of Murder, suicide and Economic Crime. Ceylon Am. Sociol. Rev. 26(1961) 744-753.

Crime and aggression in changing Ceylon a sociological analysis of homicide, suicide and economic crime. Philadelphie Am. Phil. Soc. 1961

* COUNCIL OF EUROPE. Juvenile delinquency in post-war Europe European Commission on crime problems (1960)

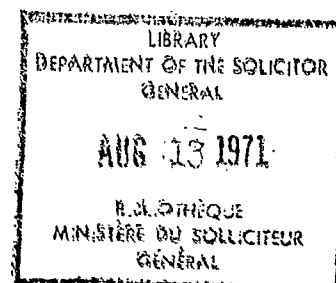
EAST EUROPE. "The youth problems: juvenile delinquency in Eastern Europe." East Europe 1A (june 1960) 3-13.

* UNITED NATIONS SECRETARIAT. Quelques considérations sur la prévention de la délinquance juvénile dans les pays africains subissant des changements rapides. International review of criminal policy.

UNITED NATIONS. Documents du secrétariat - New forms of juvenile delinquency: their origin, prevention and treatment. A/CONF 17/7
Examine les problèmes du crime et de la délinquance dans les pays en voie de développement.

INDEX DES ABREVIATIONS DE PERIODIQUE

Am. Anthr.	American Anthropologist
Am. J. Sociol.	American Journal of Sociology
Am. Pol. Sc. Rev.	American Political Science Review
Am. Sociol. Rev.	American Sociological Review
Br. J. Delinquency	British Journal of Delinquency
Inf. Sc. Soc.	Information sur les sciences sociales Social Science Information
Int. J. Ps.	International Journal of Psychology
Int. J. Soc. Ps.	International Journal of Social Psychiatry
Int. Soc. Sc. Bull.	International Social Science Bulletin
J. Abn. Soc. Ps.	Journal of Abnormal and Social Psychology
J. Crim. Law, Crim., Police Sc.	Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science
J. Soc. Issues	Journal of Social Issues
Marr. Fam. Liv.	Marriage and Family Living
Phil. Sc.	Philosophy of Science
Q. J. Stud. Alcohol	Quarterly Journal of Studies on Alcohol
Series Res. Soc. Ps.	Series Research in Social Psychology
Sociol. Inq.	Sociological Inquiry
Sociol. Soc. Res.	Sociology and Social Research
World Pol.	World Politics



SOL GEN CANADA LIB/BIBLIO



000022297

STORAGE

LIBRARY OF THE
SOL GEN CANADA LIB/BIBLIO
JUL 19 1984
SOL GEN CANADA LIB/BIBLIO

HV
6010
I52
1969

International
Symposium for
Research in
Comparative
Criminology (1st :
Mont Gabriel,
Quebec, 1969).
Proceedings of the

41

